

PROVINCE DU MANITOBA, RAPPORT ANNUEL
ET COMPTES PUBLICS
POUR L'EXERCICE QUI S'EST TERMINÉ LE
31 MARS 2020

Équilibré et résilient

20



**PROVINCE DU MANITOBA, RAPPORT ANNUEL
ET COMPTES PUBLICS
LE 31 MARS 2020**



MINISTRE DES FINANCES

Palais législatif
Winnipeg (Manitoba) CANADA
R3C 0V8

Son Honneur l'honorable Janice C. Filmon, C.M., O.M.
Lieutenante-gouverneure de la province du Manitoba

Votre Honneur,

J'ai le privilège de vous présenter, à titre informatif, le rapport annuel de la province du Manitoba pour l'exercice qui s'est terminé le 31 mars 2020. Ce document complète le compte rendu des activités du gouvernement pour cet exercice. Le rapport comprend une récapitulation des résultats de l'exercice par rapport au budget du gouvernement. Il contient également des statistiques et des indicateurs de la santé financière de la province.

Le présent rapport annuel contient le rapport de fin d'année, le rapport d'analyse des états financiers de la direction, les états financiers sommaires, et les rapports prévus dans les comptes publics.

Original signé par Scott Fielding

Monsieur Scott Fielding
Ministre des Finances

Cabinet du ministre des Finances
Septembre 2020

TABLE DES MATIÈRES

4

Vos impôts, taxes et droits provinciaux

5

Message d'ouverture

15

Résultats stratégiques, perspectives financières et investissements dans l'infrastructure stratégique

16

Résultats stratégiques

22

Perspectives financières

23

Investissements en infrastructure stratégique

25

Comptes publics du Manitoba

26

Introduction aux comptes publics du Manitoba

27

Glossaire des termes clés

29

Faits saillants des finances

33

Rapport d'analyse des états financiers

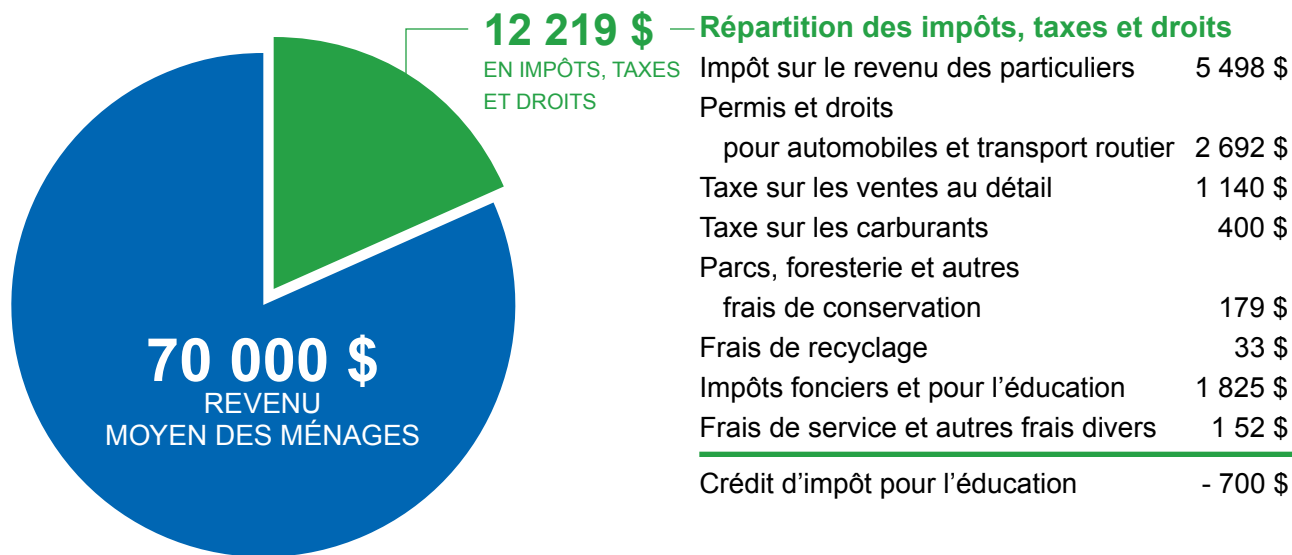
53

États financiers sommaires

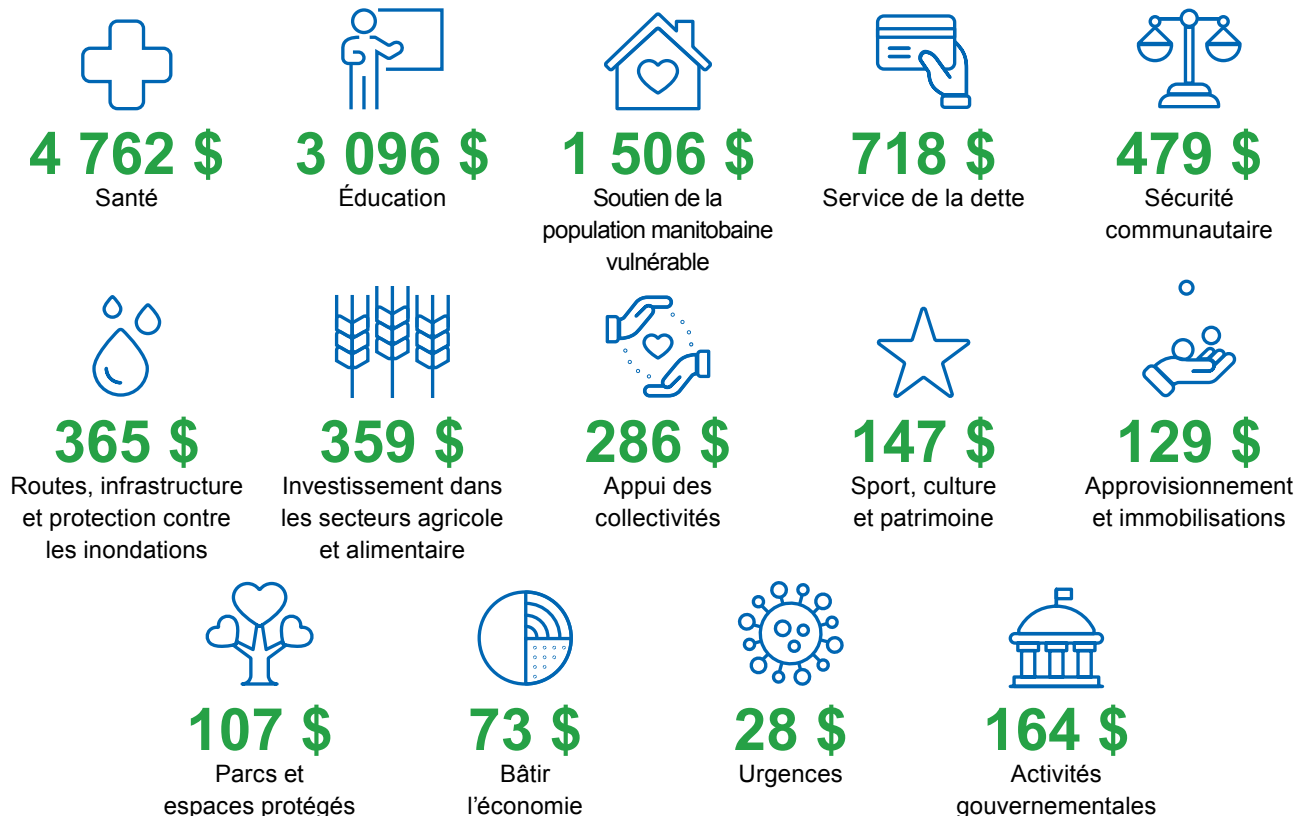
113

Information prescrite en vertu de la loi

VOS IMPÔTS, TAXES ET DROITS PROVINCIAUX



Où va mon argent?



LE GOUVERNEMENT EMPRUNTE UNE SOMME SUPPLÉMENTAIRE DE 6 629 \$ PAR MÉNAGE

Investissements en immobilisations, prêts et garanties

6 629 \$

LA VOIE PONDÉRÉE VERS L'ÉQUILIBRE

Le Manitoba annonce un budget modérément équilibré pour 2019-2020; il réitère le déficit prévu de 3 à 5 milliards de dollars pour 2020-2021.

En 2016, nous nous sommes engagés auprès des Manitobains à assainir les finances, à réhabiliter leurs services et à rebâtir l'économie. Nous avons hérité d'un déficit qui frisait le milliard de dollars et allait passer à plus de 1,7 milliard aujourd'hui. Et malgré ces dépenses impossibles à maintenir, nous obtenions souvent les pires résultats au pays — selon de nombreux paramètres, nous avons les pires résultats dans les domaines des soins de santé, de l'éducation et des enfants pris en charge. Nous dépensions le plus, mais nous obtenions les pires résultats. Nous étions sur la voie de la ruine.

Au cours des quatre dernières années et demie, nous avons soigneusement pris des mesures pour intégrer la discipline et la responsabilisation dans le fonctionnement du gouvernement. Aujourd'hui, le Manitoba annonce un surplus aux comptes publics de 2019-2020 qui, bien que modeste, découle d'un effort extraordinaire de travail, de planification et d'attention méticuleuse depuis 2016.

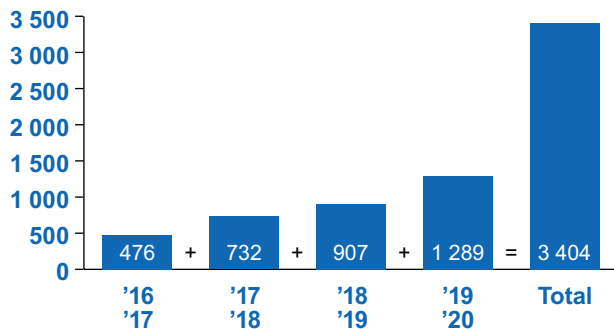
Fait important, le gouvernement a réalisé ce surplus en prenant les mesures suivantes depuis son entrée en fonction :

- Dépenses supplémentaires de 3,4 milliards de dollars en santé, en éducation et pour les familles.
- De 2016 à 2019, augmentation de 28 % du nombre d'arthroplasties de la hanche et du genou et de 23 % du nombre de chirurgies de la cataracte.
- Réduction de 29,5 % du temps d'attente des patients pour consulter un médecin dans les salles d'urgence de Winnipeg entre 2014-2015 et 2018-2019 (au cours de la même période, le Manitoba a connu une baisse de 30,2 %, tandis que les temps d'attente partout au Canada augmentaient de 20,5 %).
- En 2014-2015, les patients attendaient deux heures et demie de plus pour consulter un médecin au service des urgences de Winnipeg que les patients d'ailleurs au Canada, alors qu'en 2018-2019, les patients de Winnipeg attendaient 30 minutes de plus que ceux d'ailleurs au Canada.
- Veiller à ce que tous les patients obtiennent une radiothérapie dans le délai de référence national, ce qui a réduit les temps d'attente de 12 à 9 jours en 2019.
- Amélioration des résultats aux examens de 12^e année entre 2016 et 2019 et augmentation du taux de diplomation après quatre ans.
- Amélioration significative du taux de pauvreté chez les enfants entre 2015 et 2018, passant de 19,2 % à 13,1 %, un progrès de 32 %.
- Réduction de 4 % du nombre d'enfants pris en charge depuis 2018-2019, qui est passé de 10 258 à 9 849, et renforcement du bilan du gouvernement en 2017-2018, qui enregistrait alors la première baisse du nombre d'enfants pris en charge en 15 ans.
- Augmentation annuelle du nombre total d'enfants desservis par les Services aux enfants handicapés, de 5 505 en 2016-2017 à 6 157 en 2019-2020.
- Aplanissement de la courbe de croissance des dossiers d'aide à l'emploi et au revenu, passant d'une augmentation de 6 % des dossiers en 2016-2017 à une réduction de 0,2 % en 2019-2020.
- Ne pas recourir à des mises à pied à grande échelle ou à des réductions de main-d'œuvre, permettant à la fonction publique de conserver ses emplois.
- Retourner près de 700 millions de dollars à la table des gens et aux entreprises en réduisant les impôts et taxes.
- Rétablir à son niveau antérieur notre fonds de réserve en cas d'imprévu épuisé, soit près de 1 milliard de dollars.
- Favoriser un environnement d'affaires positif dans lequel le Manitoba domine le pays au chapitre des investissements du secteur privé.
- Réduction de 90 824 exigences réglementaires, soit une réduction totale de 9,4 %.

- L'immigration a atteint des niveaux record, ce qui a produit l'un des taux de chômage les plus faibles au pays avec la création de près de 19 000 emplois dans le secteur privé entre 2016 et 2019.
- Continuer de relever les défis de la COVID-19 et se préparer à une solide reprise en 2021.

Santé, éducation et familles Accroissement des dépenses depuis 2015-2016

(en millions de dollars)



En 2019-2020 seulement, nous avons réalisé ce surplus modeste malgré une augmentation de près de 1,3 milliard de dollars des dépenses en cours d'exercice au titre de la santé, de l'éducation et des familles par rapport à 2015-2016, et des coûts supplémentaires imprévus de plus de 175 millions de dollars en cours d'exercice, notamment :

- 93,5 millions de dollars de nouvelles dépenses vertes nettes, dont la plupart étaient des dotations pour le Fonds en fiducie du Programme d'intendance agricole des bassins hydrographiques (GROW), le Fonds de mise en valeur du poisson et de la faune et Sentiers Manitoba.
- Dépréciation de 50 millions de dollars pour tenir compte du traitement comptable inapproprié de la Commission manitobaine d'aménagement de la route située du côté est, qui a déclaré des actifs qui n'existaient pas.
- Engagement d'une provision de 5 millions de dollars pour des sites contaminés.
- Correction de problèmes antérieurs et comptabilisation d'autres frais comptables totalisant près de 30 millions de dollars.

Aujourd'hui représente un jalon important. Il est important en soi, car il s'agit de l'aboutissement de plusieurs années d'une gestion financière prudente axée sur l'investissement dans des solutions, et non sur l'injection débridée de fonds dans les problèmes. Atteindre la viabilité financière ne découle par d'une seule décision d'envergure pour parvenir à un budget équilibré, c'est plutôt l'aboutissement de milliers de petites décisions qui doivent être prises chaque jour. Il s'agissait d'un marathon pluriannuel comportant des millions de petits pas, et non d'un immense effort ponctuel.

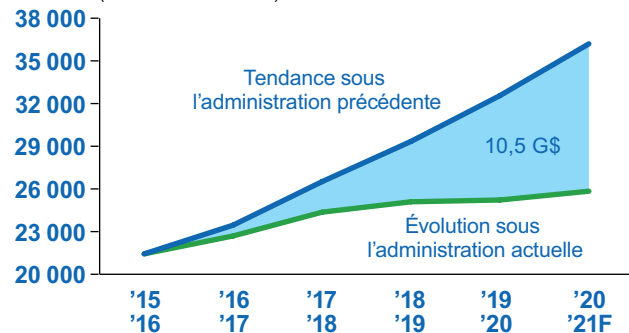
La pandémie mondiale de COVID-19 renversera rapidement les progrès que nous avons accomplis. En fait, tous les gouvernements du monde entier sont confrontés à une situation financière sombre à court terme. Cependant, les progrès réalisés nous ont donné la latitude nécessaire pour affronter les énormes défis financiers de cette pandémie.

Résilience méritée

Nous sommes confrontés à des vents contraires sans précédent dans la pandémie mondiale de COVID-19. Notre rigueur financière au cours des cinq dernières années nous a permis d'éviter une dette supplémentaire de 10,5 milliards de dollars d'ici la fin de 2020-2021. Cette seule différence aurait entraîné des frais d'intérêt supplémentaires de près de 200 millions de dollars chaque année à l'avenir, sans compter d'autres décotes de crédit et des frais d'intérêt encore plus élevés.

Dette sommaire

(en millions de dollars)



Grâce à notre marge de manœuvre nouvelle et durement acquise, les dépenses du Manitoba par habitant liées à la pandémie en 2020 ont été les troisièmes plus élevées au Canada, après seulement le Québec et l'Ontario (les deux provinces les plus gravement touchées).

Dépenses en réponse à la COVID-19 : Les gouvernements provinciaux

	G\$	% du PIB (2018)	Classement
CB	5,0	1,7	7
AB	6,8	2,0	6
SK	1,8	2,3	4
MB	2,3	3,2	3
ON	30,0	3,5	2
QC	28,3	6,4	1
NB	0,1	0,2	10
NS	0,9	2,0	5
PE	0,1	1,4	8
NL	0,4	1,1	9

Sources : Mises à jour trimestrielles provinciales, directeur parlementaire du budget et Statistique Canada.

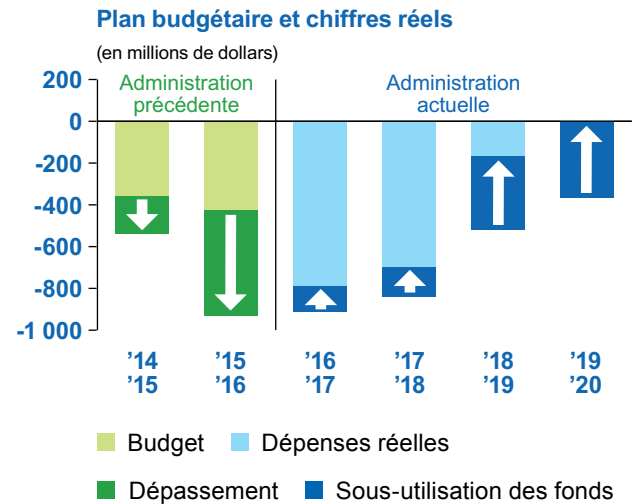
Malgré nos relatives réussites au Manitoba, nous savons que cette pandémie a des répercussions considérables sur la santé publique et l'économie, même si un vaccin devient largement disponible en 2021. Nous continuons de prévoir un déficit en 2020-2021 de l'ordre de 3 à 5 milliards de dollars, et nous ne sommes même pas à mi-chemin de l'exercice. Même en étant optimiste, il faudra plusieurs années pour se remettre de l'impact sur la santé, les services sociaux et l'économie.

Nous reconnaissons qu'il n'y a pas de perspective réaliste d'un autre budget équilibré avant plusieurs années, et nos priorités sont maintenant vouées à accompagner les Manitobains de façon sécuritaire vers une reprise et un redémarrage protégés. Nous sommes reconnaissants d'avoir eu la capacité financière nécessaire pour pouvoir réagir ainsi. Nous croyons que nous pouvons utiliser la même approche disciplinée, patiente et assidue pour remettre en ordre les finances provinciales à moyen terme. Nous l'avons fait de façon sécuritaire et responsable auparavant, et les Manitobains peuvent se fier à notre bilan éprouvé pour l'accomplir de nouveau.

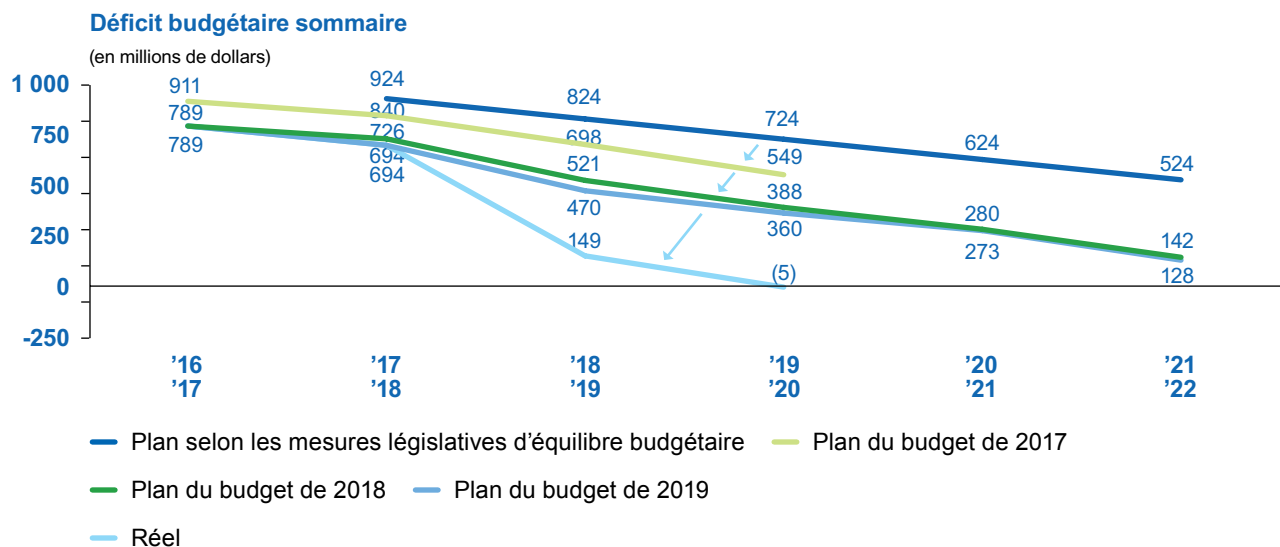
Chose promise, chose due.

On peut compter sur nous pour tenir nos promesses. Pour nous, un budget est plus qu'un espoir, c'est quelque chose que nous prenons très au sérieux pour nous assurer de respecter, ou même de dépasser, nos promesses. En fait, depuis son arrivée au pouvoir en 2016, notre gouvernement a réalisé des progrès significatifs d'un exercice au suivant à chaque exercice.

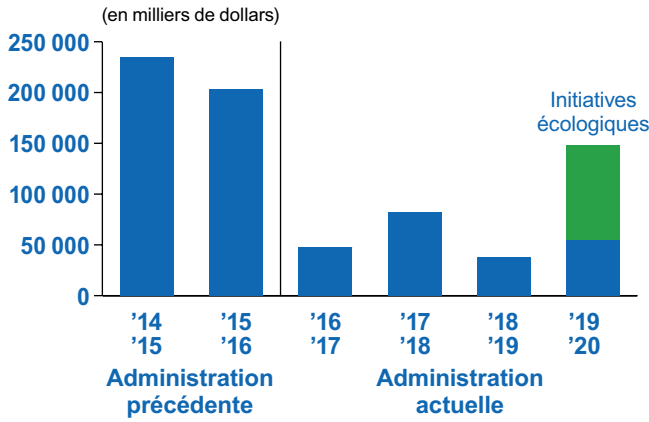
Nous savons que la budgétisation prudente n'est qu'une partie de la solution et qu'il est tout aussi important de gérer en respectant (ou mieux) son budget. Nous avons renversé la pratique régularisée antérieure consistant à rater des objectifs budgétaires, une caractéristique récurrente de l'administration précédente. Depuis notre arrivée au pouvoir, chaque année, nous avons surpassé nos plans budgétaires.



Les mandats spéciaux constituent une mesure utile de la discipline financière, car ils représentent le montant cumulatif des excédents de dépenses par crédit voté. Encore une fois, en 2019-2020, après exclusion des nouvelles initiatives vertes nettes non budgétées, notre recours à des mandats spéciaux est beaucoup plus limité que dans l'administration précédente.



Mandats spéciaux



Plus là où ça compte

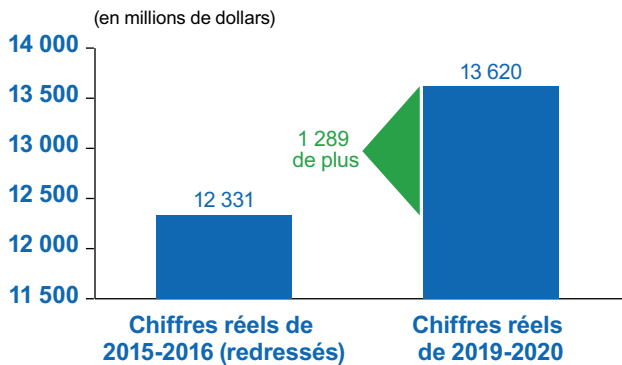
Notre parcours nous a menés à l'équilibre en contrebalançant avec prudence une croissance contrôlée des dépenses et des réductions d'impôts et taxes. En 2019-2020 seulement, nous dépensons près de 1,3 milliard de dollars de plus dans les trois grands secteurs de dépenses sociales.

Depuis 2016, notre gouvernement travaille d'arrache-pied pour rendre le train de vie des Manitobains plus abordable, et cet objectif est

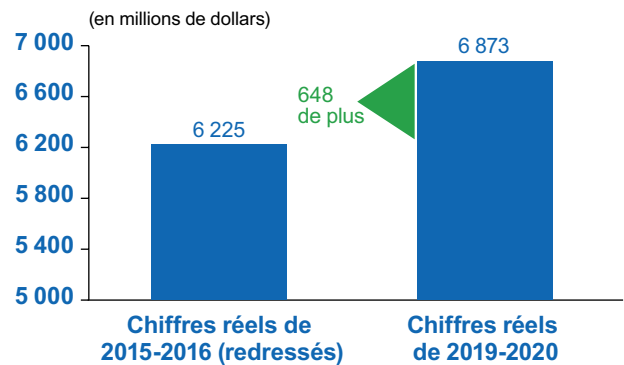
toujours valide alors que nous faisons tous face à des pressions financières sans précédent occasionnées par la COVID-19. Depuis, 2016, nous avons retourné près de 700 millions de dollars à la table des gens et aux entreprises du Manitoba en réduisant les impôts et taxes, y compris par les économies de notre budget de 2020. Notre indexation continue du montant personnel de base et des paliers d'imposition du revenu des particuliers, ainsi que notre engagement de réduire la TVP à 7 %, se traduisent par des économies additionnelles pour les ménages chaque année.

Alors que nous continuons de procéder à des réformes structurelles pour nous assurer de consacrer un pourcentage plus élevé de nos budgets à l'infrastructure stratégique, nous continuons aussi d'effectuer les investissements nécessaires. Nos immobilisations corporelles donnent une bonne mesure de ce paramètre, soit la valeur totale des actifs non amortis encore dans leur durée de vie comptable. Ces actifs ont augmenté à des taux insoutenables au cours des années précédentes, mais leur croissance se poursuit maintenant chaque année à des niveaux normaux et soutenables, de concert avec le reste de l'économie.

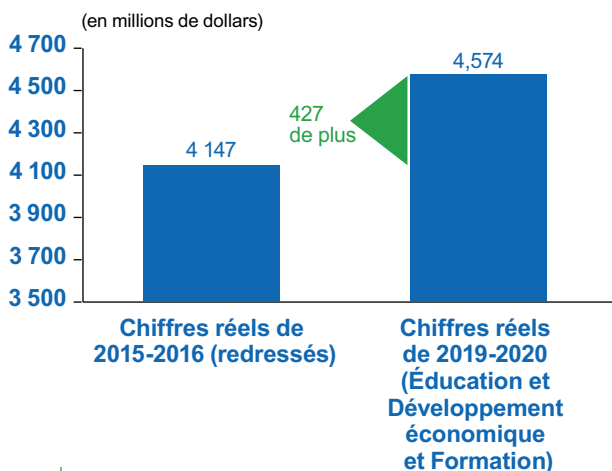
Trois grands ministères de première ligne



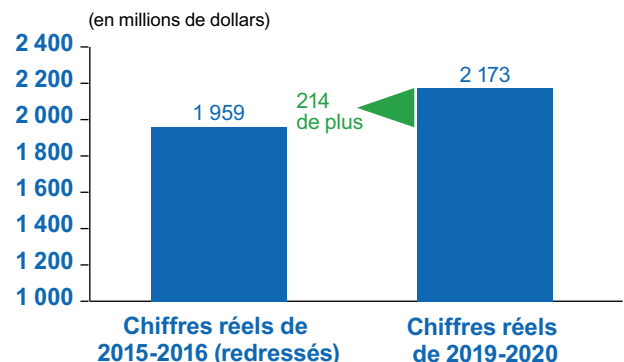
Dépenses en santé

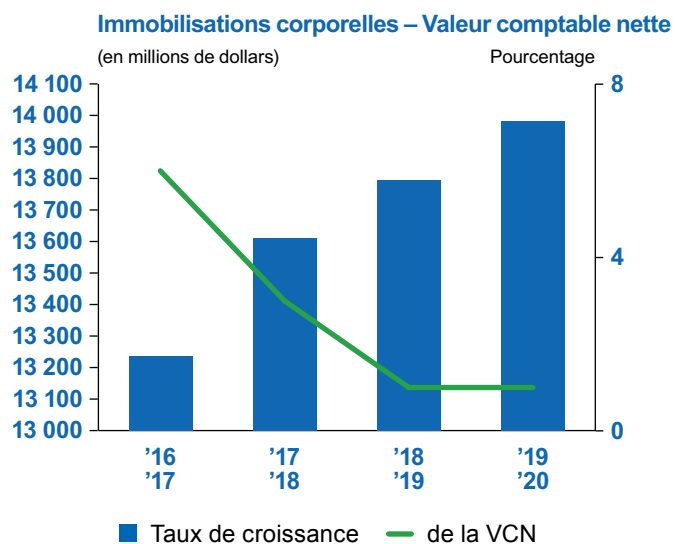


Dépenses en éducation



Dépenses pour les familles





Discipline antérieure → Résilience face à la pandémie

En ayant évité une dette nette supplémentaire de 10,5 milliards de dollars depuis 2016, le Manitoba a pu disposer d'un solide ensemble de programmes de dépenses en réponse à la pandémie. Le Manitoba a investi immédiatement et tout au long de la crise de la COVID-19 dans des mesures de soutien pour les gens et les entreprises. Nos programmes sont conçus pour fournir une aide financière directe aux populations vulnérables, comme les aînés et les Manitobains handicapés, aider les personnes à retourner au travail et combler les lacunes des programmes fédéraux de soutien.

Nous avons beaucoup investi dans le système de soins de santé afin de réagir à la COVID-19 et d'en atténuer l'impact. Au début de l'année, d'importants approvisionnements d'équipement médical et de protection individuelle ont été commandés, et nous avons augmenté notre capacité de dépistage et de recherche des contacts. Nous avons annoncé des investissements de plus de 360 millions de dollars dans les maisons de soins personnels et les refuges pour sans-abri, dans la santé numérique et diverses mises à niveau du matériel et de l'infrastructure dans les établissements de soins de santé. Une somme additionnelle de 500 millions de dollars par l'entremise du programme d'immobilisations de relance du Manitoba stimulera davantage la croissance économique grâce à des projets d'infrastructure stratégique.

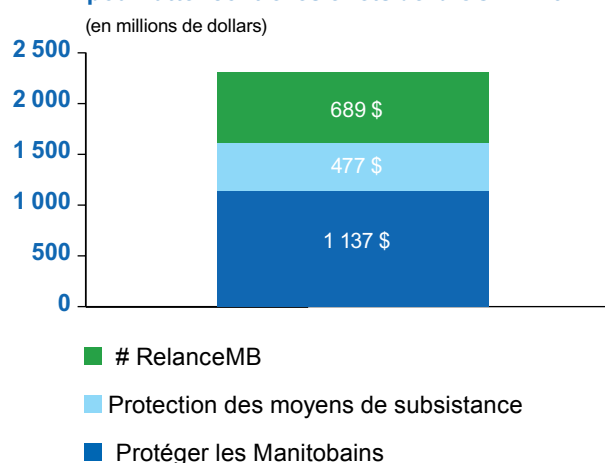
Les répercussions à grande échelle de la fermeture économique et sociale ont également nécessité un soutien pour des milliers de familles et d'entreprises du Manitoba. Nous avons appuyé les fournisseurs de services de garderie et les parents ayant besoin de ces services, gelé les hausses de loyer résidentiel et reporté les intérêts et pénalités sur les factures de services publics et d'impôt, tout en

accélérant l'élimination de 75 millions de dollars de TVP annuelle de l'assurance de biens.

Nous avons également mis en œuvre le Programme de protection des entreprises non admissibles du Manitoba, en versant 6 000 dollars aux entreprises qui ne sont pas admissibles aux programmes fédéraux, et nous avons ouvert le Centre de soutien économique du Manitoba pour aider les entreprises, les organismes sans but lucratif et les organismes de bienfaisance à entrer en contact avec la multitude de programmes provinciaux et fédéraux. Le crédit remboursable pour le soutien financier des aînés a aidé ces derniers à assumer des coûts supplémentaires, tandis que des remises de la Société d'assurance publique du Manitoba ont été versées à des milliers de cotisants, et le paiement du Programme de reconnaissance des risques versé aux travailleurs de première ligne essentiels admissibles a appuyé ceux qui ont pris des risques extraordinaires pour assurer la sécurité des Manitobains. À mesure que l'année scolaire reprend graduellement cet automne, nous investissons 100 millions de dollars par l'entremise du fonds pour la sécurité dans les écoles, le deuxième plus élevé par habitant au pays, pour assurer un environnement d'apprentissage sain et sécuritaire.

Nous avons baptisé le vaste ensemble de mesures et de soutiens pour notre rétablissement #RelanceMB, qui décrit clairement la feuille de route du gouvernement. Dans l'ensemble, nous investissons près de 2,3 milliards de dollars dans la préparation en santé publique, le soutien à l'emploi et la stimulation économique pour protéger les Manitobains et leurs moyens de subsistance.

Investissements du Manitoba pour lutter contre les effets de la COVID-19

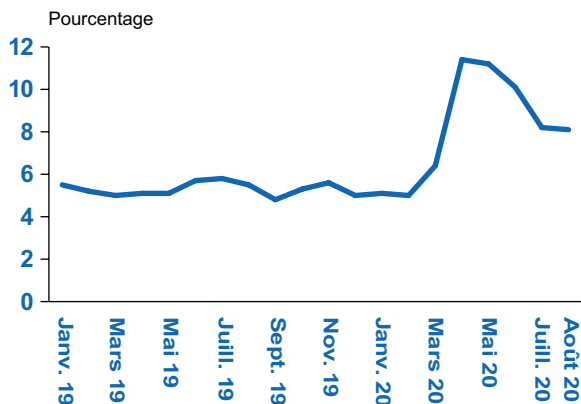


En conséquence, l'économie du Manitoba est le meneur de la relance au pays. Au moment de l'enquête sur les prévisions du 3 septembre, le Manitoba se classait au 2^e rang (-3,8 %) pour la croissance du PIB nominal en 2020, et en tête de classement (8,3 %) pour le taux de chômage le plus bas. Depuis février, le Manitoba se classe

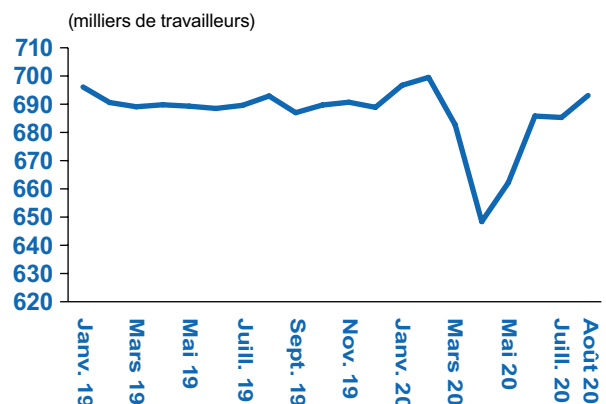
Statistiques sur la population active du Manitoba

Indicateur	Août 2020	Février 2020	Février 2020 à maintenant		
			Niveau Changement	% Changement	Manitoba Rang
Population active	693 100	699 500	-6 400	-0,9	3
Emploi total (privé + public)	637 200	664 200	-27 000	-4,1	2
Emploi privé	476 200	496 300	-20 100	-4,0	1
Employés du secteur privé	390 000	406 800	-16 800	-4,1	1
Travailleurs autonomes	86 200	89 500	-3 300	-3,7	7
Employés du secteur public	161 000	167 900	-6 900	-4,1	9
Emploi total (temps plein + temps partiel)	637 200	664 200	-27 000	-4,1	2
Emploi à temps plein	507 500	525 000	-17 500	-3,3	1
Emploi à temps partiel	129 700	139 200	-9 500	-6,8	10
Total du chômage	56 000	35 300	20 700	58,6	6
Taux de chômage %	8,1 (deuxième)	5,0 (deuxième)	3,1 pts		
Taux de chômage des jeunes %	15,6 (troisième)	9,6 (troisième)	6,0 pts		

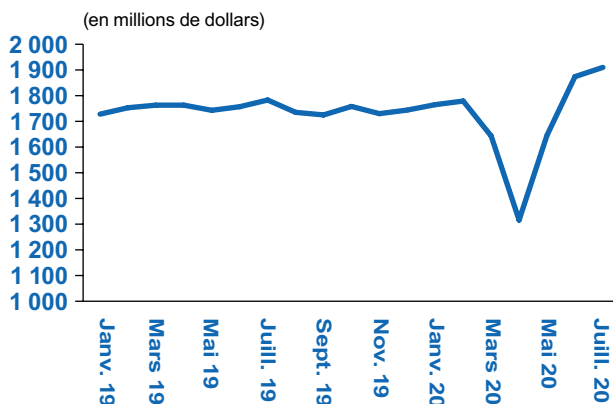
Taux de chômage au Manitoba



Population active du Manitoba



Ventes au détail mensuelles



au premier rang pour la reprise de l'emploi dans le secteur privé et au deuxième rang pour l'emploi total au pays. En août, le taux de chômage cumulatif du Manitoba a fléchi pour s'établir à 8,2 %, le taux le plus bas au pays. Le taux de chômage chez les jeunes du Manitoba (16,5 %) a chuté par rapport aux 24,6 % d'avril, se classant au deuxième rang au Canada.

Explication des résultats financiers de 2019-2020

L'économie du Manitoba s'est très bien comportée en 2019-2020. Nous restons parmi les provinces chefs de file en ce qui concerne l'investissement du secteur privé. L'investissement en immobilisations du secteur privé a augmenté de 27 % au cours des deux dernières années, la deuxième hausse en importance parmi les provinces. Les investissements en immobilisations dans le secteur de la fabrication ont augmenté de 54 % en 2019, le taux le plus élevé parmi les provinces, tandis que les investissements en immobilisations dans le transport et l'entreposage ont augmenté de 48 % en 2018, au deuxième rang parmi les provinces.

Au cours des deux dernières années, nous avons exporté pour plus de 3 milliards de dollars aux États-Unis, ce qui représente la meilleure augmentation sur deux ans pour la province. La croissance démographique est demeurée à la hausse, avec un peu plus de 16 000 nouveaux arrivants en 2019, au-dessus de la moyenne sur 10 ans de 15 563 personnes par année. Les niveaux d'immigration au Manitoba ont progressé à 17 223 personnes en 2019, l'un des niveaux les plus élevés en près d'un siècle.

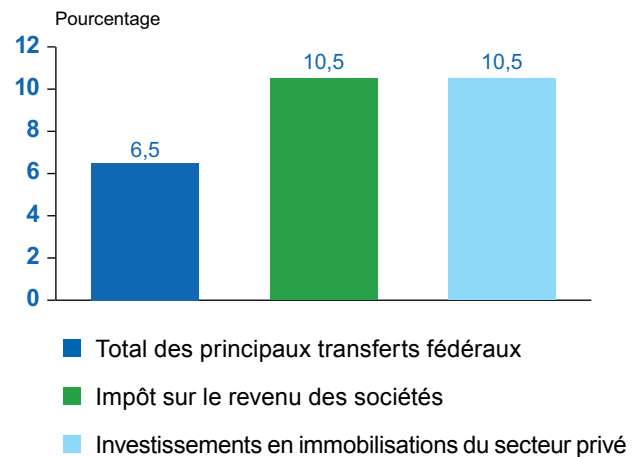
En raison de la forte croissance de la population et d'un taux d'activité relativement élevé, nous avons maintenu le troisième taux de chômage le plus bas au Canada en 2019, à 5,3 %, et la création d'emplois est en hausse constante depuis 2016, avec 19 800 travailleurs de plus. L'année dernière, le nombre d'employés embauchés a augmenté de 5 700, atteignant un record de 654 500 travailleurs, soit une hausse de 0,9 % par rapport à 2018. Le nombre d'emplois du secteur privé représentait à peu près la totalité de l'augmentation de l'année dernière, soit une hausse de 5 100 emplois, tandis que le nombre d'emplois du secteur public a augmenté de 600.

Bien que la COVID-19 ait perturbé une grande partie de l'activité économique, un signe encourageant est que l'activité de construction n'a pas été interrompue au Manitoba au début de la pandémie dans la même mesure que dans les autres provinces, ce qui a permis la poursuite des projets de construction. Le Manitoba se classe

mieux au chapitre des investissements privés en immobilisations, passant de la 8e à la 3e place au pays.

En retour, les solides fondements économiques et démographiques du Manitoba ont entraîné une très forte croissance des rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers et des sociétés par rapport à nos attentes antérieures.

Comparaison des principales sources de recettes et de la croissance du secteur privé de 2017 à 2019



Cette forte croissance des recettes a été partiellement (mais pas entièrement) compensée par une augmentation de plus de 200 millions de dollars des dépenses de santé par rapport au budget, des réductions de valeur imprévues de nos livres (y compris une réduction de valeur énorme de 50 millions de dollars à la suite de la capitalisation inappropriée de la Commission manitobaine d'aménagement de la route située du côté est par l'administration précédente) et de nouvelles dépenses vertes nettes.

Questions comptables

Le Bureau du vérificateur général (BVG) continue de nous exprimer des réserves relativement à deux questions :

Premièrement, il subsiste un désaccord professionnel de longue date avec le BVG concernant l'inclusion du revenu de la Commission des accidents du travail (WCB). Nous souscrivons à l'opinion adoptée par huit autres provinces selon laquelle il ne s'agit pas de notre argent. Bien que nous demeurons respectueusement en désaccord avec le BVG et que nous refusons de réclamer le crédit pour des sommes qui ne sont pas les nôtres, nous nous sommes efforcés de déposer une mesure législative de façon à laisser ce désaccord derrière nous. Ce projet de loi a été déposé et est en instance d'adoption.

Deuxièmement, il y a eu un autre désaccord professionnel avec le BVG au sujet des fiducies légales établies par l'une de nos sociétés d'État, la Société des services agricoles du Manitoba. Nous poursuivons le dialogue avec le BVG et espérons avoir quelque chose à annoncer sous peu.

Il est important de noter que les réserves émises par le BVG portent sur des questions qui auraient collectivement amélioré nos résultats financiers. En fait, pour l'exercice 2019-2020, le traitement comptable préconisé par le BVG aurait porté notre surplus à 43 millions de dollars au lieu de 5 millions de dollars. Autrement dit, les positions comptables du BVG à l'égard de la WCB et des fiducies de la SSAM donnent un « résultat net » plus positif que la position des comptes publics.

De nouvelles normes comptables exerceront bientôt des pressions sur les dépenses. Le 1er avril 2022, la nouvelle norme sur les obligations liées à la mise hors service d'immobilisations entrera en vigueur. La présente norme énonce des directives sur la comptabilisation et la déclaration des obligations juridiques liées à la mise hors service

d'immobilisations comme les écoles, les hôpitaux ou les foyers de soins personnels. Lorsque cette nouvelle règle comptable entrera en vigueur, on estime que notre dette nette augmentera d'environ 1 milliard de dollars. L'instauration de la comptabilisation de ces obligations devrait également exercer des pressions d'environ 5 millions de dollars sur nos futurs revenus nets qui, selon nous, peuvent être complètement absorbés dans notre cadre financier actuel.

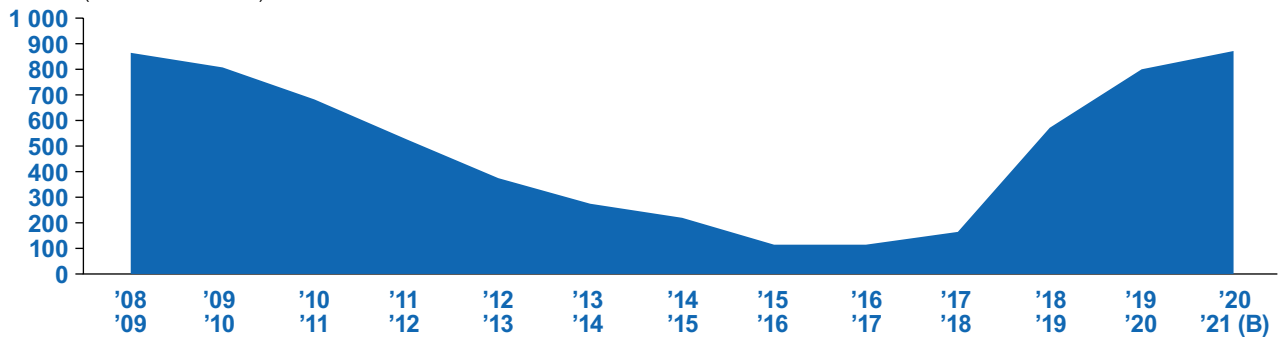
Liquidités et fonds de réserve en cas d'imprévu

Depuis 2016, nous travaillons d'arrache-pied pour ramener le fonds de réserve en cas d'imprévu à ses niveaux antérieurs, avant qu'il ne soit épuisé en dépit d'une solide performance économique.

Le fonds de réserve en cas d'imprévu constitue une source inestimable d'argent et de liquidités lorsque l'on en a le plus besoin. Au début de la pandémie, nos besoins d'emprunt prévus sont passés de 5 milliards de dollars (principalement pour refinancer la dette existante et les dépenses

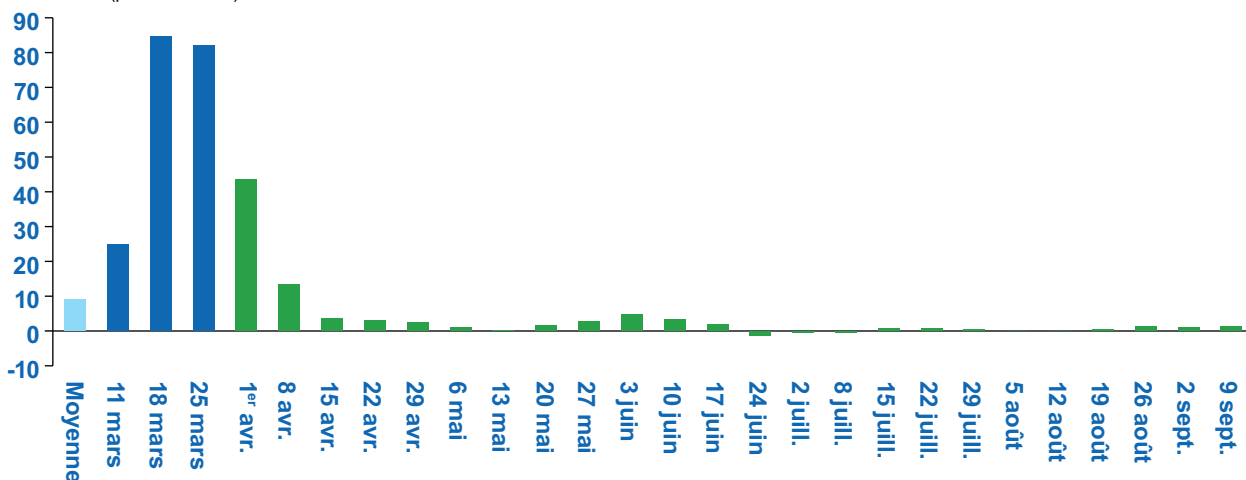
Solde du compte de stabilisation des revenus

(en millions de dollars)



Écarts du Manitoba par rapport au Canada (court terme)

Écarts (points de base)



■ Écart avant la COVID-19 ■ Avant l'intervention de la Banque du Canada

■ Avec l'intervention de la Banque du Canada

d'infrastructure stratégique) à environ 9 milliards du jour au lendemain, et les dépenses prévues ont augmenté alors que nos sources de revenus habituelles diminuaient. Parallèlement, les coûts d'emprunt de tous les gouvernements provinciaux ont monté en flèche.

Une mesure typique de l'« abordabilité » de nos programmes d'emprunt provinciaux est l'écart entre les coûts d'emprunt du gouvernement fédéral canadien et ceux du Manitoba. Aux premiers jours de la pandémie, ces écarts ont énormément augmenté, avec la perspective que nos coûts d'emprunt augmentent de centaines de millions de dollars au fil du temps. Et effectivement, les marchés de la dette des gouvernements provinciaux sont alors devenus tellement restreints qu'aucune province n'avait même la possibilité d'emprunter, peu importe les taux.

Heureusement, la capacité du fonds de réserve en cas d'imprévu nous a permis de savoir que nous avons la latitude d'attendre plus longtemps pour emprunter, sans paniquer et accabler les générations futures de Manitobains de coûts d'emprunt inutilement élevés. Même si nous n'avons pas encore réduit le solde de notre fonds de réserve en cas d'imprévu, le besoin pourrait se manifester au cours des prochains mois alors que

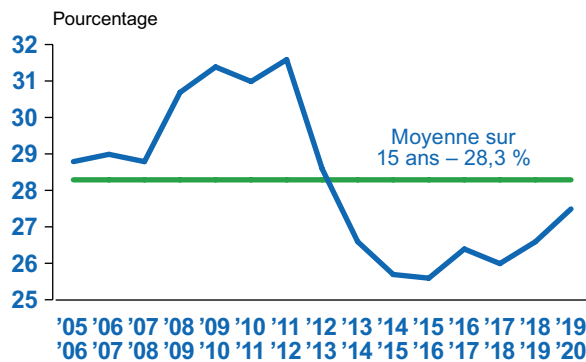
la pandémie mondiale se poursuit. Il est important que les Manitobains sachent que cette résilience demeure disponible pour répondre aux besoins futurs.

Les revenus provinciaux comprennent les principaux transferts fédéraux, notamment le Programme de péréquation, le Transfert canadien en matière de santé, le Transfert canadien en matière de programmes sociaux et d'autres transferts. Dans l'ensemble, le Manitoba a connu une baisse sensible du total des principaux transferts fédéraux en proportion de nos revenus, qui est passé d'un sommet de 31,6 % en 2011-2012 à juste un peu plus de 27,5 % en 2019-2020.

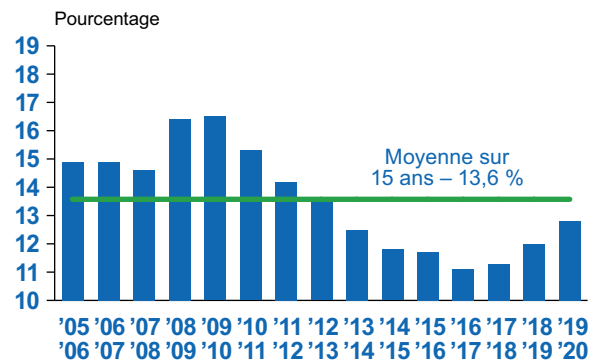
Le rôle financier du gouvernement fédéral à l'appui des provinces et des territoires demeure primordial, car nous continuons d'assumer la majorité et la part croissante des coûts des soins de santé, ainsi que les nombreuses répercussions de première ligne de la pandémie de COVID-19.

Dans l'ensemble, notre ratio de la dette nette au PIB, une mesure importante de la capacité d'une province à rembourser sa dette globale, a diminué cette année. Il s'agit d'une réalisation de premier plan, qui renverse des années de croissance.

Transferts fédéraux en pourcentage des recettes totales

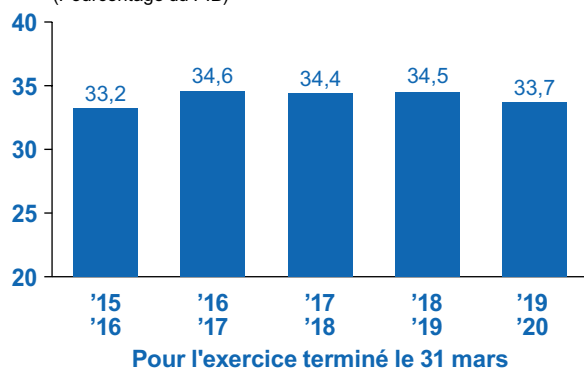


Recettes tirées de la péréquation fédérale par rapport au total des recettes



Dettes nettes en pourcentage du PIB provincial

(Pourcentage du PIB)



Mesures législatives d'équilibre budgétaire (MLEB)

Aux termes de la Loi sur la responsabilité financière et la protection des contribuables, le gouvernement ne doit pas accuser de déficit supérieur au montant de référence. Le montant du déficit se calcule conformément aux dispositions de la Loi, qui établit un montant de référence de 924 millions de dollars en 2018, réduit de 100 millions par année par la suite. Pour l'exercice 2020, le montant de référence est de 724 millions de dollars.

Le revenu net ou la perte nette de Manitoba Hydro n'est pas inclus dans le calcul du surplus ou du déficit pour un exercice aux fins de cette loi. En 2020, un revenu net de 99 millions de dollars de Manitoba Hydro a été déduit du calcul.

En outre, pour établir le surplus ou le déficit pour un exercice aux fins de cette loi, un montant transféré au compte de stabilisation des revenus pendant l'exercice en question est déduit comme s'il s'agissait d'une dépense pour l'exercice. En 2020, 228 millions de dollars ont été versés au fonds de réserve en cas d'imprévu.

Pour l'exercice 2020, il subsiste un déficit au sens des MLEB. Le gouvernement n'attribue pas de crédit pour les revenus de Manitoba Hydro ni pour la contribution au fonds de réserve en cas d'imprévu, de sorte que le déficit au sens des MLEB s'établit à 323 millions de dollars.

Conclusion

Comme tous les autres gouvernements, nous sommes confrontés à des perspectives incertaines au cours des prochains mois et peut-être des prochaines années alors que la pandémie mondiale de COVID-19 suit son cours, mais le Manitoba est plus résilient que jamais et prêt à réussir. Notre priorité absolue, après avoir veillé aux investissements nécessaires pour assurer la sécurité des Manitobains, demeure la reconstruction de notre économie. Il y a encore des dizaines de milliers de Manitobains à la recherche d'un emploi, et notre niveau d'endettement augmente à un rythme sans précédent. Pourtant, en même temps, nous sommes confiants dans notre capacité à relever ces défis et à émerger à l'avenir encore plus forts et plus résilients.

POUR L'EXERCICE QUI S'EST TERMINÉ LE 31 MARS 2020

Résultats stratégiques, perspectives financières et investissements en infrastructure stratégique



RÉSULTATS STRATÉGIQUES

Agriculture

- Le Manitoba continue d'être à l'avant-garde du développement des protéines avec la publication de la Stratégie durable à l'égard des protéines du Manitoba et la tenue du premier Sommet sur les protéines du Manitoba. De plus, le Centre de développement de produits alimentaires a mis au point de nouvelles protéines de l'avoine, du chanvre, du canola et des fruits des prairies pour les entreprises du Manitoba.
- Le programme du bien-être animal a effectué un examen indépendant et mettra en œuvre des recommandations clés qui amélioreront la prestation des services d'application du bien-être animal partout au Manitoba.
- La couverture d'Agri-protection devrait être d'un peu moins de 3,0 milliards de dollars en 2020, soit le niveau de couverture le plus élevé jamais atteint.

Conservation

- Nous avons travaillé à la mise en œuvre du Plan vert et climatique à l'échelle du gouvernement et effectué des investissements importants pour réduire l'empreinte carbone du Manitoba.
- Le programme d'efficacité énergétique pour le camionnage a été annoncé, qui offrira des rabais au secteur du camionnage lourd du Manitoba grâce à un financement équivalent du Fonds pour une économie à faibles émissions de carbone d'Environnement et Changement climatique Canada.
- Nous avons présenté un plan de travail accéléré pour l'assainissement des mines orphelines et des sites contaminés.
- La nouvelle Loi sur les districts de conservation a été promulguée en janvier 2020, complétant ainsi la modernisation du très efficace programme de districts de conservation du Manitoba. Le programme des districts de conservation comprend un réalignement des districts aux limites des bassins hydrographiques, de nouvelles possibilités de partenariats, y compris avec les collectivités autochtones, et des possibilités accrues de programmes et de financement par l'intermédiaire du Programme d'intendance agricole des bassins hydrographiques (GROW).

- Nous avons créé la nouvelle fiducie de 50 millions de dollars du programme GROW afin de préserver et de restaurer les milieux humides, particulièrement les milieux humides de catégories 1 et 2 qui présentent un risque élevé de perte à la production agricole. Le programme est administré par la Société protectrice du patrimoine écologique du Manitoba et le fonds est investi par l'entremise de la Winnipeg Foundation.
- Le ministère de l'Agriculture et du Développement des ressources du Manitoba a fait progresser la gestion partagée grâce à une série de réunions communautaires sur la gestion des orignaux dans l'ouest du Manitoba, a lancé un nouveau processus de gestion partagée pour protéger les stocks de poissons dans le cours inférieur de la rivière Saskatchewan et a tenu de nombreux ateliers pour former le personnel à l'établissement de consensus et à la résolution de conflits.

Éducation

- Plus de 56 millions de dollars ont été investis dans 110 projets de renouvellement de l'infrastructure des écoles de la province, les travaux de construction étant en cours ou terminés pour bon nombre de ces projets. L'objectif est de terminer tous les projets d'ici la fin de 2020. Le gouvernement du Manitoba consacre plus de 146,2 millions de dollars à de nouveaux projets d'investissement à grande échelle dans l'infrastructure des écoles publiques.
- À l'automne 2019, le gouvernement du Manitoba a annoncé une garantie de 20 nouvelles écoles, avec l'engagement de construire ces écoles au cours des 10 prochaines années. Deux nouvelles écoles ont été ouvertes, une école M-8 à Winkler et une école secondaire à Niverville. Trois autres écoles ont été conçues et mises en chantier, soit des écoles M-8 à Brandon et Winnipeg, et une école M-5 à Winnipeg. Des travaux de conception ont également été entrepris pour une nouvelle école M-8 et une nouvelle école secondaire 9-12 à Waverley West.
- Création de cinq nouveaux sites pour le Programme des écoles communautaires qui ont commencé à être mis en œuvre en janvier 2020 dans le cadre de la Stratégie en matière de santé mentale.

- Un financement de 250 000 dollars a été accordé à la Treaty Relations Commission of Manitoba pour l'initiative d'éducation sur les traités visant à former plus de 200 enseignants et à fournir des trousseaux sur les traités aux écoles de septembre 2019 à février 2020.
- Un plus grand nombre d'étudiants à faible revenu et d'étudiants autochtones du Manitoba ont pu avoir une aide afin d'obtenir du financement pour leurs études postsecondaires par l'entremise du programme de prêts d'Aide aux étudiants du Manitoba et des améliorations à l'Initiative de bourses d'études et d'entretien du Manitoba et au programme de Bourse du gouvernement du Manitoba.
- Des soutiens améliorés en matière de santé mentale et de toxicomanie en milieu scolaire ont été annoncés, offerts par des équipes cliniques composées d'infirmières psychiatriques, de travailleurs de soutien en toxicomanie et d'animateurs de l'organisme High Fidelity Wraparound Inter-Agency (HFWI) dans les divisions scolaires afin d'aider les étudiants ayant des besoins modérés en matière de santé mentale et de toxicomanie.

Familles, aînés et collectivités

- Le programme des Services d'intégration communautaire des personnes handicapées poursuit la mise en œuvre de l'initiative de renforcement des capacités en offrant des modèles uniformes de financement aux participants existants du programme dont la résidence bénéficie des services d'aide à la vie autonome et des services de cohabitation offerts par un organisme. Les nouveaux modèles de financement établissent un lien entre les niveaux de financement individualisés et les niveaux évalués des besoins en soutien et appuient l'objectif du programme de veiller à ce que les ressources financières disponibles soient attribuées de manière juste, équitable et transparente.
- Un nouveau modèle de financement à enveloppe unique a été mis en œuvre pour les organismes et les autorités responsables des services à l'enfance et à la famille, ce qui offre une souplesse et une autonomie accrues, tout en réduisant le fardeau administratif des fournisseurs de services.
- Une nouvelle approche à double volet du Programme de soutien à l'inclusion dans l'apprentissage et la garde d'enfants a permis d'améliorer la coordination des services en fonction de la capacité d'un établissement de mieux cibler les ressources des services internes, comme les Services aux enfants handicapés et les fournisseurs de services externes, pour faciliter

l'inclusion des enfants ayant des besoins liés à un handicap et au comportement émotionnel.

- Nous avons appuyé l'entente bilatérale dans le cadre de la Stratégie nationale sur le logement pour aider à répondre aux besoins en logement des Manitobains entre 2019-2020 et 2027-2028.
- Logement Manitoba entretient activement le partenariat avec les fournisseurs de logements communautaires pour gérer des logements appartenant à la Société d'habitation et de rénovation du Manitoba. En février 2020, 1 532 logements avaient été attribués ou transférés, ce qui représentait environ 11 % du parc de logements gérés directement.
- Nous avons versé 313,5 millions de dollars aux municipalités sous forme de fonds unifié stable pour le fonctionnement et l'appui des priorités des projets d'immobilisations communs. Nous avons versé plus de 10 millions de dollars aux municipalités dans le cadre du programme ponctuel de préparation aux inondations de 2020 pour la préparation à de tels événements.
- Nous avons ajouté plus d'un milliard de dollars d'évaluation supplémentaire aux rôles d'imposition municipaux pour les nouvelles constructions, ce qui se traduit par plus de 5,6 millions de dollars de recettes fiscales additionnelles annualisées pour les municipalités.
- Lancement du nouveau Programme de création de collectivités durables, qui a transformé et modernisé le financement par subventions en mettant l'accent sur le renforcement de la capacité communautaire et la promotion de la durabilité pour les organismes sans but lucratif. Au cours de l'exercice 2019-2020, le ministère a approuvé 227 projets de développement communautaire pour un total de 23,3 millions de dollars, y compris la contribution de 7,9 millions de la Province.
- Nous avons soutenu des initiatives de partenariat stratégique avec la Winnipeg Foundation afin de tirer pleinement parti du fonds Endow Manitoba de 10 millions de dollars pour la croissance des fondations communautaires rurales au Manitoba.

Croissance de l'économie

- Nous avons lancé le Plan de création d'emplois Manitoba Works avec les partenaires d'Équipe Manitoba pour stimuler le développement économique, notamment par la constitution du conseil d'administration de la nouvelle organisation de développement économique rural.
- Le Manitoba continue d'être un chef de file dans la réduction des obstacles au commerce intérieur en supprimant un certain nombre d'exceptions en

vertu de l'Accord de libre-échange canadien. Le Manitoba compte le moins d'exceptions de toutes les provinces et est l'une des deux seules provinces sans exception en matière d'approvisionnement.

- Le Manitoba a lancé un nouveau Programme de croissance de l'innovation de 2,1 millions de dollars pour encourager les investissements du secteur privé dans les petites et moyennes entreprises afin de développer et de commercialiser de nouveaux produits novateurs.
- Le comité de liaison sur l'exploration et l'exploitation minières du Manitoba a été mis sur pied à titre de groupe consultatif de l'industrie de la province sur les questions prioritaires concernant l'exploitation minière et minérale au Manitoba.
- Un plan d'action a été élaboré pour donner suite aux 12 recommandations de l'examen de l'aménagement du territoire, du zonage et de l'octroi de permis au Manitoba de 2019, qui ont mené à l'adoption de la Loi modifiant la Loi sur l'aménagement du territoire et de la Loi modifiant la Charte de la Ville de Winnipeg, ainsi que de la Loi améliorant la délivrance des permis de construction et d'électricité et la résolution des litiges connexes. Ces lois prévoient plusieurs mesures visant à améliorer l'efficacité, la transparence et la responsabilisation en matière d'aménagement du territoire et de délivrance de permis, tout en améliorant les possibilités de croissance économique et des revenus connexes dans les collectivités de la province.
- Des restrictions sur la distribution de l'alcool ont été éliminées pour stimuler la croissance économique dans les secteurs de l'alcool et de la distribution de boissons alcoolisées.
- Des mesures législatives ont été adoptées pour abroger les restrictions provinciales sur les achats au détail les dimanches et les jours fériés.

Soins de santé

- Le nouvel Hôpital pour femmes de 232,9 millions de dollars du Centre des sciences de la santé de Winnipeg a ouvert ses portes le 1er décembre 2019.
- Une nouvelle unité spécialisée de 28 lits pour les AVC au Centre des sciences de la santé a été annoncée, dont l'ouverture est prévue pour 2020.
- L'agrandissement du service d'urgence de 23 millions de dollars au Centre régional de santé de Dauphin est terminé, y compris la mise à jour de la salle de réanimation et de traumatologie et l'amélioration des salles de traitement, d'examen et d'observation.

- Le réaménagement du Centre régional de santé de Brandon est complété, avec notamment la création de 12 lits supplémentaires, des douches accessibles et une meilleure sécurité.
- Le réaménagement et l'expansion du service d'urgence de l'Hôpital Saint-Boniface ont été annoncés.
- Près de 5,2 millions de dollars ont été investis dans les services de dialyse et l'ajout de places dans les centres rénaux.
- Les frais d'ambulance ont été réduits à un maximum de 250 dollars.
- De nouveaux ambulanciers paramédicaux à temps plein ont commencé à travailler dans des collectivités partout au Manitoba et 10 millions de dollars ont été investis pour acheter 65 ambulances de remplacement.
- Nous avons terminé le renouvellement de l'entente-cadre avec les médecins et préparé le terrain pour la création d'un comité de gouvernance.
- Un investissement de plus de 2,7 millions de dollars a été annoncé pour améliorer l'accès aux services de santé mentale et de traitement de la toxicomanie, y compris des heures prolongées dans les cliniques d'accès rapide aux traitements des dépendances.
- Un immeuble de 66,7 millions de dollars à quatre étages comptant 157 nouveaux lits de soins de longue durée a ouvert ses portes au Holy Family Home de Winnipeg.
- Le gouvernement a ajouté 233 médicaments à la liste provinciale des médicaments pour veiller à ce que les patients y aient accès à partir du Régime d'assurance-médicaments du Manitoba, y compris l'accès aux médicaments pour traiter les maladies pulmonaires obstructives chroniques.
- Plusieurs projets de technologie de l'information et projets d'équipement spécialisé ont été réalisés, notamment :
 - 23 millions de dollars pour appuyer la mammographie numérique au Manitoba;
 - dossier électronique provincial sur les soins à domicile pour les régions sociosanitaires de Winnipeg et de Prairie Mountain;
 - projet de système d'information provincial sur les services d'urgence/système de transfert des admissions et des congés;
 - système provincial d'information sur les laboratoires;

- accélérateur linéaire remplacé à Action cancer Manitoba;
- remplacement du tomodensitomètre au Centre régional de santé de Brandon.

Infrastructure

- Le Projet de canaux de déversement du lac Manitoba et du lac Saint-Martin a franchi une étape importante en soumettant l'énoncé des répercussions environnementales qui définit les répercussions sociales, environnementales et économiques du projet.
- Des projets de logement et d'infrastructure sont en voie d'achèvement, pour faciliter le retour de membres de la collectivité du lac Saint-Martin touchés par l'inondation de 2011 dans le cadre du projet Opération retour au foyer.
- Le nouveau site d'élimination des déchets de Waterhen a été aménagé et ouvert, ce qui profitera à de nombreuses collectivités de la région et favorisera la coopération régionale.
- Le Manitoba a dévoilé la conception d'un nouveau pont à quatre voies pour remplacer le pont d'étagement Daly vieux de 50 ans à Brandon.

Le Nord et les Premières Nations

- Un protocole d'entente a été conclu pour officialiser les discussions en vue de conclure une entente sur le transfert aux Premières Nations des biens, de la propriété et de l'exploitation des opérations aéroportuaires et maritimes du Nord de la province. Le protocole amorce une discussion officielle sur l'indépendance des Premières Nations dans le contrôle de l'infrastructure de transport dont elles dépendent quotidiennement. Il s'agit d'une étape incontournable pour faire avancer une véritable réconciliation au Manitoba.
- Un appel de propositions public a été lancé dans le cadre du Programme des initiatives autochtones et du Nord afin d'accorder une subvention de 245 000 dollars à l'appui de projets et d'initiatives qui font la promotion de mesures concrètes et significatives pour faire progresser la réconciliation.
- Le ministère de l'Éducation a formé un partenariat avec des partenaires de la stratégie des langues autochtones du Manitoba pour revitaliser les langues autochtones au Manitoba.

Protection des familles et des collectivités

- Plus de 220 000 dollars ont été distribués à des organismes dirigés par les Autochtones pour soutenir les victimes d'actes criminels.
- Nous avons annoncé un investissement annuel de près de 2,5 millions de dollars pour transférer les responsabilités de la sécurité des tribunaux et du transport des prisonniers dans le district est du Manitoba, de la GRC aux services des shérifs, ce qui réduira la demande extérieure pour la GRC et lui permettra de se concentrer sur les services de police de première ligne dans les collectivités qu'elle dessert.
- Nous avons mis en œuvre une innovation sans précédent, une première au Canada en matière de services, conçue conjointement avec les Manitobains, qui modernise le système de droit de la famille de la province afin d'améliorer les résultats pour les familles et les enfants.
- L'élaboration d'un système intégré de gestion des cas a été annoncée, ce qui modernisera les tribunaux du Manitoba, réduira le recours au papier, donnera accès à l'ensemble de la province à l'information judiciaire et améliorera l'accès du public aux systèmes en ligne.
- Un investissement de 2,8 millions de dollars a été annoncé dans le cadre du Plan d'action pour la sécurité des rues et des personnes, afin de lutter contre la criminalité en milieu rural en mettant sur pied de nouvelles équipes de réduction de la criminalité de la GRC partout au Manitoba et en appuyant les efforts de la GRC pour démanteler les gangs de rue.
- Des fonds supplémentaires de 400 000 dollars ont été investis dans les programmes de justice réparatrice et la création d'une initiative de justice réparatrice dans le Nord.
- Un soumissionnaire a été retenu à l'issue d'une déclaration d'intérêt pour offrir des options de logement à long terme aux femmes et aux enfants victimes de violence familiale.
- Une mesure d'imposition immédiate de sanctions a été créée afin de renforcer les conséquences pour les personnes qui conduisent sous l'effet de l'alcool et prévoir des sanctions administratives provinciales accélérées au lieu du processus pénal pour les délinquants qui conduisent avec les facultés affaiblies pour la première fois, lorsque le cas ne comporte pas de décès, de lésions corporelles graves ou d'autres facteurs aggravants.

Responsabilisation en matière de réglementation et réduction des tracasseries administratives

- Le projet de responsabilisation en matière de réglementation du Manitoba a permis de réduire le nombre d'obligations administratives de 9,4 %, passant ainsi de plus de 960 000 obligations au 1er avril 2016 à seulement un peu plus de 871 000 obligations.
- Un portail public a été créé pour publier toutes les politiques et tous les formulaires qui contiennent des exigences réglementaires, créant ainsi un point d'accès public unique aux politiques et formulaires.
- Nous avons participé à la négociation fructueuse de neuf accords de conciliation réglementaire dans le cadre de la Table de conciliation et de coopération en matière de réglementation de l'Accord de libre-échange canadien, dans des domaines comme la sécurité technique, la santé et la sécurité au travail, les transports, les codes de construction et les registres des entreprises.

Sport, culture et patrimoine

- Un fonds de dotation de 2 millions de dollars a été annoncé pour assurer la préservation et l'entretien des monuments militaires à l'intention des générations futures.
- Nous avons annoncé un fonds de ressources patrimoniales de 15 millions de dollars pour aider à préserver l'infrastructure patrimoniale du Manitoba.
- La création d'un guichet unique pour l'accès à tous les fonds provinciaux destinés aux arts élargit le mandat du Conseil des arts du Manitoba et modernise le modèle de financement.
- La création d'un Fonds pour la durabilité des musées emblématiques et d'un Fonds pour le renforcement des capacités des musées emblématiques de 10 millions de dollars solidifie la capacité d'assurer un soutien financier durable à long terme aux sept musées emblématiques du Manitoba.
- L'initiative « Vos archives : les histoires que nous partageons » vise à commémorer le 150e anniversaire du Manitoba et le 350e anniversaire de la Compagnie de la Baie d'Hudson, en invitant les gens à choisir un document d'archives à inclure dans une exposition en croissance en ligne et aux Archives.

- La Loi sur la restauration et la préservation du Palais législatif marquant son centenaire contient des dispositions visant à assurer que les mesures les mieux appropriées sont prises pour restaurer, préserver, mettre à jour et entretenir l'édifice et les terrains du Palais. Cela comprend un financement stable et garanti de 10 millions de dollars par année pendant quinze ans et de 2,5 millions par année à compter de 2034 pour l'entretien continu de ce site patrimonial provincial vieux d'un siècle.

Soutien des communautés locales

- La Ville de Winnipeg a obtenu 121,2 millions de dollars en fonds de fonctionnement inconditionnels et 132,6 millions en fonds d'infrastructure, avec en plus 22,7 millions pour des projets communautaires comme le St. James Civic Centre, le musée des beaux-arts de Winnipeg, le Musée du Manitoba et Assiniboine Park Conservancy.
- Des municipalités de l'extérieur de Winnipeg ont reçu 51,4 millions de dollars en subventions de fonctionnement inconditionnelles et 38,4 millions en fonds d'infrastructure, ce qui comprend le soutien de projets essentiels d'approvisionnement en eau et de traitement des eaux usées partout au Manitoba.
- Nous avons soutenu la croissance des fondations communautaires en collaboration avec la Winnipeg Foundation par la création du fonds Endow Manitoba de 10 millions de dollars.
- Un nouveau fonds de dotation des sentiers du Manitoba de 7,5 millions de dollars a été créé, en vue de favoriser, planifier, coordonner et superviser l'aménagement de sentiers récréatifs au Manitoba à titre d'installations publiques, en partenariat avec la Winnipeg Foundation et Sentiers Manitoba.
- Nous avons versé un total de 3,8 millions de dollars pour 557 projets entrepris par des organismes communautaires et des administrations municipales des régions rurales et du Nord dans le cadre du programme Équipe verte, ce qui a permis d'embaucher 1 283 jeunes pour travailler à des projets de développement communautaire.
- Nous avons annoncé le nouveau Programme de création de collectivités durables, qui a remplacé sept anciens programmes de subventions fondés sur les demandes par un nouveau programme simplifié à guichet unique à l'appui des projets de développement communautaire.
- Nous avons procédé à une réévaluation à l'échelle de la province de plus de 435 000 propriétés dans les 136 municipalités à l'extérieur de la ville de Winnipeg, dont la valeur marchande dépassait 100 milliards de dollars.

Gouvernement : Que faisons-nous et comment le faisons-nous?

- Le gouvernement a adopté des tableaux de bord équilibrés pour communiquer l'orientation stratégique et mieux harmoniser le travail de la fonction publique avec les priorités du gouvernement.
- Le gouvernement avance dans son parcours de modernisation de l'approvisionnement afin de devenir un « consommateur avisé » en regroupant ses dépenses et ses contrats pour réduire les coûts, avec l'aide de PricewaterhouseCoopers Canada. Selon les estimations actuelles, le Manitoba réalisera des économies de plus de 200 millions de dollars grâce à la modernisation de l'approvisionnement d'ici la fin de 2024-2025.
- La Province a lancé un projet à l'échelle du gouvernement pour mettre à niveau les ordinateurs de bureau à Windows 10 et tous les serveurs fonctionnant sur des plateformes Windows non prises en charge afin de veiller à ce que nos ordinateurs demeurent sûrs et bénéficient du soutien technique.
- Le Manitoba a signé le protocole d'entente pour l'enseignement en langue minoritaire et l'enseignement de la langue seconde de 2019-2020 à 2022-2023. Pendant la durée de ce protocole, les gouvernements du Canada et du Manitoba contribueront chacun au moins 12,8 millions de dollars par année à des initiatives de partage des coûts visant le développement du continuum de l'éducation en français au Manitoba.
- Poursuite de la mise en œuvre d'un nouveau modèle de fonctionnement pour le Service de traduction sous l'égide du Secrétariat aux affaires francophones. Ce modèle a accru le recours aux traducteurs indépendants, ce qui a permis une augmentation de 17 % de la production et un meilleur accès à l'information et aux services en français pour tous les Manitobains.
- La Loi modifiant la Loi sur les prestations de pensions a été adoptée, ce qui assurera un cadre solide pour les pensions au Manitoba et un revenu de retraite sûr et stable pour les Manitobains.
- La Loi modifiant la Loi sur les caisses populaires et les credit unions a été adoptée, ce qui renforcera le cadre réglementaire de la Credit Union Central of Manitoba et modifiera le cadre de surveillance et de gouvernance du système des caisses populaires du Manitoba.
- La Province a réduit son parc de véhicules légers de 465 véhicules et éliminé 259 pièces d'équipement lourd dans le cadre de la réduction continue de son parc. Il en est résulté des économies de 2,3 millions de dollars en coûts d'exploitation et une réduction annuelle pouvant atteindre les 4 000 tonnes d'émissions. Des dispositifs de localisation automatisée des véhicules (LAV) ont été installés dans tous les véhicules provinciaux afin de recueillir des données pour faciliter une rationalisation plus poussée du parc automobile.
- Le gouvernement a lancé le Fonds d'apprentissage au printemps 2019 afin d'appuyer des possibilités d'apprentissage et de perfectionnement spécialisées, souples et novatrices pour les employés du gouvernement. Au cours de la première année, 732 demandes individuelles et 250 demandes collectives de formation ont été approuvées. Compte tenu du succès du projet pilote du Fonds d'apprentissage, le modèle est élargi aux entités en régime de rapports sommaires.
- Une nouvelle Loi sur la fonction publique a été adoptée en remplacement de l'ancienne loi du même nom qui remontait à plus de 134 ans. Cette loi transformatrice modernise les attentes de l'ensemble de la fonction publique afin de mieux répondre aux besoins des Manitobains.
- L'élaboration d'une nouvelle structure de classification a été menée à bien pour mieux tenir compte de la nature du travail effectué au gouvernement, et nous avons achevé un examen de tous les postes de direction dans le cadre du nouveau système d'évaluation des emplois.
- L'examen de Manitoba Hydro, une initiative de 2,5 millions de dollars, est en cours afin d'examiner les processus de planification, de prise de décisions, d'approvisionnement et de gestion de projet qui ont mené à l'élaboration des deux grands projets de Manitoba Hydro et de formuler des recommandations sur la façon de renforcer ces processus.
- Des mesures législatives ont été adoptées pour faire passer la limite d'emprunt à court terme de Manitoba Hydro de 500 millions à 1,5 milliard de dollars, ce qui permettra à Manitoba Hydro d'économiser près de 15 millions de dollars par année en frais de financement.
- Le projet d'interconnexion des réseaux de transport du Manitoba et de la Saskatchewan a été priorisé, de qui a permis d'obtenir 19 millions de dollars du programme d'infrastructure Investir dans le Canada pour la ligne de transport Birtle. La contribution a aidé à compenser le coût de ce projet de 60 millions de dollars et a ouvert la voie à de nouvelles ventes d'énergie en Saskatchewan.

PERSPECTIVES FINANCIÈRES

Malgré nos relatives réussites au Manitoba, nous savons que la pandémie de COVID-19 aura des retombées considérables pour la santé publique et l'économie, même si un vaccin devient largement disponible en 2021. Les projections pour l'exercice 2020-2021 révèlent actuellement un déficit de près de 3 milliards de dollars. Cela témoigne de la voie la plus optimiste prévue vers la reprise économique, représentée par le scénario en V de notre mise à jour économique et financière du 30 juin. Toutefois, des risques importants subsistent dans la crise en cours, qui pourraient modifier sensiblement les résultats économiques et de fin d'exercice. C'est pourquoi les comptes publics de 2019-2020 ne comprennent pas les habituelles prévisions financières pluriannuelles, compte tenu de l'importance relative prévue des changements qui pourraient affecter la situation financière au cours du prochain exercice.

Même en étant optimiste, il faudra plusieurs années pour se remettre de l'impact de la COVID-19 sur la santé, les services sociaux et l'économie. Il n'y a pas de perspective réaliste d'un autre budget équilibré avant plusieurs années, alors que nos priorités gouvernementales sont maintenant vouées à accompagner les Manitobains de façon sécuritaire vers une relance et une reprise économique.

Le Manitoba est plus résilient que jamais, et bien qu'il n'existe pas d'option réaliste ou prudente de retour à l'équilibre à court terme, nous croyons que nous pouvons utiliser la même approche disciplinée, patiente et assidue pour remettre en ordre les finances provinciales à moyen terme, approche qui nous a permis d'atteindre l'équilibre en 2019-2020.

INVESTISSEMENTS DANS L'INFRASTRUCTURE STRATÉGIQUE

Le gouvernement du Manitoba s'est engagé à investir de façon durable dans des projets d'infrastructure stratégique en tant que composante essentielle pour appuyer la création d'emplois, la croissance économique et l'établissement de collectivités saines et sûres.

L'infrastructure stratégique comprend les routes et les ponts, la protection contre les inondations, les hôpitaux, les écoles, les universités et les collèges, ainsi que les projets municipaux et d'autres infrastructures. En 2018-2019, l'infrastructure stratégique a été élargie pour inclure les dépenses en immobilisations de la Société manitobaine des alcools et des loteries. En 2019-2020, l'infrastructure stratégique était élargie à nouveau pour inclure les immobilisations de la Société d'assurance publique du Manitoba, les immobilisations des organismes de services spéciaux et les projets autofinancés dans les établissements postsecondaires, les divisions scolaires, les régies régionales de la santé et d'autres entités déclarantes.

Compte tenu de la portée élargie de l'infrastructure stratégique, nous avons haussé notre engagement d'investissements annuels de 1 milliard à 1,2 milliard de dollars.

Nous avons dépassé l'engagement de 1,2 milliard de dollars pour 2019-2020, mais nous avons quand même 404 millions de dollars de fonds inutilisés par rapport au budget. Le gouvernement prend des mesures pour réduire les fonds inutilisés non souhaités dans les dépenses d'infrastructure

stratégique, et il a réduit ces fonds de plus de 25 % par rapport à l'exercice précédent. Il reste toutefois beaucoup de travail à faire sur nos processus d'exécution des immobilisations pour s'assurer que les montants budgétés sont entièrement dépensés. En octobre 2019, le gouvernement a créé un nouveau ministère des Services centralisés en regroupant du personnel des projets d'immobilisations et de la gestion des biens de plusieurs ministères afin de mieux s'acquitter du mandat annuel d'investissement en immobilisations de 1,2 milliard de dollars et de réduire au minimum la péremption du budget d'immobilisations.

La centralisation des immobilisations vise à répondre aux besoins du cycle de vie de tous les biens, de la planification des immobilisations à l'exécution des projets, à la gestion des actifs et, enfin, à leur mise hors service, pour l'ensemble du gouvernement. Elle offre une plus grande souplesse et une meilleure capacité d'adaptation pour répondre à l'évolution des besoins et des priorités en matière d'immobilisations. De plus, la centralisation assurera une surveillance et une supervision adéquates de toutes les ententes bilatérales et tripartites de financement des immobilisations.

En offrant une approche plus coordonnée et uniforme des investissements dans l'infrastructure, nous favorisons une meilleure planification des activités et améliorons le rendement des investissements pour les Manitobains.

INVESTISSEMENTS DANS L'INFRASTRUCTURE STRATÉGIQUE

Au 31 mars 2020

	(en millions de dollars)	
	Budget ajusté \$	Chiffres réels \$
RÉSEAU ROUTIER, PONTS ET PROTECTION CONTRE LES INONDATIONS		
Immobilisations d'infrastructure routière et de piste d'atterrissage	353	336
Entretien et préservation — Réseau routier	125	124
Infrastructure liée à l'eau	65	34
Matériel de transport et aéronefs	14	2
Entretien et préservation — Eau	11	11
	568	507
BÂTIMENTS, ÉQUIPEMENT ET TECHNOLOGIE		
	162	83
SANTÉ, ÉDUCATION ET LOGEMENT		
Santé	256	182
Éducation	386	322
Logement	98	47
	740	551
AUTRES INFRASTRUCTURES		
Subventions municipales	215	201
Collectivités des Affaires du Nord	4	1
Autres entités déclarantes	18	18
	237	220
SOCIÉTÉS D'ÉTAT		
Société manitobaine des alcools et des loteries	62	32
Société d'assurance publique du Manitoba	39	11
	101	43
TOTAL DES INVESTISSEMENTS EN INFRASTRUCTURE STRATÉGIQUE	1 808	1 404

Remarque : Le budget de 2019-2020 est révisé pour être conforme à la présentation des données réelles de 2019-2020.

POUR L'EXERCICE QUI S'EST TERMINÉ LE 31 MARS 2020

Comptes publics

2020



INTRODUCTION AUX COMPTES PUBLICS DU MANITOBA

Nature des comptes publics

Les comptes publics du Manitoba sont préparés tous les ans par obligation légale, conformément au paragraphe 65(1) de la Loi sur la gestion des finances publiques, chapitre F55 de la Codification permanente des lois du Manitoba. Les comptes publics présentent la situation financière sommaire du gouvernement et les résultats de ses activités pour l'exercice financier du gouvernement, qui se termine le 31 mars.

Les renseignements fournis dans le rapport proviennent de deux sources :

- le résumé de l'information financière présentée dans les comptes du Manitoba, qui sont tenus par le contrôleur de la province;
- les dossiers détaillés tenus par les ministères, les organismes gouvernementaux, les entreprises publiques et les partenariats commerciaux publics du gouvernement.

Chacun des ministères et des organismes du secteur public est responsable du rapprochement de ses comptes et des comptes collectifs tenus par le contrôleur de la province, et de la tenue de registres détaillés de leurs opérations comptables.

Composition des comptes publics du Manitoba

Les comptes publics du Manitoba comprennent les faits saillants financiers, l'analyse des états financiers, les états financiers sommaires vérifiés du gouvernement, les rapports financiers sur le fonds de réserve en cas d'imprévu, les rapports financiers prévus par la loi et d'autres annexes supplémentaires.

Faits saillants financiers – Cette section donne un aperçu général des résultats financiers.

Analyse des états financiers – Cette section présente un exposé écrit des états financiers sommaires, ainsi que des renseignements additionnels sur la performance financière et économique du gouvernement provincial. Les renseignements contenus dans l'analyse des états financiers sont tirés des états financiers sommaires pour l'exercice terminé le 31 mars 2020.

États financiers sommaires – Ces états vérifiés divulguent l'incidence financière des activités du gouvernement. Seuls les états financiers sommaires du gouvernement fournissent des renseignements clés sur les activités financières de tout le gouvernement. Ces états comprennent les résultats financiers des quelque 156 organismes différents dont se sert le gouvernement pour fournir des biens et des services. Le périmètre comptable du gouvernement comprend les ministères, les entreprises publiques et les partenariats commerciaux publics du gouvernement, ainsi que des organismes gouvernementaux comme les régies régionales de la santé, les divisions scolaires, les universités et les collèges. Les ministères et les organismes compris dans le périmètre comptable du gouvernement figurent à l'annexe 8 des états financiers sommaires.

Les états financiers sommaires contiennent aussi les renseignements financiers clés suivants :

- la situation financière du gouvernement au 31 mars chaque année;
- les résultats des activités de l'exercice;
- le total des recettes et des dépenses (c'est-à-dire, le surplus ou le déficit annuel);
- les sommes empruntées, remboursées ou refinancées;
- les sommes obtenues et la façon dont elles ont été utilisées.

Autres rapports financiers – Cette section comprend les rapports vérifiés sur des renseignements autres que les états financiers, y compris le fonds de réserve en cas d'imprévu et d'autres rapports précisés dans la Loi sur la gestion des finances publiques.

Annexes supplémentaires et autres rapports prévus par la loi – Ce document contient des états non vérifiés, des annexes et d'autres renseignements.

Les comptes publics du Manitoba sont accessibles en ligne à : <https://www.gov.mb.ca/government/finances/index.fr.html>.

Glossaire des termes clés

Emprunts : valeurs ou titres émis au nom de la Province et vendus aux investisseurs des marchés financiers. On compte parmi ces valeurs ou titres des débetures, des bons du Trésor, des billets à ordre, des billets à moyen terme et des obligations d'épargne du Manitoba.

Frais de service de la dette : intérêts et autres dépenses liés aux emprunts provinciaux.

Actifs financiers : actifs de la Province (exemples : encaisse, investissements, prêts et débiteurs) qui pourraient facilement être convertis en liquidités afin de faire face aux obligations de la Province ou pour financer ses activités futures.

Principes comptables généralement reconnus (PCGR) : pratiques comptables normalisées et lignes directrices pour la présentation de l'information financière, prescrites par Comptables professionnels agréés Canada.

Entreprise publique : organisme public qui est investi des pouvoirs financiers et administratifs nécessaires pour mener des activités commerciales. Elle vend des biens ou offre des services à des particuliers ou à des organismes non compris dans le périmètre comptable du gouvernement, et elle peut poursuivre ses activités au moyen de ses recettes.

Partenariat commercial public : partenariat gouvernemental qui est investi des pouvoirs financiers et administratifs nécessaires pour mener des activités commerciales. Il vend des biens ou offre des services à des particuliers ou à des organismes non compris dans le périmètre comptable du gouvernement, et il peut poursuivre ses activités au moyen de ses recettes.

Composante d'un gouvernement : partie intégrante du gouvernement, comme un ministère ou un fonds. Il ne s'agit d'une entité distincte ayant le pouvoir de passer des contrats en son propre nom et d'ester en justice.

Organisme public : organisme contrôlé par un gouvernement, qui constitue une entité distincte ayant le pouvoir de passer des contrats en son propre nom et d'ester en justice. Les organismes publics incluent les offices régionaux de la santé, les divisions scolaires, les universités et les collèges.

Partenariat gouvernemental : accord contractuel en vertu duquel le gouvernement et des partenaires coopèrent vers des buts communs clairement définis, font un investissement financier dans le partenariat, ont le contrôle partagé des décisions de façon continue, et partagent équitablement les risques et les avantages du partenariat.

Périmètre comptable du gouvernement : inclut les ministères, les organismes publics, les entreprises publiques et les entités commerciales publiques et les partenariats gouvernementaux.

Produit intérieur brut (PIB) : valeur marchande totale de tous les biens et services finaux produits par l'économie manitobaine.

Garanties : la Province, dans le cours normal de ses activités, peut garantir le remboursement des dettes ou des emprunts engagés par des organismes, principalement des entreprises publiques. De telles garanties sont fournies pour les obligations d'épargne Hydro Bonds du Manitoba.

Ministère : un ministère est un regroupement de composantes gouvernementales, d'organismes gouvernementaux et de partenariats gouvernementaux dans un domaine particulier d'administration publique que préside un ministre. Les entreprises publiques et les partenariats commerciaux publics ne font pas partie des départements ministériels.

Rapport dette nette-PIB : ratio obtenu en divisant la dette nette du gouvernement par la valeur marchande totale de tous les biens et services finaux produits par l'économie manitobaine. La dette nette est le total du passif du gouvernement moins ses actifs financiers. Les agences de notation et autres analystes s'en servent couramment pour évaluer la situation et la conjoncture financières d'un gouvernement et l'évolution de sa solvabilité.

Actifs non financiers : actifs ayant une existence matérielle, notamment les immobilisations corporelles (par exemple les immeubles et les routes) et les biens consommables tels que les inventaires qui ne sont pas normalement convertis en liquidités.

Autres éléments du résultat étendu : prise en compte des gains ou des pertes non réalisés calculés selon la juste valeur marchande de l'instrument financier, par exemple, un investissement susceptible de vente ou d'échange ou une dette en devise étrangère. À l'heure actuelle, les normes comptables des AERE ne s'appliquent qu'aux entreprises publiques. Les autres éléments du résultat étendu sont mesurés d'après la variation des évaluations à la valeur du marché, des taux d'intérêt et des taux de change en fin d'exercice et constituent, par conséquent, un aperçu ponctuel de la variation d'une valeur donnée par comparaison avec la valeur à la même date l'année antérieure.

Autres entités comptables : entités du PCG comme les organismes gouvernementaux, les entreprises publiques et les partenariats gouvernementaux. Les autres entités comptables comprennent les organismes du secteur public comme les régies régionales de la santé, les divisions scolaires, les universités et les collèges qui sont contrôlés directement ou indirectement par le gouvernement, conformément aux prescriptions du Conseil sur la comptabilité dans le secteur public — à l'exclusion des ministères.

Obligation découlant des régimes de retraite : valeur actuarielle de l'obligation non réglée découlant des régimes de retraite du gouvernement et des organismes publics participants. La dépense comprend les fonds provenant des crédits des ministères et l'augmentation, déterminée à l'aide de calculs actuariels, de l'obligation découlant des régimes de retraite.

Dette nette sommaire : total des passifs du périmètre comptable du gouvernement moins ses actifs financiers. Il s'agit du solde des passifs qu'il faudra payer ou financer à l'aide de recettes futures.

Immobilisations corporelles : immobilisations dont la durée de vie utile s'étend au-delà de l'exercice et qui sont acquises, construites ou développées, et qui sont destinées à être utilisées plutôt que vendues.

Faits saillants

Aperçu des résultats financiers	2020		2019	Changement par rapport au	
	Budget	Ch. réels	Ch. réels	Budget	Ch. réels
(en millions de dollars)					
Recettes	17 025	17 641	17 028	616	613
Dépenses	16 392	16 599	16 177	207	422
Ressources non utilisées et rajustements en cours d'exercice*	(95)	—	—	95	—
Service de la dette	1 088	1 037	1 000	(51)	37
Recettes nettes (pertes nettes) sommaires	(360)	5	(149)	365	154
Dette nette	(26 113)	(25 220)	(25 095)	893	(125)

La présente section du Rapport annuel du gouvernement du Manitoba pour l'exercice terminé le 31 mars 2020 contient les états financiers de l'exercice, ainsi que les faits saillants et les mesures de rendement liés aux résultats de fin d'exercice.

Le gouvernement a dépassé ses objectifs du budget de 2019 et a réussi à produire des résultats inférieurs au budget prévu pour la quatrième année consécutive. Les états financiers sommaires montrent des recettes nettes modestes de 5 millions de dollars pour l'exercice qui s'est terminé le 31 mars 2020. Cette somme représente une amélioration de 365 millions de dollars par rapport au déficit estimé à 360 millions au début de l'exercice.

Le gouvernement a aussi stabilisé la croissance de la dette nette et surpassé sa cible pour la dette nette de 893 millions de dollars.

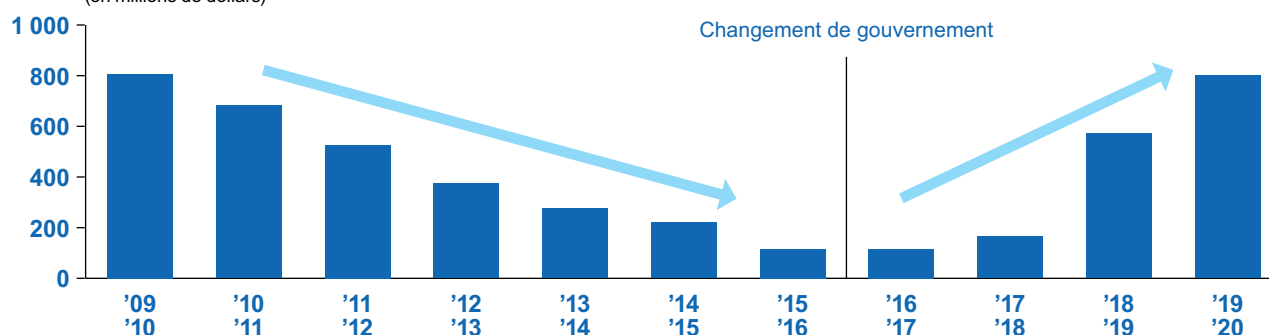
- L'économie du Manitoba s'est bien comportée en 2019-2020, avec une croissance généralisée stable. L'activité économique a été soutenue par une croissance forte et continue des investissements de capitaux privés et par une population croissante. Le PIB réel a augmenté de 1,1 % en 2019. La pandémie subséquente de COVID-19 a eu des répercussions importantes

sur toutes les économies et continue de perturber les marchés financiers, les entreprises, les collectivités et les ménages.

- Le gouvernement a une fois de plus dépassé ses objectifs définis dans le cadre des mesures législatives provinciales sur l'équilibre budgétaire, qui exigeaient du gouvernement qu'il réduise son déficit de 100 millions de dollars cette année.
- Une contribution de 228 millions de dollars a été versée au fonds de réserve en cas d'imprévu, portant le solde du fonds à 800 millions. Le fonds de réserve en cas d'imprévu a atteint son plus haut niveau depuis 2009-2010 (voir le tableau ci-dessous) et a dépassé le solde minimal de 5 % prévu par la loi des opérations des ministères en 2019-2020. Ces fonds seront disponibles pour répondre aux besoins opérationnels futurs du gouvernement du Manitoba.
- Bien que les résultats en 2019-2020 aient été favorables, de nombreux défis demeurent sur la voie de la viabilité financière, surtout en raison des incertitudes engendrées par la pandémie de COVID-19.

Compte de stabilisation des revenus – Historique sur 10 ans

(en millions de dollars)



Recettes

- Les recettes ont augmenté de 613 millions de dollars (3,6 %) par rapport à l'exercice précédent. Le taux de croissance annuel moyen des recettes provinciales depuis 2009-2010 est de 3,9 %.
- Cette hausse est attribuable à la forte croissance de l'impôt sur le revenu des particuliers, des recettes autonomes et des revenus de placement, des principaux transferts fédéraux et des recettes des entreprises publiques, notamment la Société d'assurance publique du Manitoba.
- Les recettes tirées de l'impôt sur le revenu ont été supérieures de 265 millions de dollars au montant prévu dans le budget, en raison de la vigueur de l'économie et de la croissance de l'emploi.
- Les frais de scolarité ont dépassé de 22 millions le budget, principalement en raison d'une augmentation des inscriptions d'étudiants étrangers dans les établissements postsecondaires et d'une augmentation des frais de scolarité internationaux dans les divisions scolaires.
- Les recettes nettes de Manitoba Hydro étaient inférieures de 22 millions de dollars au budget, en raison d'une consommation intérieure plus faible et d'augmentations de tarifs d'électricité moins élevées que prévu. Ces diminutions ont été partiellement compensées par un régime hydrologique favorable, ce qui a entraîné une hausse des exportations nettes et une diminution des coûts d'amortissement de l'infrastructure hydroélectrique.
- Les recettes nettes de la Société manitobaine des alcools et des loteries étaient inférieures de 24 millions de dollars au budget. Les recettes moindres que prévu sont attribuables aux répercussions de la COVID-19, soit diminution de la fréquentation et fermeture des casinos et des réseaux de TLV en mars.
- Les recettes nettes de la Société d'assurance publique du Manitoba dépassaient de 101 millions de dollars le budget, en conséquence de niveaux de réclamation inférieurs aux prévisions puisque la fréquence des collisions s'est améliorée d'environ 9 % d'une année à l'autre. Cette amélioration de l'activité des réclamations a été quelque peu entamée par un rendement des investissements inférieur à celui prévu au budget en raison du ralentissement du marché en mars 2020, après le début de la pandémie de COVID-19.

Dépenses

- La croissance des dépenses a été maintenue à 2,6 % pour l'exercice. Toutefois, les dépenses dépassent de 207 millions de dollars le budget.
- Agriculture et Développement des ressources a effectué des transferts de plus de 86 millions de dollars à un certain nombre d'initiatives environnementales, dont la fiduciaire GROW et le Fonds de mise en valeur du poisson et de la faune, parmi bien d'autres.
- Les demandes de crédit d'impôt du Manitoba pour la production de films et de vidéos, déclarées à la rubrique Sport, Culture et Patrimoine, ont été plus élevées que prévu. Le secteur de la production cinématographique et vidéographique du Manitoba a connu une croissance extraordinaire et sans précédent au cours des dernières années et les demandes de crédits d'impôt commencent à témoigner de cette expansion.
- Les dépassements de crédit liés à Santé, Aînés et Vie active étaient associés à une vaste gamme de pressions sur les prix et les volumes nécessaires pour fournir des services de santé essentiels aux Manitobains, notamment l'ouverture d'un plus grand nombre de lits dans les foyers de soins personnels et les hôpitaux, l'augmentation de la capacité de dialyse, l'ouverture de services d'IRM, les coûts des médecins rémunérés à l'acte, l'ajout de personnel paramédical de soins primaires, l'augmentation des coûts du régime d'assurance-médicaments, l'augmentation générale des coûts de dotation et d'agence, les coûts associés à l'exploitation du nouvel Hôpital pour femmes, les nouveaux traitements spécialisés et hors province comme la thérapie par lymphocytes T à récepteur antigénique chimérique (CAR-T), ainsi que les redressements comptables.
- Infrastructure a engagé une réduction d'environ 50 millions de dollars des immobilisations de la Commission manitobaine d'aménagement de la route située du côté est et a engagé certains coûts d'amortissement non budgétés liés à des projets achevés avant l'échéance prévue.
- Développement économique et Formation a dépensé 51 millions de dollars de moins qu'au budget en raison des économies découlant des postes vacants et du report des projets budgétés à l'origine dans les établissements postsecondaires et au Ministère.
- Les frais de service de la dette ont été inférieurs de 51 millions de dollars au budget en raison de taux d'intérêt moins élevés.

POUR L'EXERCICE QUI S'EST TERMINÉ LE 31 MARS 2020

Rapport d'analyse des états financiers



RAPPORT D'ANALYSE DES ÉTATS FINANCIERS

TABLE DES MATIÈRES

La situation financière du gouvernement	35
Risques et incertitudes	41
Analyse des écarts et des principales évolutions :	42
Analyse des recettes	43
Analyse des dépenses	45
Actifs financiers	49
Passifs	50
Dette nette et déficit accumulé	50
Actifs non financiers, y compris les immobilisations corporelles	51

LA SITUATION FINANCIÈRE DU GOUVERNEMENT

Le Conseil sur la comptabilité dans le secteur public des Comptables professionnels agréés du Canada (CPA Canada) publie un énoncé de pratiques recommandées dans lequel il propose divers indicateurs financiers utiles à l'évaluation de la situation financière des gouvernements. Les indicateurs proposés ne sont pas associés à des valeurs de référence pour le secteur public. Ils correspondent plutôt à des ratios ou à des indicateurs de tendance qui dressent le portrait de la situation pendant un nombre donné d'exercices, pour faciliter les comparaisons et aider à l'évaluation de la santé financière du gouvernement dans la conjoncture économique et financière courante. Les indicateurs recommandés sont regroupés dans trois catégories :

- (1) *La durabilité* — mesure la capacité d'un gouvernement de maintenir ses programmes sans avoir à accroître ses emprunts.
- (2) *La flexibilité* — mesure la capacité d'un gouvernement de faire face à des engagements financiers grandissants en accroissant ses recettes ou en s'endettant davantage.
- (3) *La vulnérabilité* — mesure le degré de dépendance d'un gouvernement à l'égard de sources de revenus qui échappent à son pouvoir direct ou à son influence, sur le plan tant national qu'international.

La majeure partie de l'analyse des états financiers qui suit comprend des renseignements qui précèdent la récente pandémie mondiale de COVID-19 et, de ce fait, les renseignements dans le présent document ne reflètent pas la situation financière actuelle de la province du Manitoba. Il est donc vivement conseillé au lecteur d'interpréter ce document à la lumière des récents résultats financiers du premier trimestre de la Province.

LES SOURCES DE DONNÉES ET LEURS LIMITES

Les indicateurs financiers exposés dans le présent rapport se fondent sur des données financières clés contenues dans les états financiers sommaires vérifiés. Les données économiques proviennent de Statistique Canada et du Bureau des statistiques du Manitoba. Les données comparatives présentées ne sont pas ajustées en fonction de l'inflation. Par contre, les résultats comparatifs sont reformulés pour tenir compte de la méthode comptable ou

de la présentation adoptée au cours de l'exercice financier considéré. Les indicateurs financiers de la présente section exposent les résultats dans le même format que celui des comptes publics du Manitoba.

LA SITUATION FINANCIÈRE DU GOUVERNEMENT EN 2019-2020

La présente section décrit la santé financière du gouvernement à l'aide des trois catégories d'indicateurs de CPA Canada, soit la durabilité, la flexibilité et la vulnérabilité. Elle décrit également chacune des catégories et les indicateurs qui y sont associés. Pour chacun des indicateurs, elle fournit des données sur les tendances dans la province et souligne les principales tendances.

Durabilité

Comme nous l'avons indiqué plus tôt, la durabilité mesure la capacité d'un gouvernement d'assumer ses engagements de programmes et de répondre aux exigences de ses créanciers sans avoir à accroître ses emprunts ou le fardeau fiscal.

L'observation des tendances qui se dégagent des cinq indicateurs suivants permet de se faire une idée concrète de la durabilité des pratiques du gouvernement en matière de dépenses et de production de recettes :

- *la dette nette en pourcentage du PIB provincial* : la relation entre la dette nette d'un gouvernement et les revenus dans l'économie;
- *la dette nette en pourcentage des recettes annuelles totales* : la mesure dans laquelle les recettes à venir serviront à payer des opérations ou des événements passés;
- *la dette nette par habitant* : la relation entre la dette nette d'un gouvernement et sa population est généralement considérée comme la meilleure mesure pour un examen intergouvernemental de la santé financière et gouvernementale;
- *les recettes nettes (pertes nettes) annuelles* : dans quelle mesure le gouvernement vit selon ses moyens;
- *les recettes nettes (pertes nettes) annuelles en pourcentage du PIB provincial* : dans quelle mesure les résultats de la période courante influent sur la dette nette.

La pandémie de COVID-19 a été déclarée par l'Organisation mondiale de la santé le 11 mars 2020. Les effets économiques subséquents à l'échelle mondiale et au Manitoba ont évolué après l'exercice clos le 31 mars 2020. Les indicateurs économiques qui font l'objet d'une surveillance régulière par la Province indiquent que la pandémie entraînera une détérioration du produit intérieur brut et des recettes autonomes de la province, tout en augmentant les niveaux d'endettement du gouvernement. Les ratios présentés dans l'analyse des états financiers devraient se détériorer à moyen terme en raison de la pandémie, comme le montrent les tendances des indicateurs économiques provinciaux.

LA DETTE NETTE EN POURCENTAGE DU PIB PROVINCIAL

Le gouvernement adapte ses pratiques en matière de dépenses et de production de recettes en fonction de l'économie de la province. Le ratio de la dette nette au PIB provincial donne un aperçu des résultats de ces pratiques.

La dette nette, c.-à-d. le total des passifs du gouvernement moins le total de ses actifs financiers, donne une indication des recettes futures qui seront nécessaires pour assumer financièrement des opérations ou des événements passés. La dette nette en pourcentage du PIB provincial exprime le niveau d'obligations financières que devra assumer l'économie en raison des pratiques cumulatives en matière de dépenses et de production de recettes du gouvernement. Le pourcentage représente l'ampleur de la dette du gouvernement par rapport aux résultats économiques annuels de la province.

En plus du déficit annuel, des investissements dans l'amélioration des immobilisations et dans le remplacement des immobilisations corporelles sujettes à la détérioration, comme les infrastructures de transport, accroissent également la dette nette. Au fur et à mesure que la Province acquiert des immobilisations corporelles, elle contracte une dette, et le coût des nouvelles immobilisations est amorti sur leur vie utile, essentiellement en le passant en charges sur la période pendant laquelle les immobilisations seront utilisées et sur la période pendant laquelle elles produiront des recettes.

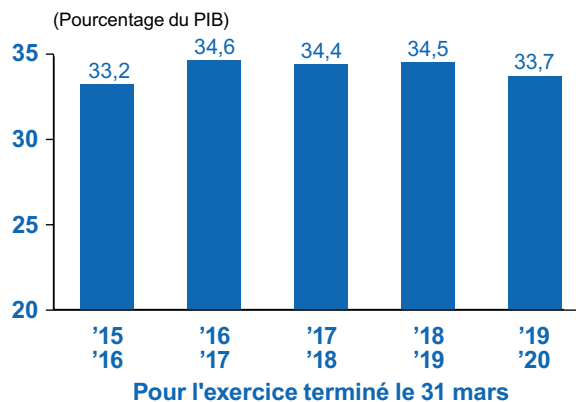
La croissance du PIB doit être prise en compte pour déterminer la capacité d'endettement. Le PIB est une mesure de la valeur des biens et des services produits dans la province au cours d'une année donnée. Il indique la taille de l'économie provinciale. L'économie provinciale a progressé de façon constante, passant de 65 944 millions de dollars en 2015-2016 à 74 876 millions en 2018-2019, une croissance de 13,5 % sur la période de cinq ans. Pendant cette période, l'indice annuel des prix à la consommation a oscillé entre 1,2 % et 2,5 %.

Le diagramme 1 montre que le ratio de la dette nette au PIB au 31 mars 2020 a reculé, passant de 34,5 % à 33,7 %. Cela indique que le gouvernement améliore la gestion de ses ressources et ses investissements en immobilisations en fonction de la croissance du PIB.

La dette nette pour 2019-2020 comprenait au niveau des autres éléments du résultat étendu un profit de 69 millions de dollars enregistré par les entreprises publiques. Les autres éléments du résultat étendu représentent les profits ou pertes non réalisés calculés à un moment donné, et peuvent avoir des effets importants sur la mesure de la dette nette. Les autres éléments du résultat étendu sont mesurés d'après la variation des évaluations à la valeur du marché, des taux d'intérêt et des taux de change en fin d'exercice et constituent, par conséquent, un aperçu ponctuel de la variation d'une valeur donnée par comparaison avec la valeur à la même date lors de l'exercice antérieur.

Gérer la dette nette tout en maintenant ou en augmentant les investissements nécessaires en immobilisations, y compris dans l'infrastructure, est un défi auquel toutes les provinces canadiennes sont confrontées. La pandémie de COVID-19 a perturbé considérablement les entreprises et entraîné un ralentissement économique. Le gouvernement continue d'évaluer et de surveiller l'incidence de la COVID-19 sur sa situation financière, y compris la probabilité d'une diminution des recettes et d'une augmentation des dépenses découlant directement de la crise. L'ampleur et la durée de pandémie de COVID-19 sont incertaines et, par conséquent, il est difficile de mesurer de façon fiable les répercussions futures possibles pour toutes les administrations, y compris le Manitoba.

Graphique 1 : Dette nette en pourcentage du PIB provincial



DETTE NETTE EN POURCENTAGE DES RECETTES ANNUELLES TOTALES

La dette nette correspond à la somme des pertes et des investissements en immobilisations corporelles accumulée d'exercice en exercice par les générations actuelles et passées. Cette somme est une dette que les générations futures doivent continuer à reporter ou financer à même les recettes nettes annuelles. Une dette nette survient lorsque le total des passifs d'un gouvernement excède le total de ses actifs financiers. Une tendance à l'augmentation de la dette nette par rapport aux recettes annuelles totales signifierait que plus de temps serait nécessaire à l'élimination de la dette nette.

Depuis 2015-2016, le ratio de la dette nette au total des recettes annuelles a reculé de 146,9 % à 143,0 %. En 2017-2018, le ratio de la dette nette au total des recettes annuelles a atteint un sommet de 151,5 % sur la période de cinq ans. La baisse, de 151,5 % il y a seulement deux ans à 143,0 %, indique que le gouvernement améliore la gestion de ses dépenses et ses investissements en immobilisations en fonction de ses ressources disponibles.

Le diagramme 2 illustre l'évolution historique de la dette nette par rapport aux recettes annuelles. Au cours des dernières années, grâce à une saine gestion financière, cette mesure s'est stabilisée et continue de diminuer.

DETTE NETTE PAR HABITANT

La dette nette par habitant est une mesure de la valeur de la dette nette d'un gouvernement exprimée en fonction du montant attribuable à chaque citoyen relevant de la compétence du gouvernement. Elle

se calcule habituellement en divisant la dette nette par la population de la province.

La dette nette par habitant donne une indication du degré d'endettement du gouvernement. La dette nette par habitant sert souvent à commenter l'efficacité de la politique budgétaire courante du gouvernement. Le ratio de la dette au PIB donne souvent un aperçu plus complet de la santé économique réelle d'un gouvernement.

La dette nette par habitant a varié de 17 000 dollars à un sommet de 18 500 dollars en 2018-2019. La dette nette par habitant a légèrement reculé en 2019-2020, à 18 400 dollars.

RECETTES NETTES (PERTES NETTES) ANNUELLES

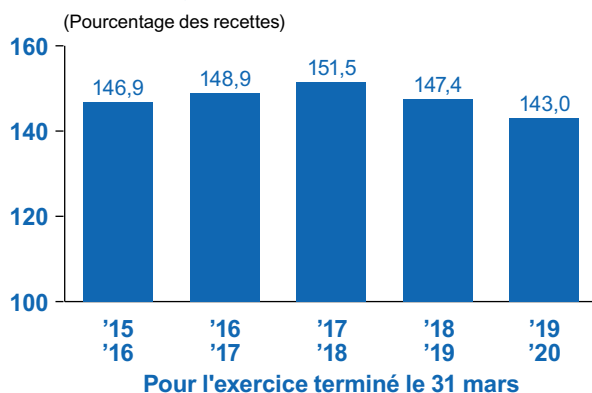
Le Manitoba a enregistré un léger surplus pour l'exercice terminé le 31 mars 2020, soit 5 millions de dollars. Il s'agit du premier surplus depuis l'exercice terminé le 31 mars 2009. Les recettes (pertes) nettes montrent dans quelle mesure le gouvernement génère plus ou moins de recettes que ses dépenses de fonctionnement pendant un exercice.

Les recettes nettes annuelles aident le gouvernement à maintenir ses services et à réduire ses besoins d'emprunts. Les pertes nettes annuelles peuvent affecter la capacité d'un gouvernement à fournir des services et accentuer les besoins d'emprunts.

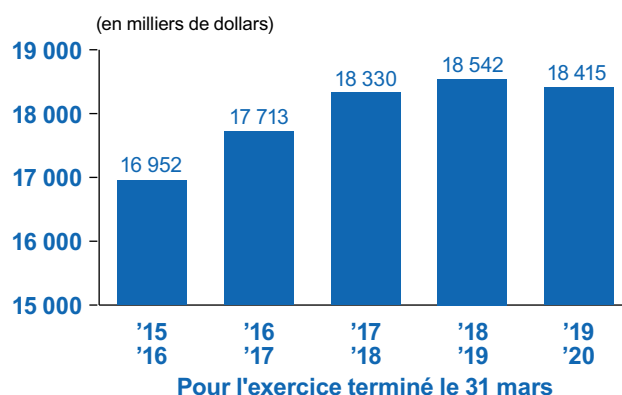
RECETTES NETTES (PERTES NETTES) EN POURCENTAGE DU PIB PROVINCIAL

Le ratio entre les recettes nettes (pertes nettes) et le PIB provincial indique la différence entre les recettes et les dépenses en pourcentage du PIB.

Graphique 2 : Dette nette en pourcentage des recettes annuelles totales



Graphique 3 : Dette nette par habitant



Le tableau 1 montre la tendance sur cinq ans des recettes nettes (pertes nettes) annuelles et des recettes nettes (pertes nettes) annuelles par rapport au PIB provincial.

Tableau 1 : Recettes nettes (pertes nettes) annuelles

Éléments des recettes et dépenses	2015-2016	2016-2017	2017-2018	2018-2019	2019-2020
	Ch. réels	Ch. réels	Ch. réels	Ch. réels	Ch. réels
	(en millions de dollars)				
Recettes	14 916	15 627	16 152	17 028	17 641
Total des dépenses	15 848	16 416	16 846	17 177	17 636
Recettes nettes (pertes nettes) sommaires	(932)	(789)	(694)	(149)	5
Recettes nettes (pertes nettes) annuelles par rapport au PIB provincial	(1,4 %)	(1,2 %)	(1,0 %)	(0,2 %)	0,0 %

Flexibilité

La flexibilité mesure la capacité d'un gouvernement d'augmenter ses ressources financières en augmentant ses recettes ou sa dette nette pour faire face à des engagements croissants.

Le Conseil sur la comptabilité dans le secteur public recommande l'usage de divers indicateurs financiers pour juger de la flexibilité du gouvernement. Parmi ceux-ci, on considère que les indicateurs suivants aident à apprécier la flexibilité du gouvernement du Manitoba :

- *les frais de la dette publique en pourcentage des recettes totales* : dans quelle mesure les décisions en matière d'emprunts restreignent la capacité d'un gouvernement de faire face à ses engagements financiers et d'assurer la prestation des services prévus;
- *Recettes autonomes en pourcentage du PIB provincial* : dans quelle mesure le gouvernement retire des recettes de l'économie sous forme d'impôts et de droits d'utilisation.

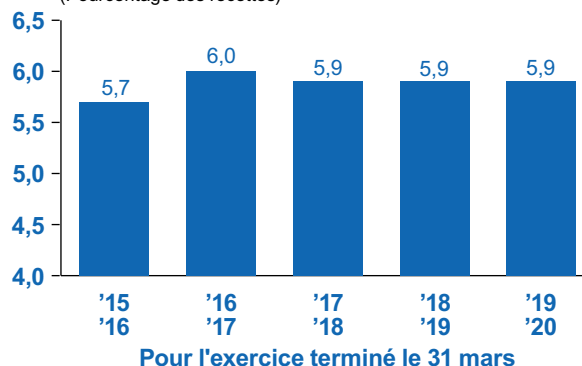
FRAIS DE LA DETTE PUBLIQUE EN POURCENTAGE DES RECETTES TOTALES

La somme des frais de la dette publique en pourcentage des recettes totales montre dans quelle mesure un gouvernement doit utiliser des recettes pour payer des frais d'intérêt plutôt que des services. Le ratio montre la proportion par dollar de recettes du gouvernement qui sert à payer des intérêts. Un faible ratio entre les frais d'intérêt et les recettes indique que le gouvernement consacre une faible part de ses recettes aux frais d'intérêt.

Dans le diagramme 4, on observe qu'en 2015-2016, le gouvernement utilisait 5,7 cents par dollar de recettes pour assumer les frais d'intérêt. Au cours des trois dernières années, 5,9 cents de chaque dollar de recettes ont été utilisés.

Graphique 4: Frais de la dette publique en pourcentage des recettes totales

(Pourcentage des recettes)



RECETTES AUTONOMES EN POURCENTAGE DU PIB PROVINCIAL

Les recettes autonomes d'un gouvernement en pourcentage du PIB provincial montrent la part de recettes qu'un gouvernement tire de l'économie provinciale sous forme d'impôts, taxes et droits d'utilisation. Des ratios élevés ou à la hausse signifient que le gouvernement augmente les pressions qui s'exercent sur l'économie provinciale, indiquant que ses besoins dépassent la croissance de l'économie.

Les recettes autonomes ne comprennent pas les recettes nettes des entreprises publiques, étant donné la nature semi-autonome de leurs activités. Leurs recettes ne proviennent pas d'impôts ou de droits d'utilisation, mais de l'offre de produits ou de services.

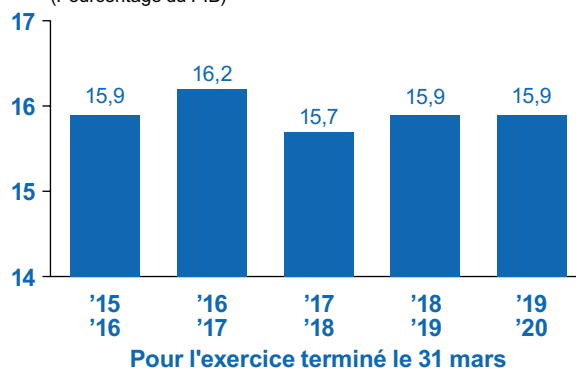
Depuis 2015-2016, les recettes autonomes du gouvernement sont en constante progression, mais en pourcentage du PIB provincial, elles sont demeurées relativement stables. Cela indique que le gouvernement n'a pas changé de manière significative ses exigences sur l'économie de la province au cours de cette période. En 2019-2020, les principaux facteurs de l'augmentation des recettes autonomes par rapport à l'exercice précédent étaient les suivants :

- l'impôt sur le revenu, dont les recettes se sont accrues de 281 millions de dollars, soit 6,6 %;
- les droits et autres recettes, qui ont augmenté de 156 millions de dollars, soit 6,7 %;
- les fonds d'amortissement et autres bénéfices nets, qui ont augmenté de 59 millions de dollars, soit 18,6 %;
- l'impôt foncier pour l'éducation, dont les recettes se sont accrues de 27 millions de dollars, soit de 3,2 %;
- la taxe sur les ventes au détail, dont les recettes se sont accrues de 210 millions de dollars, soit 8,5 %.

Le diagramme 5 montre la relation entre les recettes autonomes et le PIB provincial. Bien que le PIB soit passé de 65 944 millions de dollars en 2015-2016 à 74 876 millions en 2019-2020 ou 13,5 %, le taux des revenus autonomes par rapport à l'économie est demeuré à 15,9 % du PIB en 2019-2020 comparativement à 15,9 % en 2015-2016. Les recettes autonomes ont augmenté de 303 millions de dollars, ou 2,6 %, passant de 11 578 millions de dollars en 2018-2019 à 11 881 millions en 2019-2020. Les recettes autonomes en pourcentage du PIB provincial sont demeurées stables par rapport à l'exercice précédent.

Graphique 5: Recettes autonomes en pourcentage du PIB provincial

(Pourcentage du PIB)



Vulnérabilité

La vulnérabilité correspond au degré de dépendance du gouvernement, et donc de vulnérabilité, par rapport aux fluctuations des sources de recettes qui échappent à son influence ou son contrôle direct. Un degré de dépendance élevé peut indiquer qu'un gouvernement compte sur des sources externes pour offrir ses programmes et services au niveau et au degré de qualité actuels. Des fluctuations des sources extérieures de recettes liées aux projets d'immobilisation et à d'autres programmes non récurrents ou qui ne sont pas liés au fonctionnement n'indiquent pas une augmentation sensible de la vulnérabilité d'un gouvernement du point de vue des sources de recettes.

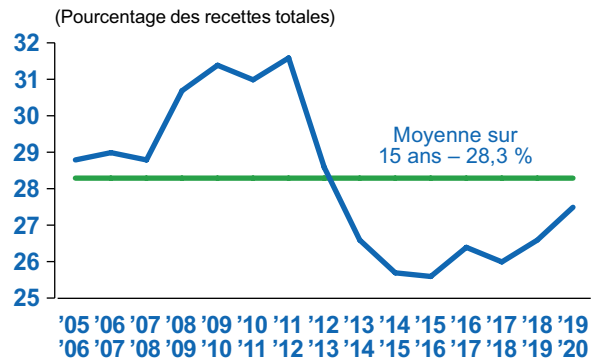
Les transferts fédéraux en pourcentage des recettes totales constituent un indicateur recommandé de la relative vulnérabilité du gouvernement.

TRANSFERTS FÉDÉRAUX EN POURCENTAGE DES RECETTES TOTALES

Le ratio des transferts fédéraux aux recettes totales indique la vulnérabilité des provinces aux variations dans les transferts en provenance du gouvernement du Canada.

Le diagramme 6 montre que le ratio des transferts fédéraux au total des recettes provinciales a diminué de 28,8 % en 2005-2006 à 27,5 % en 2019-2020. Dans l'ensemble, le Manitoba a connu une baisse du total des principaux transferts fédéraux en proportion de ses recettes totales, passant d'un sommet de 31 % en 2011-2012 à un peu plus de 27 % en 2019-2020. Cette baisse révèle que la Province compte davantage sur ses recettes autonomes pour financer ses programmes et services, démontrant une vulnérabilité graduellement croissante du Manitoba à des modifications des transferts fédéraux.

Graphique 6: Transferts fédéraux en pourcentage des recettes totales



RISQUES ET INCERTITUDES

Les répercussions de la pandémie de COVID-19 ont été importantes, fermeture des économies, perturbation des marchés financiers et des entreprises, et création de difficultés économiques et sociales pour nombre de gens à l'échelle mondiale. Le gouvernement s'emploiera à accompagner les Manitobains vers un rétablissement et une relance sécuritaires. Le gouvernement continue d'évaluer et de surveiller l'incidence de la COVID-19 sur sa situation financière, y compris une diminution des recettes et une augmentation des dépenses découlant directement de la crise, dont on ne se remettra pas avant plusieurs années. Même si les premières estimations à la date de préparation des états financiers font état d'un déficit allant de 3 à 5 milliards de dollars pour le prochain exercice, l'ampleur et la durée de la pandémie de COVID-19 demeurent incertaines et, par conséquent, il est difficile de mesurer de façon fiable l'impact futur possible sur la situation financière et les opérations du gouvernement.

La principale exposition du gouvernement aux risques et aux incertitudes résulte de variables qui ne dépendent pas directement de lui. Ces aires comprennent :

- des facteurs économiques, comme le cours des matières premières, le revenu des particuliers et des entreprises, les ventes au détail et l'accroissement de la population;
- des changements favorables aux taux d'imposition des États-Unis ou d'autres provinces ou territoires canadiens, qui peuvent rendre d'autres administrations plus concurrentielles pour les entreprises. De la même manière, des décisions fiscales fédérales défavorables peuvent avoir un effet néfaste sur notre croissance économique et nos recettes fiscales :
- la mise en place de barrières commerciales ou la perturbation de flux naturels d'échanges à la fois à l'intérieur du Canada et avec les États-Unis et le reste du monde;
- l'impossibilité de donner suite à des décisions concernant les investissements prévus en immobilisations en raison d'obligations, notamment environnementales, ou de perturbation des chaînes d'approvisionnement;
- des événements néfastes, économiques ou financiers, ou des conditions climatiques inhabituelles qui peuvent influencer sur les résultats annuels d'ensemble;
- la performance des sociétés d'État, en particulier Manitoba Hydro qui a récemment enregistré une dette importante sur son bilan comptable pour des projets d'immobilisations de grande envergure;
- les résultats de procès, d'arbitrages ou de négociations avec des tiers;
- les modifications des transferts fédéraux;
- les taux d'utilisation des services du gouvernement, comme les soins de santé, les services à l'enfance et à la famille et l'aide à l'emploi;
- l'exposition aux fluctuations des taux d'intérêt, aux taux de change et aux modifications défavorables à notre cote de crédit;
- des corrections pluriannuelles des marchés touchant plusieurs catégories d'actifs et régions, ayant une incidence sur la liquidité des placements dans les entités déclarantes du gouvernement et les régimes de retraite;
- des changements dans les normes comptables;
- l'identification et la quantification du passif lié aux lieux contaminés;
- la volatilité des résultats, y compris les résultats consolidés d'autres entités comptables.

ANALYSE DES ÉCARTS ET DES PRINCIPALES ÉVOLUTIONS

Analyse des écarts et des principales évolutions Recettes nettes (pertes nettes) sommaires

Éléments des recettes et dépenses	2019-2020 Budget	2019-2020 Ch. réels	2018-2019 Ch. réels	Écart	
				2019-2020 par rapport à 2018-2019 Ch. réels	2019-2020 Ch. réels par rapport au Budget
(en millions de dollars)					
RECETTES					
Impôts sur le revenu et les bénéfiques	4 250	4 515	4 234	281	265
Autres taxes et impôts	4 550	4 492	4 685	(193)	(58)
Droits et autres recettes	2 271	2 497	2 341	156	226
Fonds d'amortissement et autres bénéfices nets	333	377	318	59	44
Total des recettes autonomes	11 404	11 881	11 578	303	477
Entreprises publiques	806	913	919	(6)	107
Transferts fédéraux	4 815	4 847	4 531	316	32
Total des recettes	17 025	17 641	17 028	613	616
DÉPENSES					
Assemblée législative	52	53	47	6	1
Conseil exécutif	5	5	5	—	—
Agriculture et Développement des ressources	444	519	611	(92)	75
Services centralisés	191	187	179	8	(4)
Commission de la fonction publique	23	24	21	3	1
Conservation et Climat	153	155	167	(12)	2
Services de la Couronne	3	2	2	—	(1)
Développement économique et Formation	1 688	1 637	1 615	22	(51)
Éducation	2 943	2 937	2 866	71	(6)
Familles	2 208	2 173	2 187	(14)	(35)
Finances	107	102	87	15	(5)
Santé, Aînés et Vie active	6 674	6 873	6 570	303	199
Relations avec les Autochtones et le Nord	33	28	24	4	(5)
Infrastructure	473	526	445	81	53
Justice	699	691	656	35	(8)
Relations avec les municipalités	403	413	385	28	10
Sport, Culture et Patrimoine	163	213	151	62	50
Crédits d'autorisation	80	21	136	(115)	(59)
Autres crédits	50	40	23	17	(10)
Service de la dette	1 088	1 037	1 000	37	(51)
Total des dépenses	17 480	17 636	17 177	459	156
Ressources non utilisées et rajustements en cours d'exercice*	(95)	—	—	—	95
Recettes nettes (pertes nettes) sommaires	(360)	5	(149)	154	365

*Remarque : les ressources non utilisées et les rajustements étaient inscrits au budget en tant qu'augmentation des recettes ou que réduction des dépenses. Les résultats réels sont indiqués dans les éléments des recettes et des dépenses dans les catégories de recettes et les secteurs de dépenses énumérés ci-dessus.

À la fin de l'exercice, la Province affichait un surplus de 5 millions de dollars, soit 365 millions de dollars de plus que les pertes nettes de 360 millions de dollars prévues dans le budget. En 2019-2020, les recettes totales ont atteint 17 641 millions de dollars, et les dépenses totales se sont élevées à 17 636 millions de dollars.

ANALYSE DES RECETTES

Les principaux facteurs expliquant les écarts des recettes par rapport aux prévisions budgétaires sont les suivants :

- Les impôts sur le revenu des particuliers et les bénéfices des sociétés ont dépassé le budget de 265 millions de dollars, principalement en raison de la vigueur de l'économie pré-pandémique qui a fait augmenter les revenus d'emploi, des entreprises non constituées et des sociétés, qui ont tous fait augmenter les revenus des ménages.
- Les autres taxes ont été inférieures de 58 millions de dollars au budget, y compris un écart de 31 millions au titre de la taxe sur les ventes au détail en raison d'une demande plus faible que prévu au cours de l'exercice, combinée à d'autres baisses en mars en raison du choc économique causé par la pandémie de COVID-19 à la fin de mars 2020; un écart de 22 millions au titre de l'impôt des sociétés et un écart de 11 millions au titre des taxes sur les carburants en raison d'une moindre consommation.
- Les droits et autres recettes dépassaient de 226 millions de dollars les prévisions budgétaires. Le ministère de la Santé, des Aînés et de la Vie active a versé 80 millions de dollars en recettes imprévues provenant de services auxiliaires, de loyers résidentiels, de dons et de remises aux employeurs de la Commission des accidents du travail (WCB). Les établissements d'enseignement postsecondaire ont reçu 37 millions de dollars de plus que prévu pour les frais de scolarité des étudiants étrangers, les ventes et services externes, les revenus auxiliaires et les dons reçus pour les activités opérationnelles. Les recouvrements de la Société d'habitation et de rénovation du Manitoba auprès de tiers pour des projets d'immobilisations ont été en avance de 28 millions de dollars sur le plan. Un recouvrement imprévu de 23 millions de dollars de dépenses de l'exercice précédent a été reçu dans le cadre du programme d'aide financière en cas de catastrophe. Les divisions scolaires de la maternelle à la 12^e année ont reçu 16 millions de dollars de plus que prévu en revenus tirés des droits de scolarité d'étudiants étrangers, en recouvrements auprès des élèves des Premières Nations et en revenus plus élevés provenant d'organismes privés et de particuliers. L'augmentation restante de 42 millions de dollars est attribuable aux frais de service plus élevés que prévu perçus en raison d'un volume supérieur d'activités et des recouvrements additionnels auprès de diverses sources.
- Les fonds d'amortissement et autres revenus de placement ont dépassé le budget de 44 millions de dollars, en raison d'un taux de rendement des placements plus élevé que prévu.
- Les revenus des entreprises publiques ont dépassé de 107 millions de dollars le budget, principalement en raison d'un écart favorable de 101 millions de dollars à la Société d'assurance publique du Manitoba découlant de niveaux de sinistres inférieurs aux prévisions, la fréquence des collisions ayant reculé de 9,0 % d'une année à l'autre, écart en partie compensé par un rendement des investissements inférieur au budget en raison du ralentissement du marché lié à la pandémie de COVID-19 en mars 2020.
- Les transferts fédéraux ont dépassé de 32 millions de dollars le budget, principalement en raison de 16 millions au titre du Transfert canadien en matière de santé et de 17 millions au titre des transferts à frais partagés.

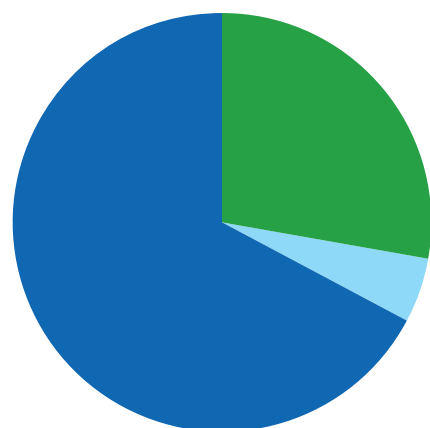
L'analyse de l'évolution des recettes renseigne les lecteurs sur les principales variations des recettes selon les exercices et les sources, et leur permet d'évaluer la performance passée et les possibles implications pour l'avenir. La section suivante présente les tendances des recettes au Manitoba.

Analyse de l'évolution des recettes par source

Source de recettes	2015-2016	2016-2017	2017-2018	2018-2019	2019-2020
	Ch. réels	Ch. réels	Ch. réels	Ch. réels	Ch. réels
(en millions de dollars)					
Impôts sur le revenu et les bénéfiques	3 777	3 958	3 985	4 234	4 515
Taxe sur les ventes au détail	2 269	2 301	2 444	2 472	2 262
Taxes sur le carburant	332	336	344	347	338
Impôt pour la santé et l'éducation	333	343	356	376	385
Impôts fonciers scolaires	711	793	827	847	874
Autres taxes et impôts	605	623	617	643	633
Droits et autres recettes	2 226	2 329	2 364	2 341	2 497
Transferts fédéraux	3 820	4 128	4 200	4 531	4 847
Recettes nettes des entreprises publiques	618	589	758	919	913
Fonds d'amortissement et autres bénéfiques nets	225	227	257	318	377
Total des recettes	14 916	15 627	16 152	17 028	17 641

Le graphique suivant illustre les principales sources de recettes du gouvernement pour 2019-2020. La majorité (67 %) des recettes provenait de recettes autonomes du Manitoba.

Sources de recettes pour l'exercice terminé le 31 mars 2020



- Recettes autonomes : 67 %
- Transferts fédéraux : 28 %
- Entreprises publiques : 5 %

Les recettes totales en 2019-2020 ont atteint 17 641 millions de dollars, une hausse de 613 millions, ou de 3,6 %, par rapport à 2018-2019. Les principaux facteurs expliquant les écarts des recettes par rapport à l'exercice précédent sont les suivants :

- Une augmentation de 88 millions de dollars des impôts et taxes principalement attribuable à une augmentation de 281 millions des impôts sur le revenu des particuliers et des sociétés, compensée en partie par une diminution de 193 millions principalement attribuable à la réduction de 1,0 % du taux de la taxe sur les ventes au détail, ramené à 7 % en juillet 2019.
- Une augmentation de 156 millions de dollars (6,7 %) des droits et autres recettes est attribuable à une augmentation de 10 millions des frais de location d'énergie hydroélectrique de Manitoba Hydro, de 22 millions des frais de scolarité en raison de l'augmentation des inscriptions et des frais de scolarité, et de 124 millions des frais de service et autres frais divers, dont 100 millions proviennent des entités contrôlées de Santé, Aînés et Vie active. Cette année, des recettes supplémentaires ont été perçues auprès des entités du secteur de la santé à partir de services auxiliaires, de loyers résidentiels, de dons et de remises aux employeurs de la WCB. Cette année, le ministère de l'Éducation (maternelle à la 12^e année) a enregistré une augmentation de

16 millions de dollars des recettes recouvrées auprès des élèves des Premières Nations, ainsi qu'une augmentation des recettes provenant des organismes privés et des particuliers et du produit de la vente de l'école Chapman. La Société de développement du Manitoba a augmenté son maintien des dépôts de 8 millions de dollars à la suite d'un changement apporté au volet investisseurs commerciaux du programme des candidats des provinces.

- Une augmentation de 316 millions de dollars, ou 7,0 %, des transferts fédéraux correspond aux augmentations annuelles prévues au budget pour la péréquation et les Transferts canadiens en matière de santé et de programmes sociaux.
- Une diminution de 6 millions de dollars du revenu net des entreprises publiques principalement en raison d'une augmentation de 21 millions de la SAPM et de 5 millions de la Société d'assurance-dépôts, compensée par une diminution de 22 millions de Manitoba Hydro et de 10 millions de la Société manitobaine des alcools et des loteries.
 - L'augmentation de 21 millions de dollars à la SAPM est attribuable à la prolongation de la fin de l'exercice du 28 février au 31 mars, ce qui comprend 13 mois d'activités, compensée par un rendement moindre des investissements en raison du ralentissement du marché attribuable à la pandémie de COVID-19 en mars 2020.
 - Diminution de 22 millions de dollars chez Manitoba Hydro, principalement en raison de la baisse de consommation par les clients et des répercussions météorologiques, ainsi que des coûts de financement et d'amortissement plus élevés en raison de l'incidence sur l'exercice complet du projet Bipole III mis en service, compensés par des revenus d'exportation nets plus élevés découlant de conditions favorables du régime hydrologique, de la croissance de la clientèle et de l'incidence sur l'exercice complet de l'augmentation des tarifs d'électricité du 1er juin 2018.
 - La diminution de 10 millions de dollars de la Société manitobaine des alcools et des loteries est attribuable aux répercussions de la COVID-19; les revenus des casinos et des TLV en mars 2020 étaient inférieurs de 70 % et 40 % à ceux de mars 2019, respectivement.
- Une augmentation de 59 millions de dollars ou 18,6 % des fonds d'amortissement et autres bénéfiques nets traduit la hausse des commissions de garantie découlant de l'augmentation des emprunts de Manitoba Hydro auprès de la Province ainsi que la hausse des revenus des placements sur le marché monétaire.

ANALYSE DES DÉPENSES

Les principaux facteurs expliquant les écarts par rapport aux prévisions budgétaires sont les suivants :

- Les dépenses d'Agriculture et Développement des ressources ont dépassé de 75 millions de dollars le budget, principalement en raison des investissements dans de nouvelles initiatives écologiques au Ministère annoncés à la fin de l'exercice.
- Les dépenses de Développement économique et Formation ont été inférieures de 51 millions de dollars au budget en raison des économies découlant des postes vacants et d'économies dans les établissements postsecondaires et au Ministère.
- Les dépenses du ministère des Familles ont été inférieures de 35 millions de dollars au budget en raison de postes vacants au Ministère et de charges de travail moins élevées que prévu au titre de l'aide à l'assurance-emploi.
- Les dépassements de crédit de 199 millions de dollars à Santé, Aînés et Vie active étaient associées à une vaste gamme de pressions sur les prix et les volumes nécessaires pour fournir des services de santé essentiels aux Manitobains, notamment l'ouverture d'un plus grand nombre de lits dans les foyers de soins personnels et les hôpitaux, l'augmentation de la capacité de dialyse, l'ouverture de services d'IRM, les coûts des médecins rémunérés à l'acte, l'ajout de personnel paramédical de soins primaires, l'augmentation des coûts du régime d'assurance-médicaments, l'augmentation générale des coûts de dotation et d'agence, les coûts associés à l'exploitation du nouvel Hôpital pour femmes, les nouveaux traitements spécialisés et hors province comme la thérapie par lymphocytes T à récepteur antigénique chimérique (CAR-T), ainsi que les redressements comptables.
- Les dépenses d'Infrastructure ont dépassé de 53 millions de dollars le budget, principalement en raison de la dépréciation des immobilisations corporelles de la Commission manitobaine d'aménagement de la route située du côté est, qui incluaient des coûts autres que des dépenses en immobilisations pour les « provisions pour le renforcement des capacités », et de l'amortissement imprévu attribuable à l'achèvement précoce des projets.

- Les dépenses de Sport, Culture et Patrimoine ont dépassé de 50 millions de dollars le budget en raison de l'utilisation accrue du crédit d'impôt pour la production cinématographique et vidéo, du crédit d'impôt pour l'édition de livres et du crédit d'impôt pour les industries culturelles, et d'autres rajustements comptables.
- Les dépenses au titre des crédits d'autorisation ont été inférieures de 59 millions de dollars au budget en raison de rajustements des services internes et de crédits inutilisés.

- Les frais de service de la dette ont été inférieurs de 51 millions de dollars au budget en raison principalement de taux d'intérêt moindres que prévu.

L'analyse des dépenses aide les lecteurs à comprendre l'incidence des dépenses du gouvernement sur l'économie, la répartition et l'usage des ressources gouvernementales dans leur ensemble ainsi que le coût des programmes du gouvernement.

Dépenses par fonction

Les dépenses par fonction présentent le sommaire des principaux secteurs de dépenses du gouvernement et l'évolution des dépenses au fil des ans.

Analyse de l'évolution des dépenses par fonction

Dépenses par fonction	2018-2019	2019-2020
	Ch. réels	Ch. réels
	(en millions de dollars)	
Assemblée législative	47	53
Conseil exécutif	5	5
Agriculture et Développement des ressources	611	519
Services centralisés	179	187
Commission de la fonction publique	21	24
Conservation et Climat	167	155
Services de la Couronne	2	2
Développement économique et Formation	1 615	1 637
Éducation	2 866	2 937
Familles	2 187	2 173
Finances	87	102
Santé, Aînés et Vie active	6 570	6 873
Relations avec les Autochtones et le Nord	24	28
Infrastructure	445	526
Justice	656	691
Relations avec les municipalités	385	413
Sport, Culture et Patrimoine	151	213
Crédits d'autorisation	136	21
Autres crédits	23	40
Service de la dette	1 000	1 037
Total des dépenses par fonction	17 177	17 636

Les dépenses totales en 2019-2020 s'élevaient à 17 636 millions de dollars, soit une augmentation de 459 millions, ou de 2,7 %, par rapport à 2018-2019. Les facteurs les plus importants à l'origine des écarts par rapport à l'exercice précédent sont les suivants :

- Les dépenses d'Agriculture et Développement des ressources ont diminué de 92 millions de dollars (15,1 %), principalement en raison de la baisse des transferts aux fiducies administrées par la Société des services agricoles du Manitoba.

- Les dépenses du ministère de l'Éducation ont augmenté de 71 millions de dollars (2,5 %) en raison de l'augmentation des besoins salariaux des nouveaux employés, des augmentations au mérite et d'autres augmentations salariales, ainsi que de la hausse des coûts de transport et de besoins mineurs d'immobilisations dans les divisions scolaires.

- Les dépenses de Santé, Aînés et Vie active ont augmenté de 303 millions de dollars, soit 4,6 %. Ces hausses étaient associées à une vaste gamme de

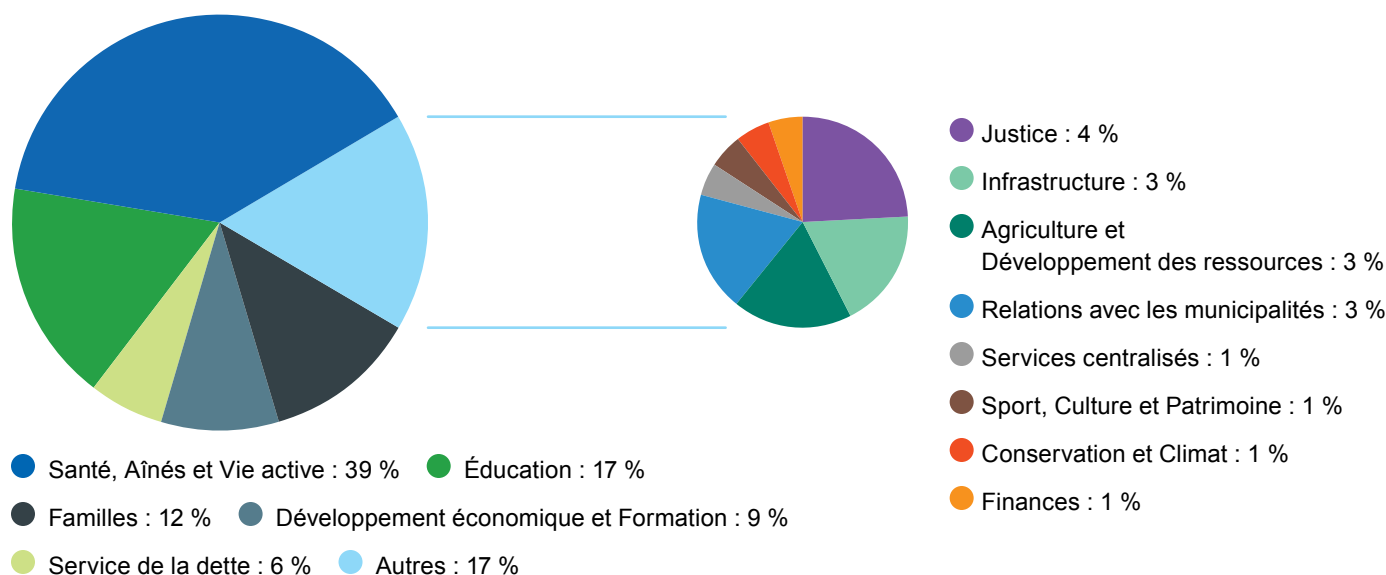
pressions sur les prix et les volumes nécessaires pour fournir des services de santé essentiels aux Manitobains, notamment l'ouverture d'un plus grand nombre de lits dans les foyers de soins personnels et les hôpitaux, l'augmentation de la capacité de dialyse, l'ouverture de services d'IRM, les coûts des médecins rémunérés à l'acte, l'ajout de personnel paramédical de soins primaires, l'augmentation des coûts du régime d'assurance-médicaments, l'augmentation générale des coûts de dotation et d'agence, les coûts associés à l'exploitation du nouvel Hôpital pour femmes, les nouveaux traitements spécialisés et hors province comme la thérapie par lymphocytes T à récepteur antigénique chimérique (CAR-T), ainsi que les redressements comptables.

- Les dépenses d'Infrastructure ont dépassé de 81 millions de dollars le budget, ou 18,2 %, principalement en raison de la dépréciation de 50 millions des immobilisations corporelles de la Commission manitobaine d'aménagement de la route située du côté est, qui incluaient des coûts autres que des dépenses en immobilisations pour les « provisions pour le renforcement des capacités », et du financement versé à la Croix-Rouge canadienne au titre des évacués des inondations printanières de 2011.
- Les dépenses de Justice se sont accrues de 35 millions de dollars, soit 5,3 %, principalement en raison du coût accru des services de police de la GRC.

- Les dépenses de Relations avec les municipalités se sont accrues de 28 millions de dollars, soit 7,3 %, principalement en raison de subventions accrues à la fiducie The Winnipeg Foundation, Sentiers Manitoba, le musée des beaux-arts de Winnipeg et l'Assiniboine Park Conservancy. On a également constaté une augmentation des décaissements nets aux municipalités liés à l'exploitation des usines de traitement de l'eau.
- Les dépenses de Sport, Culture et Patrimoine ont augmenté de 62 millions de dollars, soit 41,1 %, principalement en raison d'une utilisation supérieure des crédits d'impôt pour les arts et la culture, et d'autres charges comptables.
- Les dépenses au titre des crédits d'autorisation ont diminué de 115 millions de dollars, soit 84,6 %, principalement en raison de contributions extraordinaires à The Winnipeg Foundation pour le Fonds en fiducie pour la conservation.
- Les frais de service de la dette se sont accrues de 37 millions de dollars, soit 3,7 %, principalement en raison de la hausse du niveau d'endettement au cours de l'exercice précédent.

Le diagramme suivant illustre les dépenses du gouvernement par fonction.

Dépenses par fonction



Les éléments relatifs à la santé, à l'éducation, aux services à la famille et au développement économique et à la formation ont représenté 77,2 % des dépenses totales de fonctionnement.

Les dépenses de programme, qui représentent les dépenses totales excluant le coût du service de la dette, ont augmenté de 2,6 % par rapport à 2018-2019, principalement en raison des augmentations dans les ministères de la Santé, des Aînés et de la Vie active, de l'Éducation, de l'Infrastructure et du Sport, de la Culture et du Patrimoine.

En 2019-2020, les dépenses totales représentaient 23,6 % du PIB (aussi 23,6 % en 2018-2019), alors que les dépenses de programme représentaient 22,2 % du PIB (contre 22,3 % en 2018-2019).

Les dépenses totales en pourcentage des recettes totales représentaient 100,0 % en 2019-2020. Un ratio supérieur à 100,0 % signifie que les dépenses sont supérieures aux recettes, et qu'on obtient de ce fait un déficit. Un ratio de 100,0 % indique que les dépenses correspondent aux recettes.

Dépenses par catégorie

L'analyse de l'évolution des dépenses par catégorie présente un sommaire des dépenses du gouvernement par catégorie et expose les variations des dépenses au fil des ans.

Analyse de l'évolution des dépenses par catégorie

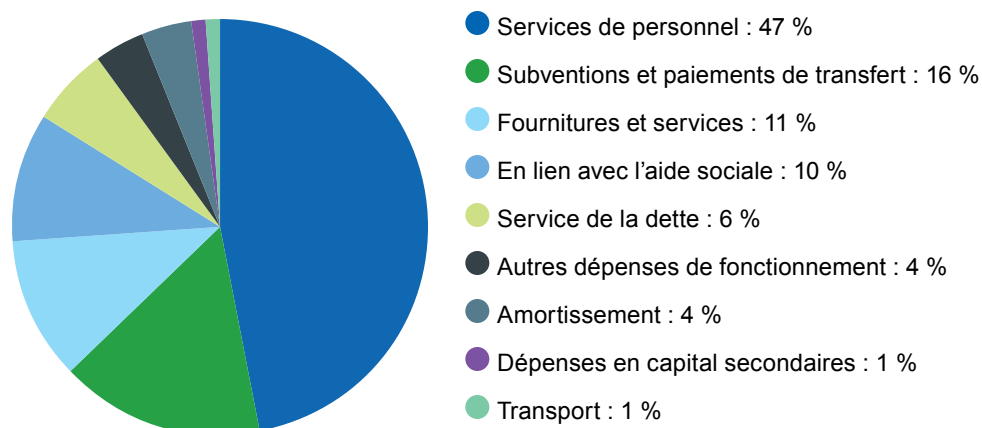
Dépenses par catégorie	2015-2016	2016-2017	2017-2018	2018-2019	2019-2020
	Ch. réels	Ch. réels	Ch. réels	Ch. réels	Ch. réels
	(en millions de dollars)				
Services de personnel	7 790	8 015	8 057	8 070	8 241
Subventions et paiements de transfert	2 202	2 333	2 418	2 490	2 776
Transports	152	150	155	167	182
Communications	74	77	75	72	75
Fournitures et services	1 820	1 941	1 871	1 954	2 035
Aide sociale	1 433	1 490	1 785	1 855	1 728
Autres dépenses de fonctionnement	772	706	704	745	711
Service de la dette	855	930	952	1 000	1 037
Dépenses en capital secondaires	115	94	116	101	106
Amortissement	635	680	713	723	745
Total des dépenses par type	15 848	16 416	16 846	17 177	17 636

Le total des dépenses par catégorie est demeuré stable par rapport à 2018-2019. En pourcentage des recettes totales, les services de personnel, qui constituent le principal poste de dépenses du gouvernement, ont diminué légèrement à 46,7 % (contre 47,0 % en 2018-2019), les fournitures et services ont augmenté à 11,5 % (contre 11,4 % en 2018-2019) et les subventions et paiements de transfert ont augmenté à 15,7 % (contre 14,5 % en 2018-2019).

Les frais de service de la dette atteignaient 1,037 milliard de dollars au 31 mars 2020 (contre 1 milliard en 2018-2019), une hausse de 3,7 %.

Le diagramme suivant illustre les dépenses de fonctionnement du gouvernement par catégorie :

Dépenses par catégorie



Actifs financiers

L'analyse des actifs financiers renseigne les lecteurs sur le montant de ressources que le gouvernement peut convertir en liquidités au besoin pour s'acquitter de ses obligations en cours ou financer des activités futures.

Analyse de l'évolution des actifs financiers

Actifs financiers	2015-2016	2016-2017	2017-2018	2018-2019	2019-2020
	Ch. réels	Ch. réels	Ch. réels	Ch. réels	Ch. réels
(en millions de dollars)					
Trésorerie et équivalents de trésorerie	2 415	2 778	1 725	2 720	2 267
Investissements temporaires	194	376	564	585	561
Comptes débiteurs et avances	1 606	1 771	1 849	1 867	1 857
Stocks	83	67	50	42	30
Placements de portefeuille	1 567	1 461	1 649	1 563	1 798
Prêts et avances	1 447	1 458	1 411	1 529	1 604
Actif net des entreprises publiques	2 716	2 839	2 957	3 035	3 411
Actif net des partenariats commerciaux publics	19	19	19	20	20
Total des actifs financiers	10 047	10 769	10 224	11 361	11 548

Les actifs financiers ont augmenté de 187 millions de dollars, soit de 1,6 %, depuis 2018-2019, globalement. Cette hausse est principalement attribuable à une augmentation des placements de portefeuille de 235 millions de dollars et à une augmentation des capitaux propres dans les entreprises publiques de 376 millions. Cela a été partiellement compensé par une diminution de 453 millions de dollars de la trésorerie et des équivalents de trésorerie.

Passifs

Une analyse des passifs permet aux lecteurs de comprendre et d'évaluer les pressions qui s'exercent sur les actifs financiers. Les passifs sont les dettes et les obligations à assumer au moyen de la trésorerie ou d'autres actifs.

Le total des passifs de 2019-2020 s'est accru de 312 millions de dollars, ou de 0,9 %, par rapport à 2018-2019. Les emprunts ont augmenté de

106 millions de dollars, soit de 0,4 %, par rapport à 2018-2019. L'obligation découlant des régimes de retraite a augmenté de 183 millions de dollars, ou de 6,3 %, par rapport à 2018-2019. Les comptes créditeurs et les charges à payer ont augmenté de 90 millions de dollars, ou de 2,5 %, tandis que les rentrées soumises à restrictions, inscrites comme des recettes différées, ont diminué de 61 millions, ou de 8,6 %.

Analyse de l'évolution des passifs

Passifs	2015-2016	2016-2017	2017-2018	2018-2019	2019-2020
	Ch. réels	Ch. réels	Ch. réels	Ch. réels	Ch. réels
(en millions de dollars)					
Emprunts	25 415	27 397	27 350	29 166	29 272
Créditeurs et charges à payer	3 780	3 675	4 202	3 648	3 738
Produits constatés d'avance	385	396	396	711	650
Obligation découlant des régimes de retraite	2 354	2 557	2 726	2 914	3 097
Autres passifs	19	20	20	17	11
Total des passifs	31 953	34 045	34 694	36 456	36 768

Obligation découlant des régimes de retraite

Le gouvernement a adopté une approche axée sur la prudence et la diversification dans le choix de ses placements, afin de limiter les risques liés à la volatilité des marchés et ainsi protéger l'actif des régimes de retraite. La valeur de l'actif des régimes est déterminée à l'aide d'une méthode de moyenne mobile de la juste valeur. Selon cette méthode, la juste valeur est le fondement, et tout surplus (ou manque à gagner) relatif au rendement du capital investi supérieur (ou inférieur) au taux attendu à long terme est amorti sur une période de cinq ans. Lorsque l'expérience réelle diffère des estimations actuarielles, tant en ce qui concerne les obligations au titre des prestations constituées que les actifs des régimes, la différence est amortie sur la durée résiduelle moyenne d'activité du groupe de salariés liés. Cette méthode de comptabilité pour l'obligation au titre des prestations constituées ainsi que pour les actifs des régimes est conforme aux normes comptables canadiennes pour le secteur public et permet au gouvernement de lisser les gains et les pertes sur plusieurs années.

Dettes nette et déficit accumulé

La dette nette est la différence entre les passifs de la Province et ses actifs financiers. Elle représente la somme des passifs à financer à même les recettes et les impôts à venir. Les pertes d'exploitation ainsi que les investissements dans

les immobilisations corporelles et les autres actifs non financiers augmentent tous la dette nette. La dette nette diminue en fonction des recettes nettes provenant des activités ou des baisses de la valeur des immobilisations corporelles nettes et d'autres actifs non financiers.

La dette nette de 2018-2019, après redressement, se chiffrait à 25 095 millions de dollars et avait marginalement augmenté à 25 220 millions en date du 31 mars 2020.

Les principales raisons de l'augmentation de la dette nette pour 2019-2020 étaient les suivantes :

- Acquisition d'immobilisations corporelles nettes de 187 millions de dollars.
- Augmentation de 12 millions de dollars des autres actifs non financiers.

Contrebalancé par :

- Gain de 69 millions de dollars au titre des autres éléments du résultat étendu.
- Surplus d'exploitation de 5 millions de dollars en 2019-2020.

La dette nette au 31 mars 2020 est inférieure de 893 millions de dollars au montant prévu au budget.

Le déficit accumulé a diminué de 74 millions de dollars (0,7 %) par rapport à 2018-2019 en raison d'un surplus d'exploitation de 5 millions et d'autres éléments du résultat étendu de 69 millions.

Analyse de l'évolution de la dette nette et du déficit accumulé

Dette nette et déficit accumulé	2015-2016	2016-2017	2017-2018	2018-2019	2019-2020
	Ch. réels	Ch. réels	Ch. réels	Ch. réels	Ch. réels
(en millions de dollars)					
Actifs financiers	10 047	10 769	10 224	11 361	11 548
Moins : Total des passifs	(31 953)	(34 045)	(34 694)	(36 456)	(36 768)
Dette nette totale	(21 906)	(23 276)	(24 470)	(25 095)	(25 220)
Actifs non financiers	12 625	13 325	13 688	13 939	14 138
Déficit accumulé total	(9 281)	(9 951)	(10 782)	(11 156)	(11 082)

Actifs non financiers, y compris les immobilisations corporelles

Une analyse des actifs non financiers permet aux lecteurs d'apprécier l'évolution des infrastructures et des actifs non financiers à long terme du gouvernement.

Analyse de l'évolution des actifs non financiers

Actifs non financiers	2015-2016	2016-2017	2017-2018	2018-2019	2019-2020
	Ch. réels	Ch. réels	Ch. réels	Ch. réels	Ch. réels
(en millions de dollars)					
Immobilisations corporelles	12 490	13 190	13 550	13 796	13 983
Charges payées d'avance	59	58	64	72	76
Stocks	76	77	74	71	79
Total des actifs non financiers	12 625	13 325	13 688	13 939	14 138

Les actifs non financiers, p. ex. les immobilisations corporelles, sont généralement des ressources que le gouvernement peut utiliser à l'avenir pour fournir des services. La gestion des actifs non financiers a des répercussions directes sur le niveau et la qualité des services qu'un gouvernement est en mesure de fournir à sa population.

En date du 31 mars 2020, les actifs non financiers présentaient une hausse de 199 millions de dollars, soit de 1,4 %, par rapport à 2018-2018. La plus grande partie des actifs non financiers du gouvernement sont des immobilisations corporelles. La valeur comptable nette des immobilisations corporelles a augmenté

de 187 millions de dollars par rapport à 2018-2019. Les acquisitions d'immobilisations corporelles totalisaient 1 025 millions de dollars en 2019-2020 (comparativement à 1 006 millions en 2018-2019). Ces ajouts comprennent des investissements dans des installations de santé et d'éducation et d'autres infrastructures terrestres comme des routes, des ponts, des ouvrages de régularisation des eaux et des parcs.

Une analyse des immobilisations corporelles aide les lecteurs à connaître la capacité du gouvernement de fournir des services au cours de périodes à venir.

Analyse de l'évolution des immobilisations corporelles

Immobilisations corporelles	2015-2016	2016-2017	2017-2018	2018-2019	2019-2020
	Ch. réels	Ch. réels	Ch. réels	Ch. réels	Ch. réels
(en millions de dollars)					
Terres	289	304	297	306	329
Immeubles et améliorations locatives	5 155	5 470	5 494	5 974	6 309
Véhicules et équipement	808	771	769	750	744
Matériel informatique et logiciels	330	332	278	368	359
Actifs en construction	1 229	1 290	1 426	956	704
Infrastructures	4 679	5 023	5 286	5 442	5 538
Total des immobilisations corporelles	12 490	13 190	13 550	13 796	13 983

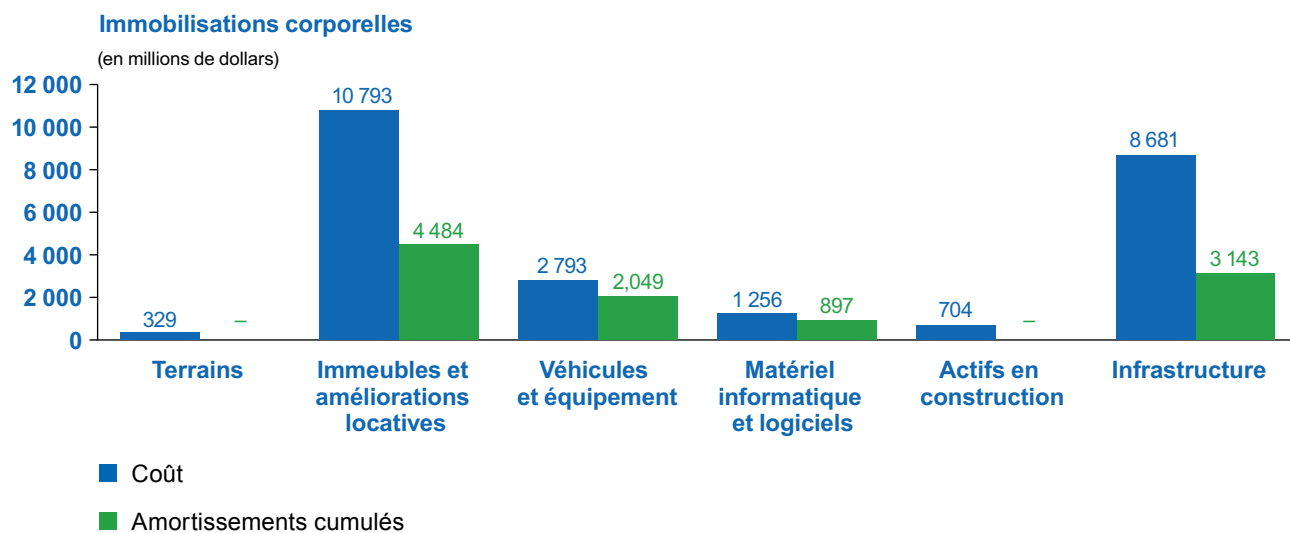
Le gouvernement comptabilise à l'actif le coût brut de ses immobilisations corporelles. Les sommes liées aux projets d'immobilisation et récupérées d'autres administrations sont inscrites comme des recettes au cours de l'exercice où les immobilisations sont achetées ou construites. Les terres de la Couronne transférées à la Province ne sont pas comptabilisées dans les états financiers comme des immobilisations corporelles.

La valeur comptable nette des immobilisations corporelles était de 13 983 millions de dollars à la fin de 2019-2020 (13 796 millions en 2018-2019). Les immeubles et améliorations locatives comprennent les écoles, les établissements de santé et les immeubles de services publics qui appartiennent à la Province.

Le coût total des immobilisations corporelles s'accroît également de façon constante. Il est passé de 20 821 millions de dollars en 2015-2016 à 24 556 millions en 2019-2020, ce qui montre que la Province a davantage d'actifs disponibles pour la prestation de services au cours des périodes à venir.

La catégorie Infrastructure comprend les routes, les ouvrages de régularisation des eaux et les parcs.

Le diagramme suivant illustre les immobilisations corporelles par catégorie et les amortissements cumulés connexes au 31 mars 2020.



FOR THE YEAR ENDED MARCH 31, 2020

Summary Financial Statements

2020



SUMMARY FINANCIAL STATEMENTS

TABLE OF CONTENTS

Statement of Responsibility	55
Auditor's Report	57
Consolidated Statement of Financial Position	63
Consolidated Statement of Revenue and Expense	64
Consolidated Statement of Accumulated Deficit	66
Consolidated Statement of Change in Net Debt	67
Consolidated Statement of Cash Flow	68
Notes to the Summary Financial Statements	69
Schedules To The Summary Financial Statements	
Schedule 1 – Consolidated Statement of Amounts Receivable	99
Schedule 2 – Consolidated Statement of Loans and Advances	100
Schedule 3 – Government Business Enterprises Schedule of Consolidated Operating Results and Financial Position	101
Schedule 4 – Consolidated Statement of Borrowings	102
Schedule 5 – Consolidated Statement of Accounts Payable, Accrued Charges, Provisions and Unearned Revenue	103
Schedule 6 – Consolidated Statement of Pension Liability	104
Schedule 7 – Consolidated Statement of Tangible Capital Assets	106
Schedule 8 – Government Organizations, Components and Business Enterprises Comprising the Government Reporting Entity	107
Schedule 9 – Consolidated Statement of Operations by Sector	110
Schedule 10 – Restated Budget	112

Statement of Responsibility



Finance

Office of the Provincial Comptroller

STATEMENT OF RESPONSIBILITY

The summary financial statements are prepared under the direction of the Minister of Finance in accordance with the stated accounting policies of the Government reporting entity and include summary statements of financial position, revenue and expense, accumulated deficit, change in net debt, cash flow, notes and schedules integral to the statements. Together, they present fairly, in all material respects, the financial position of the Government as at March 31, 2020, and the results of its operations, the changes in its net debt, and its cash flows for the year then ended in accordance with Canadian public sector accounting standards.

The Government is responsible for the integrity and objectivity of the summary financial statements. In the preparation of these statements, estimates are sometimes necessary because a precise determination of certain assets, liabilities, revenues and expenses is dependent on future events. The Government believes such estimates have been based on careful judgements and have been properly reflected in the summary financial statements.

The Government fulfills its accounting and reporting responsibilities, through the Office of the Provincial Comptroller, by maintaining systems of financial management and internal control. The systems are continually enhanced and modified to provide timely and accurate information, to safeguard and control the Government's assets, and to ensure all transactions are in accordance with The Financial Administration Act.

The Auditor General expresses an independent opinion on these financial statements. His report, stating the scope of his audit and opinion, appears on the following page.

These financial statements are tabled in the Legislature. They are referred to the Standing Committee on Public Accounts, which reports to the Legislature on the results of its examination together with any recommendations it may have with respect to the financial statements and accompanying audit opinion.

On behalf of the Government of the Province of Manitoba.

Original signed by Ann Ulusoy

Ann Ulusoy, CPA, CMA
Provincial Comptroller

September 25, 2020



INDEPENDENT AUDITOR'S REPORT

To the Legislative Assembly of the Province of Manitoba

Opinion

We have audited the summary financial statements of the Province of Manitoba (the Province), which comprise the consolidated statement of financial position as at March 31, 2020, and the consolidated statement of revenue and expense, consolidated statement of accumulated deficit, consolidated statement of changes in net debt and consolidated statement of cash flow for the year then ended, and notes to the summary financial statements, including a summary of significant accounting policies.

In our opinion, except for the effects of the matters described in the Basis for Qualified Opinion section of our report, the accompanying summary financial statements present fairly, in all material respects, the consolidated financial position of the Province as at March 31, 2020, and the consolidated results of its operations, consolidated changes in its net debt, and its consolidated cash flows for the year then ended in accordance with Canadian public sector accounting standards (PSAS).

Basis for Qualified Opinion

We conducted our audit in accordance with Canadian generally accepted auditing standards. Our responsibilities under those standards are further described in the *Auditor's Responsibilities for the Audit of the Summary Financial Statements* section of our report. We are independent of the Province in accordance with the ethical requirements that are relevant to our audit of the summary financial statements in Canada, and we have fulfilled our other ethical responsibilities in accordance with these requirements. We believe that the audit evidence we have obtained is sufficient and appropriate to provide a basis for our qualified opinion.

Exclusion of Workers Compensation Board from the summary financial statements

The Province has not included the financial position and results of operations of the Workers Compensation Board (WCB) in the summary financial statements for the years ended March 31, 2020 and March 31, 2019.

In our opinion, the WCB is controlled by the Province, based on the definition of control in PSAS, and should be recorded in the summary financial statements for the years ended March 31, 2020 and March 31, 2019. In this respect, the summary financial statements are not in accordance with PSAS, which requires the financial position and results of operations of controlled entities to be consolidated in the summary financial statements.



Had the Province made an adjustment for this departure from PSAS, the current year equity in government business enterprises would have increased by \$647 million, and accumulated deficit and net debt would each have decreased by \$647 million, the net income from government business enterprises would have increased by \$48 million, other comprehensive income would have decreased by \$33 million, and the annual surplus would have increased by \$48 million.

Additionally, the prior year equity in government business enterprises would have increased by \$632 million, and accumulated deficit and net debt would each have decreased by \$632 million, the net income from government business enterprises would have decreased by \$53 million, other comprehensive loss would have decreased by \$27 million, and the annual deficit would have increased by \$53 million.

Failure to recognize controlled assets

The Province has not included the financial position and results of operations of the Manitoba Agricultural Services Corporation's (MASC) Production Insurance Trust and the Hail Insurance Trust (the Trusts) in the summary financial statements for the years ended March 31, 2020 and March 31, 2019.

In our opinion, the Trusts are assets under the control of the Province, and the financial position and results of operations should be consolidated into the summary financial statements for the years ended March 31, 2020 and March 31, 2019. In this respect, the summary financial statements are not in accordance with PSAS, which require that the Province account for all assets under its control.

Had the Province made an adjustment for this departure from PSAS, the current year cash and cash equivalents would have increased by \$513 million, the accounts payable, accrued charges, provisions and unearned revenue would have increased by \$33 million, and accumulated deficit and net debt would each have decreased by \$513 million, the Agriculture and Resource Development expenses would have increased by \$19 million, the investment income would have increased by \$9 million, and the annual surplus would have decreased by \$10 million.

Additionally, the prior year cash and cash equivalents would have increased by \$481 million, the accounts payable, accrued charges, provisions and unearned revenue would have decreased by \$9 million, accumulated deficit and net debt would each have decreased by \$490 million, the Agriculture and Resource Development expenses would have decreased by \$222 million, the investment income would have increased by \$3 million, and the annual deficit would have decreased by \$225 million.

Combined impact of departures from PSAS

Had the WCB and MASC Trust departures from PSAS been corrected, the Province would have an annual surplus of \$43 million in the current year, and for the prior year would have an annual surplus of \$23 million. The accumulated deficit would be \$9,922 million at March 31, 2020, and \$10,034 million at March 31, 2019.

Combined impact on the annual deficit or surplus		
	2020 (\$ million)	2019 (\$ million)
Annual surplus (deficit) as presented	5	(149)
Operating (loss) surplus of Workers Compensation Board	48	(53)
Net (loss) income of MASC trusts	(10)	225
Annual surplus in accordance with Canadian public sector accounting standards	43	23
Combined impact on the ending accumulated deficit		
	2020 (\$ million)	2019 (\$ million)
Accumulated deficit as presented	(11,082)	(11,156)
Equity of Workers Compensation Board	647	632
MASC Trust Assets	513	490
Accumulated deficit in accordance with Canadian public sector accounting standards	(9,922)	(10,034)

Other Information

The Province is responsible for the other information. The other information comprises the Province of Manitoba Annual Report (the Annual Report), but does not include the summary financial statements and our auditor's report thereon.



Our opinion on the summary financial statements does not cover the other information and we do not and will not express any form of assurance conclusion thereon.

In connection with our audit of the summary financial statements, our responsibility is to read the other information identified above and, in doing so, consider whether the other information is materially inconsistent with the summary financial statements or our knowledge obtained in the audit, or otherwise appears to be materially misstated. If, based on the work we have performed, we conclude that there is a material misstatement of this other information, we are required to report that fact.

As described in the Basis for Qualified Opinion section above, the Province has not accounted for WCB and the MASC Trusts in accordance with PSAS. We have concluded that the other information is materially misstated for the same reasons with respect to these amounts and other items in the Annual Report affected by these departures from PSAS.

Responsibilities of Management and Those Charged with Governance for the summary Financial Statements

Management is responsible for the preparation and fair presentation of the summary financial statements in accordance with PSAS, and for such internal control as management determines is necessary to enable the preparation of summary financial statements that are free from material misstatement, whether due to fraud or error.

In preparing the financial statements, management is responsible for assessing the Province's ability to continue as a going concern, meaning that the Province will continue in operation, and will be able to realize assets and discharge liabilities and meet its statutory obligations in the normal course of operations for the foreseeable future.

Those charged with governance are responsible for overseeing the Province financial reporting process. With respect to the Province, those charged with governance refers to the Minister of Finance.

Auditor's Responsibilities for the Audit of the summary Financial Statements

Our objectives are to obtain reasonable assurance about whether the summary financial statements as a whole are free from material misstatement, whether due to fraud or error, and to issue an auditor's report that includes our opinion. Reasonable assurance is a high level of assurance, but is not a guarantee that an audit conducted in accordance with Canadian generally accepted auditing standards will always detect a material misstatement when it exists. Misstatements can arise from fraud or error and are considered material if, individually or in the aggregate, they could reasonably be expected to influence the economic decisions of users taken on the basis of these summary financial statements.

As part of an audit in accordance with Canadian generally accepted auditing standards, we exercise professional judgment and maintain professional skepticism throughout the audit. We also:

- Identify and assess the risks of material misstatement of the summary financial statements, whether due to fraud or error, design and perform audit procedures responsive to those risks, and obtain audit evidence that is sufficient and appropriate to provide a basis for our opinion. The risk of not detecting a material misstatement resulting from fraud is higher than for one resulting from error, as fraud may involve collusion, forgery, intentional omissions, misrepresentations, or the override of internal control.
- Obtain an understanding of internal control relevant to the audit in order to design audit procedures that are appropriate in the circumstances, but not for the purpose of expressing an opinion on the effectiveness of the Province's internal control.
- Evaluate the appropriateness of accounting policies used and the reasonableness of accounting estimates and related disclosures made by management.
- Conclude on the appropriateness of management's use of the going concern basis of accounting and, based on the audit evidence obtained, whether a material uncertainty exists related to events or conditions that may cast significant doubt on the Province's ability to continue as a going concern. If we conclude that a material uncertainty exists, we are required to draw attention in our auditor's report to the related disclosures in the summary financial statements or, if such disclosures are inadequate, to modify our opinion. Our conclusions are based on the audit evidence obtained up to the date of our auditor's report. However, future events or conditions may cause the Province to cease to continue as a going concern.
- Evaluate the overall presentation, structure and content of the summary financial statements, including the disclosures, and whether the summary financial statements represent the underlying transactions and events in a manner that achieves fair presentation.
- Obtain sufficient appropriate audit evidence regarding the financial information of the entities or business activities within the Province to express an opinion on the consolidated financial statements. We are responsible for the direction, supervision and performance of the group audit. We remain solely responsible for our audit opinion.

We communicate with those charged with governance regarding, among other matters, the planned scope and timing of the audit and significant audit findings, including any significant deficiencies in internal control that we identify during our audit.



We also provide those charged with governance with a statement that we have complied with relevant ethical requirements regarding independence, and to communicate with them all relationships and other matters that may reasonably be thought to bear on our independence, and where applicable, related safeguards.

Winnipeg, Manitoba
September 25, 2020

“Original document signed by”

Tyson Shtykalo, CPA, CA
Auditor General

SUMMARY FINANCIAL STATEMENTS

CONSOLIDATED STATEMENT OF FINANCIAL POSITION

As at March 31, 2020

SCHEDULE	(\$ millions)		
	2020	2019 Restated	
FINANCIAL ASSETS			
	Cash and cash equivalents.....	2,267	2,720
	Temporary investments (Note 2).....	561	585
1	Amounts receivable.....	1,857	1,867
	Inventories for resale.....	30	42
	Portfolio investments (Note 3).....	1,798	1,563
2	Loans and advances.....	1,604	1,529
3	Equity in government business enterprises (Note 4).....	3,411	3,035
	Equity in government business partnerships (Note 5).....	20	20
	Total Financial Assets	<u>11,548</u>	<u>11,361</u>
LIABILITIES			
4	Borrowings.....	29,272	29,166
5	Accounts payable, accrued charges, provisions and unearned revenue.....	4,399	4,376
6	Pension liability (Note 6).....	3,097	2,914
	Total Liabilities	<u>36,768</u>	<u>36,456</u>
	NET DEBT	<u>(25,220)</u>	<u>(25,095)</u>
NON-FINANCIAL ASSETS			
	Inventories held for use.....	79	71
	Prepaid expenses.....	76	72
7	Tangible capital assets.....	13,983	13,796
	Total Non-Financial Assets	<u>14,138</u>	<u>13,939</u>
	ACCUMULATED DEFICIT	<u>(11,082)</u>	<u>(11,156)</u>
	Contingencies (Note 7)		
	Contractual Obligations (Note 8)		
	Contractual Rights (Note 18)		

The accompanying notes and schedules are an integral part of these financial statements.

SUMMARY FINANCIAL STATEMENTS

CONSOLIDATED STATEMENT OF REVENUE AND EXPENSE

For the Year Ended March 31, 2020

	(\$ millions)		
	2020 Budget Restated	2020	2019 Restated
REVENUE			
Income taxes:			
Corporation income tax.....	506	612	606
Individual income tax.....	3,744	3,903	3,628
Other taxes:			
Corporations taxes.....	329	307	321
Fuel taxes.....	349	338	347
Land transfer tax.....	91	93	92
Levy for health and education.....	381	385	376
Retail sales tax.....	2,293	2,262	2,472
Tobacco tax.....	217	220	217
Other taxes	12	13	13
Education property taxes.....	878	874	847
Fees and other revenue:			
Fines and costs and other legal.....	58	58	59
Minerals and petroleum.....	14	17	17
Automobile and motor carrier licences and fees.....	191	194	192
Parks: Forestry and other conservation.....	24	25	26
Water power rentals.....	107	113	103
Service fees and other miscellaneous charges.....	1,513	1,704	1,580
Tuition fees.....	364	386	364
Federal transfers:			
Equalization.....	2,255	2,255	2,037
Canada Health Transfers.....	1,474	1,490	1,413
Canada Social Transfers.....	533	532	518
Shared cost and other transfers.....	553	570	563
Net income from government business enterprises (Schedule 3).....	806	913	919
Sinking funds and other earnings.....	333	377	318
Total Revenue (Schedule 9).....	17,025	17,641	17,028

The accompanying notes and schedules are an integral part of these financial statements.

SUMMARY FINANCIAL STATEMENTS

CONSOLIDATED STATEMENT OF REVENUE AND EXPENSE

For the Year Ended March 31, 2020

	2020 Budget Restated	(\$ millions) 2020	2019 Restated
Total Revenue carried forward	<u>17,025</u>	<u>17,641</u>	<u>17,028</u>
EXPENSES			
Legislative Assembly.....	52	53	47
Executive Council.....	5	5	5
Agriculture and Resource Development.....	444	519	611
Central Services.....	191	187	179
Civil Service Commission.....	23	24	21
Conservation and Climate.....	153	155	167
Crown Services.....	3	2	2
Economic Development and Training.....	1,688	1,637	1,615
Education.....	2,943	2,937	2,866
Families.....	2,208	2,173	2,187
Finance.....	107	102	87
Health, Seniors and Active Living.....	6,674	6,873	6,570
Indigenous and Northern Relations.....	33	28	24
Infrastructure.....	473	526	445
Justice.....	699	691	656
Municipal Relations.....	403	413	385
Sport, Culture and Heritage.....	163	213	151
Enabling Appropriations.....	80	21	136
Other Appropriations.....	50	40	23
Debt Servicing.....	<u>1,088</u>	<u>1,037</u>	<u>1,000</u>
Total Expenses (Schedule 9)	<u>17,480</u>	<u>17,636</u>	<u>17,177</u>
In - Year Adjustment/Lapse*	<u>(95)</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
NET INCOME (LOSS) FOR THE YEAR	<u>(360)</u>	<u>5</u>	<u>(149)</u>

*Note: Adjustments/Lapse was budgeted as an unallocated increase in revenue and/or a decrease in expense sectors listed above. Actual results are reflected within the revenue and expense items above.

The 2019/20 budget has been restated on the same basis as the 2019/20 results for comparative purposes. Please refer to Schedule 10 for further details.

The accompanying notes and schedules are an integral part of these financial statements.

SUMMARY FINANCIAL STATEMENTS

CONSOLIDATED STATEMENT OF ACCUMULATED DEFICIT

For the Year Ended March 31, 2020

	(\$ millions)	
	2020	2019 Restated
Opening accumulated deficit, as previously reported.....	(11,156)	(10,615)
Transition of post-secondary institutions (PSI) to public sector accounting standards without the 4200 series (Note 19A).....	-	(88)
Correction of an accounting error to pension liabilities of post-secondary institutions (Note 19B).....	-	(18)
Change in accounting policy for library books (Note 1.D(vii)).....	<u>-</u>	<u>(61)</u>
Opening accumulated deficit, as restated.....	(11,156)	(10,782)
Other comprehensive income (loss) (Schedule 3).....	69	(225)
Net income (loss) for the year.....	<u>5</u>	<u>(149)</u>
Closing accumulated deficit.....	<u>(11,082)</u>	<u>(11,156)</u>

The accompanying notes and schedules are an integral part of these financial statements.

SUMMARY FINANCIAL STATEMENTS

CONSOLIDATED STATEMENT OF CHANGE IN NET DEBT

For the Year Ended March 31, 2020

	2020 Budget Restated	(\$ millions) 2020	2019 Restated
Net income (loss) for the year.....	(360)	5	(149)
Tangible capital assets (Schedule 7)			
Acquisition of tangible capital assets.....	(1,273)	(1,025)	(1,006)
Amortization of tangible capital assets.....	731	745	723
Disposal of tangible capital assets.....	-	93	39
Net acquisition of tangible capital assets.....	(542)	(187)	(244)
Other Non-Financial Assets			
Decrease (Increase) in inventories.....	-	(8)	3
Decrease (Increase) in prepaid expenses.....	-	(4)	(10)
Net acquisition of other non-financial assets.....	-	(12)	(7)
Other comprehensive income (loss) (Schedule 3).....	-	69	(225)
(Increase) in Net Debt.....	(902)	(125)	(625)
Net Debt, beginning of year, as previously reported.....	(25,211)	(24,999)	(24,360)
Transition of PSI to PSAS without 4200 series (Note 19).....	-	(96)	(110)
Net Debt, beginning of year, as restated.....	(25,211)	(25,095)	(24,470)
Net Debt, end of year.....	(26,113)	(25,220)	(25,095)

The accompanying notes and schedules are an integral part of these financial statements.

SUMMARY FINANCIAL STATEMENTS

CONSOLIDATED STATEMENT OF CASH FLOW

For the Year Ended March 31, 2020

	(\$ millions)	
	2020	2019 Restated
Cash and cash equivalents provided by (used in)		
Operating Activities		
Net income (loss) for the year.....	5	(149)
Changes in non-cash items:		
Temporary investments.....	24	(21)
Amounts receivable.....	-	(36)
Valuation allowance.....	34	15
Inventories.....	4	11
Prepays.....	(4)	(8)
Accounts payable, accrued charges, provisions and unearned revenue.....	23	(242)
Pension liability.....	183	188
Amortization of foreign currency fluctuation.....	4	6
Amortization of debt discount.....	5	(8)
Unamortized losses on derivative contracts.....	12	(12)
Loss on disposal of tangible capital assets.....	93	39
Amortization of tangible capital assets.....	745	723
	<u>1,128</u>	<u>506</u>
Other comprehensive income (loss) (Schedule 3).....	69	(225)
Changes in equity in government business enterprises and government business partnerships...	(376)	(64)
Cash provided by operating activities	<u>821</u>	<u>217</u>
Capital Activities		
Acquisition of tangible capital assets.....	(1,025)	(1,006)
Cash used in capital activities	<u>(1,025)</u>	<u>(1,006)</u>
Investing Activities		
Investments purchased.....	(3,691)	(4,662)
Investments sold or matured.....	2,054	2,299
Cash used in investing activities	<u>(1,637)</u>	<u>(2,363)</u>
Financing Activities		
Debt issued.....	4,713	7,281
Debt redeemed.....	(3,325)	(3,118)
Cash provided by financing activities	<u>1,388</u>	<u>4,163</u>
Increase in cash and cash equivalents	(453)	1,011
Cash and cash equivalents, beginning of year.....	2,720	1,709
Cash and cash equivalents, end of year.....	<u>2,267</u>	<u>2,720</u>
Supplementary information:		
Interest received.....	<u>374</u>	<u>296</u>
Interest paid.....	<u>1,023</u>	<u>994</u>

The accompanying notes and schedules are an integral part of these financial statements.

Notes to the Summary Financial Statements

For the Year Ended March 31, 2020

1. Significant Accounting Policies

A. GENERAL BASIS OF ACCOUNTING

The summary financial statements have been prepared in accordance with Canadian public sector accounting standards.

B. THE GOVERNMENT REPORTING ENTITY

Various government components, government organizations (GOs), government business enterprises (GBEs) and government business partnerships (GBPs) comprising the Government Reporting Entity (GRE) are listed in Schedule 8 to the summary financial statements.

To be considered a part of the GRE, an organization must be controlled by the Government or under the shared control of the Government. Control, as defined by the Public Sector Accounting Board (PSAB), is the power to govern the financial and operating policies of another organization with expected benefits or the risk of loss to the Government from the other organization's activities.

The not-for-profit personal care homes are individual corporations operated by their own boards of directors. The personal care homes are included in the GRE. The nature of the relationship between the Province and not-for-profit personal care homes is such that control over their assets has been determined to exist for accounting purposes only and not for legal purposes.

C. BASIS OF CONSOLIDATION

GOs, with the exception of GBEs and GBPs, are consolidated after adjusting their accounting policies to a basis consistent with the accounting policies of the GRE as outlined in note 1D of the significant accounting policies. Inter entity accounts and transactions are eliminated upon consolidation, except for retail sales tax. Where the fiscal year end dates of the GOs are not the same as that of the GRE, and their transactions significantly affect the financial statements, their financial results are updated to March 31.

GBEs, whose principal activity is carrying on a business, maintain their accounts in accordance with accounting principles which are generally accepted for business enterprises and which are considered appropriate to their individual objectives and circumstances. They derive the majority of their revenue from sources outside the GRE. They are reported in these summary financial statements using the modified equity method of accounting. Under the modified equity method, the original investment of the Government, in GBEs, is initially recorded at cost and adjusted annually to include the net income or losses and other net equity changes of these enterprises, without adjusting their accounting policies to a basis consistent with that of the GRE.

The financial results of GBEs are not updated to March 31, where their fiscal year end is not the same as that of the GRE, except when transactions, which would significantly affect the summary financial statements, occur during the intervening period. Inter-entity accounts and transactions with GBEs are not eliminated. Supplementary financial information describing the financial position and results of operations of these enterprises is presented in Schedule 3 to the summary financial statements.

1. Significant Accounting Policies (continued)

The characteristics of a GBP are similar to a GBE except the organization is a partnership under shared control, rather than a government organization under the control of the Province. GBPs are accounted for in the summary financial statements using the modified equity method. The Province accrues its share of the GBP's net income or losses, and other net equity changes, without adjusting the GBP's accounting policies to a basis consistent with that of the GRE. The Province's share of the assets, liabilities and results of operations for its GBPs are presented in Note 5 to the summary financial statements.

D. BASIS OF SPECIFIC ACCOUNTING POLICIES

(i) **Gross Accounting Concept**

Revenues and expenses are recorded as gross amounts with the following exceptions:

- (1) Refunds of revenue are treated as reductions of current year revenue.
- (2) Decreases in valuation allowances are treated as reductions to expense.
- (3) Where there is sufficient evidence that the borrowings undertaken by the Government are specifically on behalf of a GBE, the recoveries of the debt servicing costs on self-sustaining debt of GBEs are recorded as a reduction of debt servicing expense.

(ii) **Revenue**

(1) *Government transfers*

Transfer payments from the Government of Canada include all accruals determined for current year entitlements that have been authorized by March 31, for which any eligibility criteria have been met and that can be reasonably estimated.

(2) *Taxes*

Revenues from individual and corporation income tax are accrued in the year earned based upon estimates made by the Government of Canada using statistical models. These revenues are recorded at estimated amounts after considering adjustments for tax concessions and other adjustments from the Government of Canada. Transfers made through the tax system are recognized as an expense.

Revenues from other taxes are accrued in the year earned and are recorded net of tax concessions and other adjustments. Transfers made through the tax system are recognized as an expense.

(3) *Other revenue*

All other revenues are recorded on an accrual basis except when the accruals cannot be determined with a reasonable degree of certainty or when their estimation is impracticable.

(iii) **Expenses**

(1) *Accrual accounting*

All expenses incurred for goods or services received are recorded on an accrual basis.

Expenses include provisional amounts recorded in anticipation of costs, which are quantifiable and have been identified as obligations.

(2) *Government transfers*

Government transfers are recognized as expenses in the period in which the transfer is authorized, any eligibility criteria are met, and the amounts can be reasonably estimated. A liability is recorded to the extent that a transfer gives rise to an obligation that meets the definition of a liability in accordance with the criteria in PS 3200 Liabilities.

1. Significant Accounting Policies (continued)

(3) *Externally restricted assets and revenues*

Externally restricted inflows are recognized as revenue in the period in which expenses are incurred for the purposes specified. Externally restricted inflows received before the expenses are incurred are reported as a liability.

(iv) **Financial Assets**

(1) *Accounts receivable*

Accounts receivables are recorded at their full expected amount. A valuation allowance is recorded when collection of the receivable is considered doubtful.

(2) *Loans and advances*

Loans and advances are recorded at cost less valuation allowances. A valuation allowance is provided to reduce the value of the assets to their estimated realizable value or to reflect the impact of significant concessionary terms on outstanding loans. Valuation allowances are made when collection is considered doubtful. Premiums that may arise from the early repayment of loans or advances are reflected as unearned revenue and are amortized monthly to debt servicing expense over the term of the loan or advance.

(3) *Investments*

Investments denominated in foreign currency are translated to the Canadian dollar equivalent at the exchange rate in effect at March 31, unless the rate of exchange or a forward foreign exchange contract fixing the value has been negotiated, in which case that rate or amount is used. The investment translation adjustments reflecting the foreign currency fluctuation between year ends are amortized monthly over the remaining life of the investment and are included with debt servicing expense. Expenses and other transaction charges incurred on the purchase of investments during the year are charged to debt servicing expense. Those expenses incurred in a foreign currency are translated at the exchange rate in effect on the transaction date. Gains and losses on terminated derivative contracts are deferred and amortized on a straight-line basis over the remaining term of the contract.

(4) *Inventories for resale*

Inventories held for resale are recorded at the lower of cost and net realizable value.

Inventory for resale includes land under development. Land under development includes the value of land and all costs directly related to the land improvement. Inventories for resale also includes development, site preparation, architectural, engineering, surveying, fencing, landscaping and infrastructure for electrical, roads and underground works.

Land held for future development or sale is valued at the lower of cost or appraised value adjusted for estimated disposal purchase price and related acquisition costs.

(v) **Liabilities**

Liabilities are present obligations to outside parties, including GBEs, as a result of transactions and events occurring prior to the year end. The settlement of the liabilities will result in the future transfer or use of assets or other form of settlement. Liabilities are recorded at the estimated amount ultimately payable.

(1) *Borrowings*

All borrowings are expressed in Canadian dollars and are shown net of unamortized debt issue costs and debt of the Government held as provincial investments. Foreign borrowings are translated

1. Significant Accounting Policies (continued)

at the exchange rate in effect at March 31, adjusted for any forward foreign exchange contract entered into for settlement after the fiscal year end. Discounts or premiums, and commissions incurred at the time of the issue of debt are amortized monthly to debt servicing expense over the term of the debt.

The year end translation adjustments reflect the foreign currency fluctuation at the issue date and are recorded through the unamortized foreign currency fluctuation account. They are amortized monthly to debt servicing expense over the remaining term of the debt. The unamortized portion of foreign currency fluctuation also reflects the gains or losses on the translation of foreign currency debt called prior to maturity using the rates in effect at the time of the call. The gains or losses are amortized over the original remaining term of the debt or over the term of the replacement issue, whichever is shorter.

Premiums on interest rate options are amortized monthly over the period of the applicable agreement. If the option is exercised, the premium will continue to be amortized to the maturity date of the agreement. If the option is not exercised, any unamortized premium will be immediately taken into revenue or expense. Gains and losses on terminated derivative contracts are deferred and amortized on a straight-line basis over the remaining term of the contract.

(2) *Pension liability*

The Government accounts for employee pension plans by recognizing a liability and an expense in the reporting period in which the employee has provided service using the accrued benefit actuarial cost method, except as disclosed in Note 6. The value of plan assets is determined using a moving average fair value method. Under this method, fair value is the underlying basis, with any excess (or shortfall) of investment returns over (or below) the expected long-term rate being amortized over a five year period. When actual experience varies from actuarial estimates, for both the accrued benefit obligation and plan assets, the difference is amortized over the expected average remaining service life of the related employee group. Past service costs from plan amendments are recognized in full as expenses in the year of the amendment.

(3) *Employee future benefits*

The Government recognizes the cost of accumulating benefits in the periods the employee provides service. For benefits that do not vest or accumulate, a liability is recognized when the event that obligates the Government to pay benefits occurs. Liabilities for severance, long term disability income plan and workers compensation claims are based upon actuarial calculations.

The periodic actuarial valuations of these liabilities may determine that adjustments are needed to the actuarial calculations because actual experience is different from that expected and/or because of changes in the actuarial assumptions used. The resulting actuarial gains or losses for the severance liability are amortized over the expected average remaining service life of the related employee group. Actuarial gains and losses for the Long Term Disability Income Plan and the workers compensation claims are recognized as they arise. The liability is included under employee future benefits.

The Government accrues a liability for vacation pay and accumulating, non-vesting sick pay benefits. The liability for accumulating, non-vesting sick pay benefits is based upon a review of past experience. A liability is extrapolated upon the expected future utilization of current accumulated benefits. The liability is recognized under salaries and benefits.

1. Significant Accounting Policies (continued)

(4) *Guarantees*

Guarantees by the Government are made through specific agreements or legislation to repay promissory notes, bank loans, lines of credit, mortgages and other securities. The provisions for losses on guaranteed loans are determined by a review of individual guarantees. A provision for losses on these guarantees is recorded when it is likely that a loss will occur. The amount of the loss provision represents the Government's best estimate of probable claims against the guarantees. Where circumstances indicate the likelihood of claims arising, provisions are established for those loan guarantees.

(5) *Liability for contaminated sites*

The Government recognizes a liability for remediation of contaminated sites when the following criteria have been met: there is evidence that contamination exceeds an environmental standard, the Government is directly responsible or accepts responsibility for the contamination, it is expected that future economic benefits will be given up and a reasonable estimate of the amount can be made. In cases where the Government's responsibility is not determinable, a contingent liability may be disclosed.

The liability reflects the Government's best estimate of the amount required to remediate the site to the current minimum standard of use prior to contamination, as of the financial statement date. The liability is determined on a site-by-site basis and is reduced by estimated recoveries from third parties. Recorded liabilities are adjusted each year for the passage of time, new obligations, changes in management estimates and actual remediation costs incurred. The Government measures the liability using present value techniques when cash flows are expected to occur over extended future periods.

The Province's ongoing efforts to assess contaminated sites are expected to result in additional environmental remediation liabilities related to newly identified sites, or changes in the assessments, including mine sites. Any changes to the Province's liabilities for contaminated sites will be accrued in the year in which they are assessed as likely and measurable.

(vi) **Non-Financial Assets**

(1) *Recognition and measurement*

In the public sector, recognition and measurement of tangible capital and other non-financial assets are based on their future service potential. Generally, such assets do not generate future net cash inflows. Therefore, these assets will not provide resources to discharge the liabilities of the Government. For non-financial assets, the future economic benefit consists of their capacity to render service to fulfill the Government's objectives.

(2) *Inventories*

Inventories held for resale are classified as non-financial assets if it is anticipated that the sale will not be completed within one year of the reporting date. Inventories held for use are classified as non-financial assets.

(3) *Prepaid expenses*

Prepaid expenses are payments for goods or services that will provide economic benefits in future periods. The prepaid amount is recognized as an expense in the year the goods or services are used or consumed.

1. Significant Accounting Policies (continued)

(4) *Tangible capital assets*

The cost of tangible capital assets purchased includes the purchase price as well as costs such as installation costs, design and engineering fees, survey and site preparation costs and other costs incurred to put the asset into service. The cost of tangible capital assets constructed by the Government includes all direct construction costs such as materials, labour, design, installation, engineering, architectural fees, and survey and site preparation costs. It also includes overhead costs directly attributable to the construction activity such as licenses, inspection fees, indirect labour costs, and amortization expense of any equipment, which was used in the construction project. Any carrying costs associated with the development and construction of tangible capital assets is included in the cost of the asset, provided the cost exceeds \$20 million and development time exceeds one year.

Certain assets, which have historical or cultural value, including works of art, historical documents as well as historical and cultural artefacts are not recognized as tangible capital assets because a reasonable estimate of the future benefits associated with such property cannot be made. Economic resources such as Crown land, mineral rights, timber rights, fish and wildlife meet the definition of an asset, however they are not recognized in the summary financial statements because an appropriate basis of measurement and a reasonable estimate of the amount involved cannot be made; or Canadian public sector accounting standards prohibit its recognition.

Tangible capital assets are amortized on a straight-line basis over their estimated useful lives as follows:

General Tangible Assets:

Land	Indefinite
Buildings and leasehold improvements	
Buildings	10 to 60 years
Leasehold improvements	Life of lease
Vehicles and equipment	
Vehicles	3 to 10 years
Aircraft and vessels	5 to 24 years
Machinery, equipment and furniture	3 to 20 years
Maintenance and road construction equipment	11 to 15 years
Computer hardware, software licences	3 to 15 years

Infrastructure Assets:

Land	Indefinite
Land improvements	10 to 30 years
Transportation	
Bridges and structures	40 to 75 years
Provincial highways, roads and airstrips	10 to 40 years
Dams and water management structures	40 to 100 years

One-half of the annual amortization is charged in the year of acquisition and in the year of disposal. Assets under construction are not amortized until the asset is put into service.

1. Significant Accounting Policies (continued)

(vii) Change in Accounting Policy

Effective April 1, 2019, the Government changed its accounting policy to record library books as expenditures. Previously, they were recorded as tangible capital assets. The Government undertook a review of library books and determined that the majority of the balance either do not meet the capitalization thresholds or are considered intangibles according to PS 1000. This change in accounting policy was applied retroactively, resulting in a \$61 million increase in the opening accumulated deficit.

(viii) Future Changes in Accounting Standards

PSAB has issued new accounting standards effective April 1, 2022:

- *PS 1201 Financial Statement Presentation* replaces PS 1200 with general reporting principles for disclosure of information and is effective in the period PS 2601 and PS 3450 are adopted
- *PS 2601 Foreign Currency Translation* replaces PS 2600 with revised accounting and reporting principles for transactions that are denominated in a foreign currency
- *PS 3041 Portfolio Investments* replaces PS 3040 with revised accounting and reporting principles for portfolio investments and is effective in the period PS 2601 and PS 3450 are adopted
- *PS 3280 Asset Retirement Obligations* defines and provides guidance for accounting and reporting retirement obligations associated with tangible capital assets and includes the withdrawal of *PS 3270 Solid Waste Landfill Closure and Post-Closure Liability*
- *PS 3450 Financial Instruments* defines and provides guidance for accounting and reporting all types of financial instruments including derivatives

These new accounting standards have not been applied in preparing these consolidated financial statements. The Province is currently assessing the impact of these new standards, and the extent of the impact of their adoption on the consolidated financial statements has not yet been determined. Earlier adoption is permitted.

(ix) Classification by Sector

The Province reports operational results under the following sectors: health, education and economic development, families, community and resource development, justice and other expenditures, and general government. The entities and departments included in each sector are identified in Schedule 8 to the summary financial statements.

The health sector includes provincial health care programs and includes all health related entities and services.

The education and economic development sector includes all education services including elementary, secondary and post-secondary services, including the pension related expenses associated with public schools and post-secondary institutions. It includes employment and training programs. It also includes other education services such as skills, trades and workplace-based training programs and the advancement of economic development opportunities aligned with labour market needs.

The families sector includes all social services related to employment and income support for individuals in need as well as a comprehensive range of social services and financial assistance programs provided to Manitobans throughout the Province. The sector also contains the

1. Significant Accounting Policies (continued)

management and administration of housing policies and benefits for low to moderate income renters and homeowners.

The community and resource development sector includes the promotion, development and conservation of the Province's natural resources. It also includes the operation and maintenance of transportation systems such as highway infrastructure and other Government infrastructure.

The justice and other expenditures sector includes general administration, finance, executive and legislature, cultural and sport related activities. The sector contains criminal and civil legal services and programs that protect the rights of Manitobans.

The general government sector is comprised of those activities that cannot be allocated to the specific sectors noted above. Inter-segment transfers between sectors are measured at the exchange amount.

E. MEASUREMENT UNCERTAINTY

Estimates are used to accrue revenues and expenses in circumstances where the actual accrued revenues and expenses are unknown at the time the financial statements are prepared. Uncertainty in the determination of the amount at which an item is recognized in the financial statements is known as measurement uncertainty. Such uncertainty exists when there is a variance between the recognized amount and another reasonable amount, as there is whenever estimates are used.

Measurement uncertainty in these financial statements exists in the accrual of individual and corporate income taxes, Canada Health Transfer and Canada Social Transfer entitlements, and accrual for federal shared cost programs. It also includes accruals for pension obligations, accruals for the remediation of contaminated sites, allowances for doubtful loans, accruals for liabilities valued through actuarial valuations, such as long term disability, severance, sick pay obligations, workers compensation claims and advances and provision for losses on guarantees.

While best estimates are used for reporting items, it is reasonably possible that changes in future conditions, occurring within one fiscal year could require a material change in the amounts recognized and disclosed. The amount of income tax attributable to the year can change as a result of reassessments in subsequent years. The estimates at the time are based on the best information available at the time of preparation of the financial statements. The uncertainty due to the COVID-19 pandemic and variability of the final amounts attributed to the year cannot be reasonably determined.

The nature of the uncertainty related to the accrual of health and social transfer payments from the Government of Canada and individual and corporate income taxes arises because of the possible differences between the estimates for the economic factors used in calculating the accruals and actual economic results.

Uncertainty related to accruals for pension obligations arises because actual results may differ significantly from the Government's best estimates of expected results based on variables such as earnings on the pension investments, salary increases and the life expectancy of claimants.

Uncertainty related to the accrual for the remediation of contaminated sites exists because the remediation activities, methods and the extent of contamination may differ significantly from the Government's original assessment of the site and proposed remediation plans.

Uncertainty concerning the allowance for doubtful loans and advances is based upon actual collectability and changes in economic conditions.

2. Temporary Investments

	(\$ millions)	
	2020	2019
Temporary investments	561	585

Temporary investments are recorded at cost, which approximates market value. Temporary investments consist of investments with financial institutions, government bonds and other short term investment vehicles. All of the securities have terms to maturity of less than one year.

3. Portfolio Investments

	(\$ millions)	
	2020	2019
Sinking funds	974	741
Other investments	824	822
	1,798	1,563

Portfolio investments are recorded using the cost method. Under this method, any discount or premium arising on the purchase of a fixed term security is amortized over the period to maturity. Portfolio investments are written down to market value only in those circumstances where the loss in value is other than temporary in nature. As at March 31, 2020, the market value of portfolio investments was \$2,517 million (2019 – \$2,011 million).

SINKING FUNDS

Section 60 of The Financial Administration Act authorizes the Minister of Finance to provide for the creation and management of sinking funds for the orderly retirement of debt. The Government's sinking fund currently provides for the repurchase of foreign debt and the pre-funding of maturing debt issues. The sinking fund is invested principally in securities issued or guaranteed by federal and provincial governments. Sinking funds are invested in fixed income securities as follows:

	(\$ millions)			
	2020		2019	
	Book Value	Fair Value	Book Value	Fair Value
Government of Canada, direct and guaranteed	31	32	38	39
Provincial, direct and guaranteed	828	803	591	587
Municipal	111	111	110	111
Corporate	4	4	2	3
	974	950	741	740

Investment revenue earned on sinking funds during the year was \$44 million (2019 – \$28 million).

3. Portfolio Investments (continued)

The sinking funds are allocated as follows:

	(\$ millions)	
	2020	2019
Sinking funds	977	745
Less: Uninvested portion of sinking funds held in cash and cash equivalents	(3)	(4)
Total sinking funds held in portfolio investments	974	741

OTHER INVESTMENTS

	(\$ millions)	
	2020	2019
Guaranteed investment certificates	11	25
Bonds – Government of Canada, provincial and municipal	551	302
Bonds – Corporate	170	157
Equity investments	37	246
Investments in real estate	55	92
	824	822

As at March 31, 2020 the market value of other investments was \$1,567 million (2019 – \$1,272 million). Other investments earned \$55 million during the year (2019 – \$25 million).

4. Equity in Government Business Enterprises

The GBEs that are included in the summary financial statements are listed in Schedule 8 and are classified as follows:

Category	Definition
Utility	An enterprise which provides public utility services for a fee. This category includes Manitoba Hydro-Electric Board.
Insurance	An enterprise which provides insurance coverage services to the public for a fee. This category includes Manitoba Public Insurance Corporation and Deposit Guarantee Corporation of Manitoba.
Finance	Enterprises which provide regulatory control, and are revenue generating or enterprises which use economy of scale to deliver goods and services to the public. This category includes Manitoba Liquor and Lotteries Corporation.

The operating results and financial position of each GBE category are reported in Schedule 3 to the summary financial statements. The year end of each GBE is as follows:

Manitoba Hydro-Electric Board	March 31, 2020
Manitoba Liquor and Lotteries Corporation	March 31, 2020
Deposit Guarantee Corporation of Manitoba	December 31, 2019
Manitoba Public Insurance Corporation (MPIC)	March 31, 2020

MPIC's financial statements for the 2019/20 fiscal period includes 13 months ending March 31, 2020.

4. Equity in Government Business Enterprises (continued)

Included in the equity in GBEs are equities, which are restricted for use by provincial legislation and thereby not available to discharge Government liabilities or to finance other Government programs. The equity in GBEs is comprised of:

	(\$ millions)	
	2020	2019
Restricted Equity in Government Business Enterprises:		
Deposit Guarantee Corporation of Manitoba	365	327
Manitoba Hydro-Electric Board	2,394	2,261
Manitoba Public Insurance Corporation	634	430
	3,393	3,018
Unrestricted Equity in Government Business Enterprises:		
Manitoba Liquor and Lotteries Corporation	5	5
Manitoba Public Insurance Corporation	13	12
	18	17
Equity in Government Business Enterprises	3,411	3,035

5. Equity in Government Business Partnerships

North Portage Development Corporation (NPDC) is a government partnership that is owned equally by the Government of Canada, the Province of Manitoba and the City of Winnipeg. The mission of NPDC is to act as a catalyst, encouraging activities for people in the downtown through public and private partnerships and to work to ensure financial self-sufficiency. NPDC is responsible for the continuing renewal and stewardship of two sites in Winnipeg's downtown: the North Portage area and The Forks. NPDC is involved in certain business and core activities regarding the ownership, development and management of its two sites that include land investment properties and public amenities.

The Province's share of the equity at March 31, 2020 is \$20 million (2019 – \$20 million). The Province's share of the operating results for the year ended March 31, 2020 was \$ nil (2019 – \$ nil) and is included in fees and other revenues.

5. Equity in Government Business Partnerships (continued)

The condensed supplementary financial information of NPDC is as follows:

	(\$millions)	
	2020	2019
Property, plant and equipment and investment in properties and infrastructure enhancements	77	76
Short-term investments and other assets	6	7
	83	83
Deferred contributions from shareholders	10	10
Long-term mortgage	9	9
Current and other liabilities	4	5
	23	24
Net equity	60	58
	83	82
Comprehensive income		
Revenues	17	16
Expenses	13	13
Operating income before amortization	4	3
Amortization	(3)	(2)
Net income for the year	1	1

6. Pension Plans

The Government participates in various pension plans. The two primary plans in which the Government directly participates are the Civil Service Superannuation Plan and the Teachers' Pension Plan. As per the Acts that administer these plans, the Government is responsible for 50% of pension benefits earned by employees. These Plans are joint trustee plans. The Government's pension liability reflects its share of the actuarial present values of pension benefits attributed to services rendered by employees and former employees, net of any plan assets that are set aside by the Government in an irrevocable trust. As of March 31, 2020, the pension liability for the Civil Service Superannuation Plan was \$1,010 million (2019 – \$958 million) and the pension liability for the Teachers' Pension Plan was \$1,901 million (2019 – \$1,773 million).

Other pension plans in which the Government participates include the Members of the Legislative Assembly Plan, the Legislative Assembly Pension Plan, the Judges' Supplemental Pension Plan and the Winnipeg Child and Family Services Employee Benefits Retirement Plan. The Government is responsible for any excess of accrued pension benefits over pension fund assets for these plans.

The Government also includes several other pension plans in its pension liability. These other plans include post-secondary education pension plans and public school divisions' pension plans. Post-secondary education pension plans include the University of Manitoba Pension Plans, the University of Winnipeg Pension Plan and the Brandon University Retirement Plan. Public school divisions' pension plans include the Winnipeg School Division Pension Fund for Employees Other Than Teachers, Retirement Plan for Non-Teaching Employees of the St. James-Assiniboia School Division, Retirement Plan for Employees of

6. Pension Plans (continued)

Frontier School Division and School District of Mystery Lake Pension Plan. The Government is responsible for any excess of accrued pension benefits over pension fund assets for these plans.

Employees in the health sector are members of the Healthcare Employees Pension Plan, a multi-employer defined benefit pension plan established between employees and participating boards. Because the Government does not sponsor this plan, the accrued benefit liability of this plan is not recognized in these financial statements. The annual net benefit plan expense is the amount of required contributions provided for employees' services rendered during the year. During the year, the Government expensed contributions to this plan of \$198 million (2019 – \$188 million). At December 31, 2019 the Plan had an excess of net assets available for benefits over pension obligations of \$991 million (December 31, 2018 – \$178 million).

As at March 31, 2020, the total pension liability being reflected in the summary financial statements was \$3,097 million (2019 – \$2,914 million). Details related to the pension liability are provided in Schedule 6 to the summary financial statements. The following provides general information on the contributions and benefit formula of the various pension plans, which are included in this schedule.

A. CIVIL SERVICE SUPERANNUATION PLAN

The Civil Service Superannuation Act (CSSA) established a defined benefit plan to provide benefits to employees of the Manitoba Civil Service and to participating agencies of the Government through the Civil Service Superannuation Fund (CSSF).

The lifetime pension calculation equals 2% of a member's best five-year average yearly pensionable earnings multiplied by pensionable service, minus 0.4% of the average Canada Pension Plan (CPP) earnings multiplied by pensionable service since January 1, 1966.

The CSSA requires employees to contribute 8.0% of pensionable earnings up to the CPP maximum pensionable earnings, and 9.0% on pensionable earnings above the maximum.

89.8% of employee contributions are used to fund basic benefits and 10.2% of employee contributions are allocated to funding indexing benefits. The Government funds 50% of the monthly pension retirement benefits paid to retirees.

Indexing benefits are not guaranteed and are paid only to the extent that the indexing adjustment account in CSSF can finance one-half of the cost-of-living increases granted. The maximum annual adjustment is limited by legislation to two-thirds of the increase in the Consumer Price Index for Canada.

As CSSF is a joint trusted plan, Schedule 6 only reports the Province's conditional share of the net obligation. The estimated financial position of both the employee and employer components of the Civil Service Superannuation Plan are reported in the December 31, 2019 audited financial statements of CSSF. At December 31, 2019, after accounting for provincial pension assets held in trust and trust assets held in trust for GBEs, CSSF had an estimated accrued net obligation of \$1,434 million (2018 – \$1,892 million).

This valuation is not on the same basis of reporting as the summary financial statements and does not include adjustments for unamortized actuarial gains or losses nor the impact of valuing assets on a market related value basis as opposed to market value. This valuation also includes estimated net obligations related to GBEs, which are included in the summary financial statements on a modified equity basis, and other entities that are not part of the GRE.

6. Pension Plans (continued)

B. TEACHERS' PENSION PLAN

The Teachers' Pensions Act (TPA) established a defined benefit plan to provide pension benefits to teachers who have taught in public schools in Manitoba.

The lifetime pension calculation is generally based upon 2% of a member's average salary of the best five of the final 12 years of service (best seven prior to July 1, 1980) multiplied by pensionable service, minus the years of service multiplied by 0.6% of the annual salary up to the yearly maximum pensionable earnings. The pension amount is subject to a maximum of 70% of the average annual salary used above.

The TPA requires that teachers contribute 7.3% of pensionable earnings up to the CPP maximum earnings, and 8.9% of pensionable earnings above the maximum. Commencing September 1, 2012 teacher contributions increased 0.5% per year and continued increasing until September 1, 2015. As of September 1, 2015 the TPA requires teachers to contribute 8.8% of pensionable earnings up to the CPP maximum pensionable earnings and 10.4% of pensionable earnings above the maximum. 83.2% of teacher's contributions are used to fund basic benefits and 16.8% of teachers contributions are allocated for funding indexing benefits.

On May 16, 2018, the Lieutenant Governor in Council approved a regulation to disburse the restricted surplus held in the Pension Adjustment Account over a five-year period commencing with the Cost of Living Adjustment (COLA) granted effective July 1, 2018. The restricted surplus disbursement will increase the 2019 COLA by 0.20%, resulting in a total COLA of 1.23% effective July 1, 2019. The balance of the restricted surplus will be disbursed in equal amounts over the following four years, ending with the COLA effective July 1, 2022. It is estimated that COLA would increase by a further 0.17% on average from 2019 to 2022, for a cumulative increase of between 0.8% and 0.9% by the end of the five-year disbursement period. Actual increases will depend on the economic and demographic conditions that occur during the disbursement period. Pensions are adjusted annually by the lesser of the change in the Canada Consumer Price Index (December over December), or the amount actuarially available to fund one-half of the COLA.

As the Teachers' Pension Plan is a joint trustee plan, Schedule 6 only reports the Province's conditional share of the net obligation. The estimated financial position of both the employee and employer components of the Teachers' Pension Plan are reported in the December 31, 2019 audited financial statements of Teachers' Retirement Allowances Fund (Fund). At December 31, 2019, after accounting for provincial pension assets held in trust, the Fund had an estimated accrued net surplus of \$1,089 million (2018 – net obligation of \$ 672 million). This valuation is not on the same basis of reporting as the summary financial statements and does not include adjustments for unamortized actuarial gains or losses nor the impact of valuing assets on a market related value basis as opposed to market value.

C. OTHER GOVERNMENT PLANS

(i) *Members of the Legislative Assembly Plan*

The pension plan for Members of the Legislative Assembly (MLAs) is established and governed by The Legislative Assembly Act (LAA).

For MLAs elected prior to the dissolution of the Assembly of the 35th Legislature, the LAA provides for defined pension benefits based on years of service to April 1995. The calculation for defined pension benefits is equal to 3% of the average annual indemnities for the last five years served as

6. Pension Plans (continued)

a member or all the years served; if less than five, multiplied by the number of years of pensionable service up to April 1995. These entitlements are fully indexed to cost of living increases.

For those MLAs elected after the 35th Legislature in April 1995, the LAA provides for matching contributions. Under the matching contributions provisions, MLAs may contribute up to 7.0% of their remuneration toward a Registered Retirement Savings Plan (RRSP) of their choice. The Government matches the member's contributions on a current basis; consequently, there is no liability for past service benefits under this component of the plan. In the event that a member withdraws money from the RRSP, while an active member of the Legislative Assembly, the Government's contribution would be refundable back to the Government.

(ii) **Legislative Assembly Pension Plan**

The Members' Retirement Benefits Regulation of The Legislative Assembly Act established a defined benefit plan, effective December 7, 2005 that provides pension benefits to eligible MLAs who elect to participate in the plan.

The pension benefits accumulate up to a maximum period of 35 years at 2% per year of pensionable service based upon the average of the best five-year annual salaries, reduced by an amount equal to 0.25% times the number of months before the member's 60th birthday that the first pension payment is made. These entitlements are indexed to 2/3 of cost of living increases.

Active members must contribute 8.0% of their earned salary to the plan. The Government makes contributions as necessary to ensure the pension fund has sufficient assets to cover the monthly pension payments to retirees as well as ensuring there are sufficient funds to cover any of the plan's liabilities. Any surplus of plan assets over the pension obligation can be used by the Government to reduce future contributions.

(iii) **Judges' Supplemental Pension Plan**

Manitoba Provincial Court Judges and Masters are members of the Civil Service Superannuation Plan; however, they also receive enhanced pension benefits under the Manitoba Provincial Court Judges and Masters' Supplemental Pension Plan. These supplemental pension benefits for judges are the difference between the total pension benefits for judges, including the amendments introduced by Judicial Compensation Committees, and the formula pension available under The Civil Service Superannuation Act (CSSA) as described above in Note 6A.

The supplemental pension is generally based upon an accrual rate of 3% for each year of service, as a judge, up to a maximum of 23.5 years, reduced by the pension provided under the CSSA. The combined total of the Judges' Supplemental Pension and Civil Service Superannuation Pension is subject to a maximum of 70% of earnings. These enhanced benefits are entirely funded by the Government.

(iv) **Winnipeg Child and Family Services Employee Benefits Retirement Plan**

Established effective December 29, 2003, the Winnipeg Child and Family Services Employee Benefits Retirement Plan applies to employees of the former Winnipeg Child and Family Services Agency who transferred to the Department of Families.

The lifetime pension calculation equals 1.4% of the member's highest average pensionable earnings up to the CPP maximum and 2.0% of any excess earnings multiplied by pensionable service. The lifetime pension is subject to an overall maximum of the member's number of years

6. Pension Plans (continued)

of contributory service, multiplied by the lesser of \$1,722 or such greater amount permitted under the Income Tax Act, and 2% of the member's highest average indexed compensation in any 3 overlapping periods of 12 consecutive months. Indexing payments are subject to approval by the Trustees and increases in the Consumer Price Index.

Members are required to contribute 4.5% of pensionable earnings up to the CPP maximum and 6% on pensionable earnings over the maximum. Any surplus of plan assets over the pension obligation can be used by the Government to reduce future contributions.

D. OTHER PENSION PLANS

(a) *Post-Secondary*

(i) *University of Manitoba Pension Plan*

The University of Manitoba administers The University of Manitoba Pension Plan (1993) and The University of Manitoba GFT Pension Plan (1986). These are trustee pension plans. The Trustees are responsible for the custody of the plans' assets and issuance of annual financial statements. University of Manitoba Pension Plan (1993) is a money purchase plan with a defined benefit minimum. The funding for the plan requires a matching contribution from the University and the employees. The plan is not indexed. Plan members contribute at a rate of 9.0% of salary less an adjustment for the Canada Pension Plan during the year.

The December 2017 funding valuation indicated that the University of Manitoba Pension Plan (1993) was in a funding deficiency position. The University is funding the deficiency over fifteen years until the going concern deficit is eliminated. An annual additional payment for fiscal 2020 of \$12 million was made (2019 – \$0).

Retirement benefits are calculated by using the greater of the two methods: Formula and Plan Annuity. For each year of pensionable service, Formula benefit equals 2.0% of the average best five year salary, less 0.7% of the average best five year salary under the yearly maximum pensionable earnings in the year of retirement, to a maximum of 1/9 of the Pension Plan's money purchase limit. The benefit is reduced by ¼% for each month between the actual pension commencement date and the age of 65. Plan Annuity benefit is based on contribution account balance, age at retirement, and the annuity factor determined by the plan actuary.

In 2009, the Manitoba Pension Commission advised the University of Manitoba it was required to begin to make additional payments with respect to current service costs in excess of matching contributions of active members and the University. The additional current service cost payments for fiscal 2020 were \$3 million (2019 – \$2 million).

The unamortized net actuarial gains (losses) were determined on the basis of the 2017 actuarial valuation and the 2019 extrapolation for accounting purposes are being amortized over a period of nine years (expected average remaining service life) starting in the year following the year of respective annual actuarial gains or losses arise.

The University of Manitoba GFT Pension Plan (1986) is a defined contribution pension plan; therefore, there is no requirement for an actuarial valuation of this plan.

(ii) *University of Winnipeg Pension Plan*

The University of Winnipeg administers the University of Winnipeg Pension Plan (UWPP), which is comprised of a defined benefit segment and a defined contribution segment. The assets of

6. Pension Plans (continued)

the Plan are held in trust by independent custodians. The defined benefit segment of the UWPP was closed to new members effective January 1, 2001. Members who join after this date join the defined contribution plan.

The UWPP was established as a contributory defined benefit pension plan on September 1, 1972 and covers all eligible employees of the University, except those who are members of the United Church of Canada Pension Plan. The funding for the plan requires a matching contribution from the University and the employees. Annual pension benefits equal 2.0% of the final five year average earnings multiplied by the years of pensionable service, less 0.6% of CPP average earnings for each year of pensionable service. The pension benefit is subject to a plan benefit maximum limit of \$1,722.22 per year of pensionable service. At December 2018, the Plan had a going-concern deficiency of \$23 million, which the University is addressing by making annual deficiency payments of \$3 million until the deficiency is eliminated.

Since December 31, 2000, when the defined contribution segment of the Plan was introduced, approximately one-quarter of the eligible members converted to that plan. The obligation for pension benefits under the defined contribution segment of the Plan will always be equal to net assets in each member's account. Therefore, no surplus or deficiency arises from fluctuations in the investment market.

(iii) *Brandon University Retirement Plan*

Brandon University administers the Brandon University Retirement Plan, which is a trustee pension plan. The Trustees are responsible for the custody of the Plan's assets and issuance of annual financial statements.

The Brandon University Retirement Plan is a final average contributory defined benefit pension plan established on April 1, 1974 for the benefit of the employees of Brandon University. The funding for the plan requires a matching contribution from the University and the employees.

Employees are required to contribute 8.0% of pensionable earnings less 1.8% of pensionable earnings for which Canada Pension Plan contributions are required. Pensionable earnings are subject to an annual limit related to the maximum benefit accrual in a year.

Annual pension equals 2.0% of the final five year average earnings multiplied by the years of pensionable service, less 0.6% of CPP average earnings for each year of pensionable service. The pension benefit is subject to a plan benefit maximum limit of \$1,722.22 per year of pensionable service for members retired on or before April 1, 2009, and \$1,975.00 for those retiring after that date.

The Plan will continue to be subject to the going-concern funding provisions of the Manitoba Pension Benefits Act and Regulations. The University will be required to fund the matching contributions, as well as the actuarial cost of the defined benefits in excess of the matching costs. The next going-concern valuation will be performed as at December 31, 2020.

(b) **Public School Divisions**

(i) *The Winnipeg School Division Pension Fund for Employees Other Than Teachers*

The Winnipeg School Division Pension Fund for Employees Other Than Teachers is a defined benefit pension plan for employees that meet specified employment conditions. The fund was created by By-law 196 of the Winnipeg School Division (replaced by By-law 1017 on January 1, 1992) and is subject to the applicable regulations.

6. Pension Plans (continued)

The pension benefits calculation is based on an amount equal to 1.6% of a member's average pensionable salary and 2.0% of a member's average salary over the pensionable salary, multiplied by a member's years of pensionable service. The average salary is determined by averaging the best five years of employment salary in the last twelve years of service.

Employee contributions equal 8.1% of pensionable salary and 9.5% of the earnings in excess of pensionable salary up to the yearly maximum pensionable earnings, effective January 1, 2014. The Winnipeg School Division matches employee contributions and pays an additional 12.4% of employee contributions. As a result, employer contributions equal approximately 112.4% of employee contributions.

(ii) *Retirement Plan for Non-Teaching Employees of the St. James-Assiniboia School Division*
The St. James-Assiniboia School Division Retirement Plan for Non-teaching Employees is a defined benefit pension plan that was established on January 1, 1978 and is subject to the applicable regulations.

The pension benefits calculation is based on an amount equal to 1.4% of a member's average employment earnings below CPP earnings and 2.0% of a member's employment earnings in excess of the CPP earnings, multiplied by a member's years of contributory service. The average employment earnings are determined by averaging the best six years of employment earnings in the last 12 years of service. Effective July 1, 2014, employee contributions were equal to 8.2% of CPP earnings and 9.8% of the employment earnings in excess of CPP earnings. The St. James-Assiniboia School Division matches employee contributions.

(iii) *Retirement Plan for Employees of Frontier School Division*

The Frontier School Division Retirement Plan is a defined benefit pension plan for non-teaching employees. The pension benefit is based on an amount equal to 2.0% of a member's best average earnings, multiplied by a member's years of credited service. The average employment earnings are determined by averaging the best five years of employment earnings.

Employee contributions equal 9.0% of CPP earnings, with the Frontier School Division matching employee contributions. The Frontier School Division is responsible for the balance of the pension cost, of which a portion can be financed by an allocation from pension surplus.

(iv) *School District of Mystery Lake Pension Plan*

School District of Mystery Lake Pension Plan is a defined benefit plan. The School District shall contribute in accordance with the terms of the collective agreement such amounts as necessary to provide the future service pension for all members and to amortize any unfunded liability or a solvency deficiency in the Plan. In the event the School District's contributions are not sufficient, the legislation permits the Board of Trustees to amend the plan to reduce future accrued pension benefits in order to meet the required legislated funding requirements.

Effective July 1, 2013 employees contribute 5.0% of gross earnings. Prior to July 1, 2013 employees did not make contributions to the plan. The plan provides that if the defined benefit pension exceeds the plan annuity, the difference is paid from the plan.

The pension benefits are calculated based on a rate per month per year of service. The current rate for maintenance workers is \$42 per month per year of service. For clerical workers, the pension benefit is \$36.50 per month per year of service.

6. Pension Plans (continued)

E. GOVERNMENT BUSINESS ENTERPRISES

Manitoba Hydro, Manitoba Liquor and Lotteries Corporation and Manitoba Public Insurance Corporation (MPIC) are members of the CSSF. Effective April 1, 2014 Manitoba Liquor and Lotteries Corporation became a matching employer. As a result, they no longer recognize a pension liability in their statements. The net pension liabilities for the other GBEs are disclosed in Schedule 3.

7. Contingencies

A. CONTINGENT LIABILITIES

i) *Legal Actions*

The Government is named in various legal actions. No provision has been made at March 31, 2020 in the accounts where the final results are uncertain, or where the results are likely but the amount of the liability cannot be reasonably estimated.

ii) *Canadian Blood Services*

All provincial and territorial governments of Canada, except Quebec, are members of, and provide funding to, Canadian Blood Services (CBS), which operates the Canadian blood system. The March 31, 2019 audited consolidated financial statements indicate that CBS has two wholly-owned captive insurance companies to provide for the contingent liabilities for risks related to operations of the blood system: CBS Insurance Company Limited (CBSI) and Canadian Blood Services Captive Insurance Company Limited (CBSE). Together, these captive insurance companies provide Canadian Blood Services with comprehensive blood risk insurance covering losses up to \$1 billion. The primary policy held by CBSI has provided coverage up to \$250 million, with the secondary policy held by CBSE providing coverage up to \$750 million. Effective April 1, 2019, the primary policy coverage was increased to \$300 million, with a corresponding reduction in the secondary policy to \$700 million.

CBSI provides insurance coverage up to \$300 million with respect to risks associated with the operation of the blood system. The related assets of CBSI as at March 31, 2019 total \$475 million (2018 – \$462 million). Based upon the above, the Government's share of the provision for future claims as at March 31, 2019 is offset with designated assets, which at that date exceed the provision.

CBS and CBSE have entered into an agreement whereby the members have agreed to provide insurance coverage for all amounts payable by CBSE under the terms of the excess policy up to \$700 million in excess of the \$300 million provided by CBSI. No payment shall be made under CBSE until the limit of the liability under the primary policy in CBSI has been exhausted. The members have agreed to contribute their pro rata share of the required capital of \$700 million. The members have each issued an indemnity to CBSE on their pro rata share of the \$700 million, calculated on the basis of their respective populations. Given current populations, Manitoba's maximum potential liability under its indemnity to CBSE is approximately \$33 million. The Government is not aware of any proceedings that could lead to a claim against it under the indemnity given to CBSE.

iii) *Treaty Land Entitlement Obligations*

The Government of Manitoba's obligations under the treaty land entitlement agreements require Manitoba to transfer administration and control of up to 1,144,331 acres of Crown Land (Selections) and up to 282,123 acres of Manitoba interests in Other Land (Acquisitions) to Canada so as to enable Canada to fulfil its obligations under the treaties between Canada and the First Nations of Manitoba. As of March 31, 2020, Manitoba Entitlement First Nations have collectively Selected and Acquired approximately 1,040,156 acres of Crown Land and Other Land. As of March 31, 2020, Manitoba has transferred administration and control of 675,560 acres of Crown Land and

7. Contingencies (continued)

18,659 acres of Manitoba interests in Other Land to Canada for reserve creation. The Crown Land and Manitoba interests in Other Land have been transferred in accordance with paragraph 11 of the Natural Resources Transfer Agreement (Schedule to Constitution Act, 1930). The transfers include mines and minerals and other interests impliedly reserved under The Crown Lands Act, as well as all other interests of Manitoba in the lands.

iv) **Government Business Enterprise Contingencies**

Significant contingencies for Government Business Enterprises include:

Manitoba Hydro has a mitigation program in place to address past, present, and ongoing adverse impacts arising from all past hydroelectric developments (prior to the Wuskwatim generating station), particularly for Indigenous people residing or engaged in resource harvesting in the project areas. In recognition of future mitigation payments, Manitoba Hydro has recorded a liability of \$169 million (2019 – \$187 million). Manitoba Hydro has also recognized a provision of \$27 million (2019 – \$43 million) for certain mitigation related obligations arising from ongoing adverse effects of past hydroelectric development. There are other mitigation issues, the outcomes of which are not determinable at this time.

Manitoba Hydro has contracted with an independent third-party pipeline company to increase transportation capacity, which includes a commitment to pay its share of the pre-license development costs associated with the contract, in the event that the federal license is not granted for the project. No obligating events have occurred and so provisions have not been booked.

Concerning the impact of the global COVID-19 pandemic beginning in mid-March and the related blockades in May 2020 on the Keeyask Project, contractor claims have been received from three key contractors on the project. The claims are for both cost and schedule impacts related to the pandemic, the blockades, as well as the travel restrictions and testing protocols that were implemented by Manitoba Hydro in order to protect the health and safety of the Keeyask Project workforce and the surrounding communities. The quantification of the impact is uncertain as the evaluation and eventual resolution will be achieved in the coming months.

B. LOAN GUARANTEES

The Government has guaranteed the repayment of debt, promissory notes, bank loans, lines of credit, mortgages and securities held by others. Debt guaranteed by the Government is guaranteed, as to principal and interest, until the debt is matured or redeemed. The authorized limits and the outstanding guarantees are summarized as follows:

	Authorized Limit	(\$ millions)	
		2020	2019
Canadian Museum for Human Rights	25	4	4
Manitoba Agricultural Services Corporation (Note 7B.i)	–	68	71
Manitoba Housing and Renewal Corporation (Note 7B.ii)	20	11	11
Manitoba Student Aid Program	20	–	–
Triple B Stadium Inc. (Note 7B.iii)	–	–	26
University of Winnipeg. (Note 7B.iv)	54	29	–
Other	18	4	7
Total guarantees outstanding		116	119

A provision for future losses on guarantees for \$11 million (2019 – \$17 million) has been recorded in the accounts.

7. Contingencies (continued)

Note 7B.i) Manitoba Agricultural Services Corporation

The Manitoba Agricultural Services Corporation has guaranteed loans under the following programs:

Program	General Terms and Conditions
Operating Credit Guarantees for Agriculture	Each participating lending institution is guaranteed up to 25% of the maximum amount advanced under this program.
Operating Credit Guarantees for Rural Small Business	Each participating lending institution is guaranteed the lesser of 25% of the maximum amount advanced or 75% of the lender's actual eligible loss.
Manitoba Livestock Associations Loan Guarantees	Each association's lending institution is guaranteed 25% of their loaned amount, up to a maximum loan of \$8 million per association.
Enhanced Diversification Loan Guarantees	Guarantees are based on 25% of the original principal amount of each individual loan, with no maximum loan amount.
Rural Entrepreneur Assistance Program	Each participating lender is guaranteed up to 80% of the loan made to small rural non-agricultural business to a maximum guarantee of \$0.2 million.

Note 7B.ii) Manitoba Housing and Renewal Corporation

Manitoba Housing and Renewal Corporation has authority to guarantee the repayment of various mortgages and issue various letters of credit, which guarantee the terms and conditions of land development agreements and construction contracts, up to \$20 million. At March 31, 2020 outstanding guarantees under this authority totalled \$11 million (2019 – \$11 million).

Note 7B.iii) Triple B Stadium Inc.

Triple B Stadium Inc. (Triple B) is a for-profit corporation established to develop, own and operate a stadium as a venue for professional and university football and community athletics. The members of Triple B are the City of Winnipeg, the University of Manitoba and the Winnipeg Football Club.

The Government previously guaranteed up to \$35 million of the indebtedness of Triple B to a third party lender. The guarantee agreement was terminated effective July 2019.

Note 7B.iv) University of Winnipeg

University of Winnipeg's controlled entity UWCRC guarantees specific debts of UWCRC 2.0, a related but uncontrolled corporation.

UWCRC provided guarantees for the following loans:

	(\$ millions)
CMHC Rental Construction Financing Initiative loan for construction of the Muse Flats (209 Colony)	21
CMHC National Co-Investment Fund loan for construction of the West Broadway Commons (167 Colony)	8

C. GOVERNMENT BUSINESS ENTERPRISE GUARANTEES

As at March 31, 2020, Manitoba Hydro has outstanding Manitoba Hydro-Electric Board Bonds amounting to \$121 million (2019 – \$121 million). These bonds carry fixed coupon rates that range from 3.72% to 9.10%. The Government guarantees \$60 million (2019 – \$60 million) of these outstanding bonds.

7. Contingencies (continued)

Manitoba Hydro provides guarantees to counterparties for natural gas purchases. At March 31, 2020, there is an outstanding guarantee totalling \$30 million (2019 – \$30 million) which matures November 1, 2020. Letters of credit for \$72 million (2019 – \$72 million) have been issued for construction and energy related transactions with maturities until 2049.

The Deposit Guarantee Corporation of Manitoba (Corporation) has guaranteed \$31.3 billion in credit union deposits at the end of December 31, 2019 (December 31, 2018 – \$29 billion). Based upon its ongoing monitoring procedures, the Corporation has concluded that a provision for such contingencies does not need to be established at this time.

8. Contractual Obligations

The Government has entered into a number of multi-year contracts and agreements for the delivery of services and the acquisition or construction of assets. These contractual obligations will become liabilities in the future when the terms of the contracts are met. The following represents the amounts required to satisfy the contractual obligations, by the year that it is anticipated that the terms of the contract will be met, as at March 31:

(\$ millions)	2021	2022	2023	2024	2025	2026 and thereafter	Total
Government Organizations and components							
Service contracts	207	98	69	57	50	197	678
Rental of capital assets	39	34	31	27	25	163	319
Acquisition or construction of capital assets	302	130	137	141	143	910	1,763
Other contracts	143	60	39	32	23	109	406
Government Business Enterprises	44	29	18	10	7	16	124
Total	735	351	294	267	248	1,395	3,290

Other significant obligations not included in the table are:

GOVERNMENT ORGANIZATIONS

Government organizations have entered into contractual arrangements related to construction projects totalling \$474 million (2019 – \$597 million), and details relating to the settlement year cannot be reasonably estimated.

GOVERNMENT BUSINESS ENTERPRISE CONTRACTUAL OBLIGATIONS

Manitoba Hydro has energy purchase commitments of \$2,534 million (2019 – \$2,742 million) that relate to future purchases of wind, natural gas (including transportation and storage contracts) and electricity. Commitments are primarily for transmission right access that expire in 2039, wind and solar purchases that expire in 2038, and natural gas purchases which expire in 2037. In addition, other outstanding commitments principally for construction are approximately \$1,737 million (2019 – \$1,946 million).

Manitoba Liquor and Lotteries Corporation has purchase commitments of \$15 million (2019 – \$7 million) related to the casino and liquor operations construction projects.

9. Debt Servicing

Debt servicing costs of \$1.037 billion (2019 – \$1 billion) are net of interest recoveries from GBEs of \$838 million (2019 – \$800 million), interest on provincial debt held as investments of \$12 million (2019 – \$17 million) and includes \$5 million (2019 – \$19 million) representing interest expense of government

9. Debt Servicing (continued)

organizations. GBEs debt servicing costs of \$852 million (2019 – \$789 million) are reported in Schedule 3.

10. Amounts Held In Trust

Amounts held in trust are assets over which the Manitoba Legislature has no power of appropriation. These amounts are not included in the summary financial statements because the Government has no equity in the amounts and administers them according to trust or other agreed-upon arrangements. As at March 31, 2020 amounts held in trust were as follows:

		(\$ millions)	
	Valuation Method	2020	2019 Restated
Various Universities and Colleges	cost	541	511
The Public Guardian and Trustee of Manitoba	various	277	269
Production Insurance Trust	cost	472	437
The Public Service Group Insurance Fund	market	235	245
Manitoba Development Corporation	cost	54	71
Hail Insurance Trust	cost	61	64
Other Fiduciary Trust	various	58	57
Custodial trust held by Departments	various	19	18
Suitor's Money Act	cost	15	14
		1,732	1,686

Universities and Colleges hold endowment and trust funds in the form of cash, cash equivalents, bonds, equities, real estate and other securities.

The Public Guardian and Trustee of Manitoba administers the estates and trusts of mentally disabled persons, deceased persons, and infants. The estates and trusts under administration are in the form of bonds, equities, real estate, mortgages and other securities.

Manitoba Agricultural Services Corporation (MASC) is the trustee for the Production Insurance Trust and the Hail Insurance Trust. These trusts were created for the benefit of program participants. The trusts will be used to pay program indemnities to participating producers. Funding for the trusts will be provided based on insurance premiums collected by MASC.

The Public Service Group Insurance Fund is administered by the Civil Service Superannuation Board. It includes three plans to provide life insurance, accidental death and disablement insurance, and dependents insurance for eligible employees and retired employees (and their eligible dependents) of the Government of Manitoba and most of its Agencies and Boards. These funds are in the form of cash, cash equivalents and equities.

Manitoba Development Corporation administers funds from the Business Investor Stream of the Provincial Nominee Program. These funds are invested in the form of cash, cash equivalents, bonds and investments.

Other Fiduciary Trust funds are interest bearing deposits which are pooled with the Government's investments in order to earn a market rate of interest. Government departments also hold custodial trust funds in the form of bonds and other securities.

11. Risk Management and the Use of Derivative Financial Instruments

Borrowings in both Canadian and foreign financial markets result in exposure to risks, which include foreign exchange risk, interest rate risk, credit risk and liquidity risk.

The Government employs various risk management strategies and operates within fixed risk exposure limits to ensure exposure to risk is managed in a prudent and cost effective manner. Varieties of strategies are used, including the use of derivative financial instruments (derivatives).

Derivatives are financial contracts, the value of which is derived from underlying instruments. The Government uses derivatives to hedge and mitigate foreign exchange risk and interest rate risk. The Government does not use derivatives for speculative purposes.

FOREIGN EXCHANGE RISK

Foreign exchange risk is the risk that the cash flows needed to repay the interest and principal on loans in foreign currencies will vary due to fluctuations in foreign exchange rates.

To manage this risk, the Government uses derivative contracts, including foreign exchange forward contracts as well as swaps, to convert foreign currency principal and interest cash flows into Canadian dollar denominated cash flows. The current portfolio of foreign debt is fully hedged through the use of derivatives and U.S. dollar sinking funds, except for the impact of the unamortized foreign exchange fluctuation account of \$ nil (2019 – \$4 million). This account is fixed with no sensitivity to future foreign exchange rates.

Derivative contracts hedge the underlying debt by matching the critical terms to achieve effectiveness. The policy has effectively hedged the foreign currency debt principal and interest payments in relation to general purpose debt.

Manitoba Hydro has exposure to U.S. dollar foreign exchange fluctuations primarily through the sale and purchase of electricity and fuel in the U.S. This exposure is managed through a long-term natural hedge between U.S. dollar cash inflows from export revenues and U.S. dollar cash outflows for long-term debt coupon and principal payments. As a means to bridge temporary timing differences between inflows and outflows to future years' U.S. dollar requirements, Manitoba Hydro also utilizes derivative foreign exchange forward contracts as required.

INTEREST RATE RISK

Interest rate risk is the risk that debt servicing costs will vary unfavourably according to interest rate fluctuations.

To reduce its exposure to interest rate risk, the Government uses derivatives to manage the fixed and floating interest rate mix of its debt portfolio.

After taking into account derivatives used to manage interest rate risk, investments held as sinking funds and eliminating debt incurred on behalf of Manitoba Hydro, the structure of the debt as at March 31, 2020 was 91% at fixed rates and 9% at floating rates (2019 – 89% at fixed rates and 11% at floating rates). A one percent (100 basis points) movement in interest rates on the 9% floating rate debt for an entire year would increase/decrease debt servicing costs, net of recoveries, by \$26 million (2019 – \$31 million).

CREDIT RISK

Credit risk is the risk that a counterparty will default on its contractual obligations. The Government manages its credit risk exposure from derivatives by, among other activities, dealing only with high credit quality counterparties and regularly monitoring compliance to credit limits. In addition, the Government enters

11. Risk Management and the use of Derivative Financial Instruments (continued)

into contractual agreements (“master agreements”) with all of its counterparties. As at March 31, 2020 the Government has a gross credit risk exposure related to derivatives of \$20 million (2019 – \$38 million).

LIQUIDITY RISK

Liquidity risk is the risk that the Government will not be able to meet its financial commitments over the short term. To reduce liquidity risk, the Government maintains liquid reserves (i.e. cash and cash equivalents) at levels that will meet future cash requirements and will give the Government flexibility in the timing of issuing debt. In addition, the Government has short-term note programs, bank lines and sinking funds as alternative sources of liquidity. This risk is also managed by distributing debt maturities over many years.

DERIVATIVE PORTFOLIO

The following table presents the fair value of derivative financial instruments with contractual or notional principal amounts outstanding at March 31:

	(\$ millions)			
	2020		2019	
	Notional Value	Fair Value	Notional Value	Fair Value
Interest rate and cross currency swaps	50,952	(1,289)	49,318	(718)

Notional amounts of derivatives contracts represent the contractual amounts to which a rate or price applied for computing the cash flows to be exchanged. The notional amounts are used to determine the gains/losses and fair value of the contracts and is generally a measure of the exposure to the asset class to which the contract relates. They are not recorded as assets or liabilities on the statement of financial position. Notional amounts do not represent the potential gain or loss associated with the market risk or credit risk associated with the derivative contract.

Fair values of the swap agreements are the estimated amount that the Government would receive or pay, based on market factors, if the agreements were terminated on March 31. They are established by discounting the expected cash flows of the swap agreements using year-end market interest and exchange rates. A positive (negative) fair value indicates that the government would receive (make) a payment if the agreements were terminated.

12. Significant Transactions with Government Business Enterprises

Transactions with GBEs are not eliminated for purposes of summary reporting because they are reported in these summary financial statements using the modified equity method of accounting. These financial statements include the following transactions between the Government and GBEs, which have not been eliminated:

A. ACCOUNTS RECEIVABLE AND LOANS AND ADVANCES

Amounts receivable includes receivables from GBEs as reported in Schedule 1 to the summary financial statements. Loans and advances to GBEs are reflected in Schedule 2 to the summary financial statements.

B. INVESTMENTS

MPIC holds \$611 million (2019 – \$656 million) of Provincial bonds and debentures with maturities dates ranging from 2020 to 2052 and interest rates ranging from 3.00% to 7.50%.

12. Significant Transactions with Government Business Enterprises (continued)

C. WATER POWER RENTALS

Water power rental fees charged to Manitoba Hydro, for \$115 million (2019 – \$103 million), are included in the Consolidated Statement of Revenue and Expense under the fees and other revenue category. Water power rental rates are authorized by Regulation 25/88 and 197/2001 under The Water Power Act. Rentals are paid to the Government for the use of water resources in the operation of Manitoba Hydro's hydroelectric generating stations.

D. FEES ON GOVERNMENT GUARANTEES

Manitoba Hydro remitted \$207 million (2019 – \$186 million) to the Government based on the amount of their debt that is guaranteed by the Government. The fees are included in the Consolidated Statement of Revenue and Expense under the sinking funds and other investment earnings category.

E. DRIVER LICENSING OPERATIONS

The Government, by agreement, paid \$30 million (2019 – \$30 million) to MPIC for the management and administration of driver licensing. MPIC, on behalf of the Government, collected driver licensing fees totalling \$26 million (2019 – \$25 million) and motor vehicle registration fees totalling \$192 million (2019 – \$190 million).

The fees received by the Government are included in the Consolidated Statement of Revenue and Expense under the fees and other revenue category.

F. OTHER REVENUE

Manitoba Liquor and Lotteries Corporation provided \$5 million in funding to the Addictions Foundation of Manitoba for the year ended March 31, 2020 (2019 – \$5 million) for addictions and problem gambling services programs. In addition, the Corporation provided \$5 million (2019 – \$5 million) in funding to the Liquor, Gaming and Cannabis Authority of Manitoba and the Ministry of Crown Services through the payment of annual licence fees and levies.

Manitoba Hydro paid the Government \$112 million (2019 – \$103 million) for corporation capital tax. MPIC paid the Government \$44 million (2019 – \$39 million) for insurance premium tax. GBEs paid the Government a combined total of \$18 million (2019 – \$18 million) for Health and Education Tax.

MPIC paid the Manitoba Health Services Insurance Fund \$30 million (2019 – \$31 million) to cover non-insured medical expenses.

These amounts are included in the Statement of Revenue and Expense under the fees and other revenue and other taxes categories.

13. Employee Future Benefits

	(\$ millions)	
	2020	2019
Severance	463	461
Long term disability income plan	40	39
Workers compensation claims	49	43
	552	543

The severance liability is valued using discount rates that range from 2.6% to 6.0% and salary increase rates that range from 0% to 3.75%. Unamortized actuarial gains and losses are amortized over EARSL. Periods range from 6 to 15 years. As of March 31, 2020, net unamortized losses were \$26 million.

13. Employee Future Benefits (continued)

The long term disability income plan is valued using a discount rate of 3.60%. Actuarial gains and losses are recognized as income as they occur. Workers compensation claims are recognized based on an actuarial valuation prepared for the Workers Compensation Board. The December 31, 2019 valuation was prepared using a discount rate of 5.75% and a salary increase rate of 3.25%. Actuarial gains and losses are recognized as income as they occur.

14. Expenses in Excess of Legislative Authority

The budget estimates presented on the Consolidated Statement of Revenue and Expense, excludes \$148 million in special warrants and \$35 million in supplementary estimates related to the departments. The original budget estimate amounts plus the \$148 million in special warrants and \$35 million in supplementary estimates becomes the revised estimates, against which expenses in excess of legislative authority are determined. Based upon the revised estimates, the following departments were over-expended at March 31, 2020:

Part A – Operating Expense:

	(\$ millions)
Conservation and Climate	6
Indigenous and Northern Relations	25
Infrastructure	60
Sport, Culture and Heritage	49

15. Liability for Contaminated Sites

The Province reports environmental liabilities related to the management and remediation of contaminated sites where the Province is obligated or likely obligated to incur such costs. A contaminated sites liability of \$265 million (2019 – \$271 million) has been recorded based on environmental assessments or estimations for those sites where an assessment has not been conducted.

As of March 31, 2020 the Province has identified 408 sites which require or likely require remediation from contamination.

The Province is responsible for the risk management and potential remediation of certain orphaned and abandoned mine sites that exist on Crown land. For most of these mine sites, the companies that caused the contamination no longer exist. The mining operations were primarily comprised of gold and other metals. The risk of contamination at these sites primarily comes from mine tailings and other possible contaminants that were left on site. The liability also includes sites associated with highway maintenance, airports, marines, landfills, sewage treatment facilities, commercial and industrial operations, parks and other protected areas.

The nature of contamination includes petroleum hydrocarbons, polyaromatic hydrocarbons, BTEX, toxic heavy metals, polychlorinated biphenyl and other organic contaminants. The sources of contamination include above ground and underground fuel storage tanks, fuel handling, pipelines, chemical storage, by-product waste, metal based paint, and the leaching of materials deposited in landfills. Sites often have multiple sources of contamination.

Where sites require ongoing remediation, monitoring, or maintenance all estimated future costs are discounted using the province's weighted average cost of capital. Remediation at two sites requires the operation of water treatment plants for the next 40 years. Expenditures of \$47 million for the future operation of the water treatment plants have been discounted at 3.6% over the next 40 years. The assumed rate of inflation is 2.0%.

15. Liability for Contaminated Sites (continued)

Manitoba Hydro will incur future costs associated with the assessment and remediation of contaminated lands and facilities for the phase-out and destruction of polychlorinated biphenyl contaminated mineral oil from electrical equipment. A reasonable estimate of the associated costs, not already recognized as asset retirement obligations, cannot be made at this time. No provision has been included for these items as of March 31, 2020.

16. Related Party Disclosures

A related party exists when one party has the ability to exercise control or shared control over the other. Related parties include key management personnel, their close family members and the entities they control or have shared control. For the summary financial statements, related party transactions do not include transactions and balances eliminated on consolidation and those with entities accounted for under the modified equity method. Related parties do not include restructuring transactions, disclosure of key management personnel compensation arrangements, expense allowances, and other similar payments routinely paid in exchange for services rendered.

Related party transactions are disclosed if they occurred at a value different from that which would have been arrived if the parties were unrelated and the transaction has a material effect on the summary financial statements.

For the year ended March 31, 2020, there were no material related party transactions or balances to disclose.

17. Transfers to The Winnipeg Foundation

During the fiscal year, the Province transferred and deposited \$119 million (2019 – \$171 million) in various trust accounts either directly or on behalf of certain Manitoba community foundations to The Winnipeg Foundation (TWF). TWF is a registered charity and is classified as a public foundation for the purposes of the Income Tax Act (Canada).

The funds transferred to the trust are irrevocable. The trust funds are administered and invested by TWF for the purpose of generating revenue for purposes specified in the trust agreements. The trusts are not controlled by the Province and therefore are not consolidated as part of the GRE. The total transfers have been expensed in the following ministries and the balances as at March 31, 2020 are as follows:

	\$ (millions)
Agriculture and Resource Development – Fish and Wildlife Enhancement Fund	20
Agriculture and Resource Development – GROW	52
Agriculture and Resource Development – Wetlands GROW	50
Agriculture and Resource Development – Highway One West Shelterbelt Renewal	2
Agriculture and Resource Development – Conservation Trust Fund	102
Agriculture and Resource Development – Manitoba Habitat Heritage Corporation Fund Foundation	15
Agriculture and Resource Development – Harry J. Enns Oak Hammock Marsh Fund	6
Agriculture and Resource Development – Oak Hammock Marsh Capital Renewal	2
Agriculture and Resource Development – Fort Whyte Endowment Fund	4
Families – Child Care Sustainability Fund	2
Municipal Relations – Trails Manitoba Endowment Fund	8
Municipal Relations – Endow Manitoba Fund	10
Sport, Culture and Heritage – Signature Museum Sustainability Funds	10
Sport, Culture and Heritage – Manitoba Heritage Trust Program	5
Sport, Culture and Heritage – Military Memorials Conservation Fund	2
	290

18. Contractual Rights

The Government is involved in various contracts and agreements arising in the ordinary course of business. This results in contractual rights to economic resources, leading to both assets and revenue in the future. The total amounts outstanding from these agreements at March 31, 2020 are as follows:

(\$ millions)	2021	2022	2023	2024	2025	2026 and thereafter	Total
Federal transfers – Capital	83	50	30	11	2	3	179
Federal transfers – Operating	68	76	14	–	–	–	158
Lease and rental agreements	132	130	129	127	127	159	804
Other – Capital	7	1	–	–	–	–	8
Other	21	14	14	15	15	342	421
Total	311	271	187	153	144	504	1,570

Under section 22(4) of The Manitoba Liquor and Lotteries Corporation Act, the Province is entitled to receive the net revenue from the Manitoba Liquor And Lotteries Corporation. The future amounts to be received are unknown; therefore, they have not been included in the table above. These contractual rights could be significant.

The contractual rights for water power rentals included in Lease and rental agreements has been estimated using the current year's revenue for the next 6 years. This contract has no expiration date and amounts beyond 2026 may be significant. Contractual rights amounts relating to Provincial Park land leases with cottagers included in Lease and rental agreements have been calculated based on the current year revenue for the next 6 years. These lease agreements have various expiration dates, however, the amounts beyond 2026 are not included and these future amounts could be significant.

The Province is also entitled to receive investment revenue from various investments held in irrevocable trusts by The Winnipeg Foundation. The amount of revenue to be received is unknown and dependent on the rate of return earned on the investments.

Manitoba Hydro has dependable export sales contracts to U.S. and Canada totalling approximately \$9.5 billion expiring in 2052. Dependable sales are export contracts sourced from Manitoba Hydro's hydraulic energy available during lowest water conditions.

19. Adjustments to Accumulated Deficit

A. TRANSITION OF POST-SECONDARY INSTITUTIONS TO PSAS WITHOUT THE 4200 SERIES

The post-secondary institutions under the control of the Province were directed by the government to divert their accounting framework from Canadian public sector accounting standards (PSAS) with the 4200 series to PSAS without the 4200 series. This should have had no effect on the summary financial statements. However, due to a lack of information about the post-secondary institutions, the restatement of the March 31, 2019 financial statement were improperly restated from PSAS with the 4200 series to PSAS without the 4200 series. The opening accumulated deficit at April 1, 2018 had to be increased by \$74 million. The increase in the opening deficit resulted in an increase in financial assets by \$164 million offset by an increase of \$242 million in financial liabilities, and a decrease in non-financial assets of \$4 million. The deficit for the year ended March 31, 2019 was decreased by \$14 million.

19. Adjustments to Accumulated Deficit (continued)

B. CORRECTION OF AN ERROR TO PENSION LIABILITIES AT THE POST-SECONDARY INSTITUTIONS

Effective April 1, 2012 the post-secondary institutions with defined benefit pension plans adopted public sector standards for the first time. Public sector standards allowed the post-secondary institutions to restate their actuarial gains and losses recognized under Part 5 to their opening equity, effective April 1, 2012. The Province noted that the defined benefit pension obligations were not properly restated for the summary financial statements. The Province properly restated the defined benefit pension obligations of the post-secondary institutions. At March 31, 2019 financial liabilities decreased by \$18 million while the accumulated deficit increased by \$18 million. As the pension obligation and pension expense are substantiated on a global basis, there were no changes to the balances reported in Schedule 6.

20. Subsequent Events

On June 11, 2020, the Court of Queen's Bench ruled that the substantive provisions of *The Public Services Sustainability Act*, S.M. 2017, c. 24, have no force and effect, despite the fact the legislation had not been proclaimed. Those provisions provide for a sustainability period during which compensation for affected employees is not to be increased except by the percentages permitted in the legislation. The government has appealed that decision. Given that this matter is still before the courts and that Manitoba may still provide bargaining mandates regardless of the effect of such legislation, no accrual for retroactive wages beyond what is provided for in the legislation is included in these financial statements, except for arbitration awards made prior to June 11, 2020.

21. Impact of COVID-19 Pandemic

The COVID-19 pandemic is complex and rapidly evolving. It has caused material disruption to businesses and has resulted in an economic slowdown. The Government continues to assess and monitor the impact of COVID-19 on its financial condition, including the likelihood of decreased revenues and increased expenses as a direct result of this crisis. The magnitude and duration of COVID-19 is uncertain. Therefore it is difficult to measure the potential future impact on the Government's financial position and operations.

22. Restated Budget

The restated budget on the Statement of Revenue and Expense are taken from Budget 2019 as presented to the Legislative Assembly on March 7, 2019 and restated for comparability to the current year results.

23. Comparative Figures

On October 23, 2019, the Government announced organizational changes that resulted in certain functions being transferred between departments. As a result, certain 2019 financial statement balances have also been reclassified to be presented on the same basis as the 2020 results.

SCHEDULE 1

SUMMARY FINANCIAL STATEMENTS

CONSOLIDATED STATEMENT OF AMOUNTS RECEIVABLE

As at March 31, 2020

	(\$ millions)	
	2020	2019 Restated
TAXATION:		
Income taxes.....	254	237
Retail sales tax.....	231	267
Other taxes.....	135	143
	<u>620</u>	<u>647</u>
GOVERNMENT OF CANADA AND OTHER GOVERNMENTS:		
Government of Canada shared cost programs/agreements.....	646	675
Other.....	468	440
	<u>1,114</u>	<u>1,115</u>
OTHER:		
Health and social services.....	175	173
Government business enterprises.....	18	21
Sundry departmental revenue.....	112	100
Other.....	167	150
	<u>472</u>	<u>444</u>
	2,206	2,206
Less: Allowances.....	<u>349</u>	<u>339</u>
Total Amounts Receivable.....	<u><u>1,857</u></u>	<u><u>1,867</u></u>

SCHEDULE 2

SUMMARY FINANCIAL STATEMENTS

CONSOLIDATED STATEMENT OF LOANS AND ADVANCES

As at March 31, 2020

	(\$ millions)	
	2020	2019
GOVERNMENT BUSINESS ENTERPRISES:		
Manitoba Hydro-Electric Board.....	23,078	21,501
Manitoba Liquor and Lotteries Corporation.....	381	400
	<u>23,459</u>	<u>21,901</u>
Less: Debt incurred for and repayable by the Manitoba Hydro-Electric Board.....	<u>23,078</u>	<u>21,501</u>
	<u>381</u>	<u>400</u>
OTHER:		
Loans and mortgages - Note a.....	1,099	1,040
Stadium loan - Note b.....	137	137
Manitoba student loans - Note c.....	182	150
Family services agencies - Note d.....	27	29
Other.....	32	3
	<u>1,477</u>	<u>1,359</u>
TOTAL LOANS AND ADVANCES	<u>1,858</u>	<u>1,759</u>
Less: Valuation allowance.....	<u>254</u>	<u>230</u>
NET LOANS AND ADVANCES	<u><u>1,604</u></u>	<u><u>1,529</u></u>

The government business enterprises loans and advances portfolio is due in varying annual amounts to the year 2120, bearing interest at either:

- i) Fixed with rates ranging from 1.55% to 10.50%; or
- ii) Floating Canadian - Bankers Acceptance (BA) setting, established quarterly or monthly, with the lowest rate currently set at 1.08% and the highest set at 1.74% as at March 31, 2020.

Note a

i) Agricultural direct lending and special assistance program mortgages, due in varying annual amounts to the year 2046, bearing interest at rates ranging from 2.75% to 9.00%.	943	867
ii) Housing direct lending and special assistance program mortgages, due in varying annual amounts to the year 2053, bearing interest at rates ranging from 0% to 13.50%.	80	88
iii) Business development assistance loans, due in varying annual amounts to the year 2040, bearing interest at rates ranging from 0% to 5.88%.	52	58
iv) Northern business development and fishing industry assistance loans, due in varying annual amounts to the year 2031, bearing interest at rates ranging from 4.50% to 8.08%.	24	27
	<u>1,099</u>	<u>1,040</u>

Note b Stadium loan to Triple B Stadium Inc., bearing interest at 4.65%; and issued in two phases, with Phase 1 due in varying annual amounts to 2038 and Phase 2 due in annual payments of principal and interest to 2058.

Note c Student loans, interest-free and not repayable until 6 months past the completion of studies, due 114 to 174 months after that time.

Note d Advances to provide family services agencies with prepayment of fee for service charges to be repaid when no longer required, bearing no interest.

SCHEDULE 3

SUMMARY FINANCIAL STATEMENTS GOVERNMENT BUSINESS ENTERPRISES

SCHEDULE OF CONSOLIDATED OPERATING RESULTS AND FINANCIAL POSITION

For the Year Ended March 31, 2020

	(\$ millions)				TOTAL	TOTAL
	UTILITY	INSURANCE	FINANCE	FINANCE	2020	2019
CHANGES IN EQUITY						
Results from Operations:						
Revenues from operations.....	2,672	1,675	1,525	1,525	5,872	5,728
Expenses: From operations.....	1,735	1,467	905	905	4,107	4,020
Debt servicing.....	838	-	14	14	852	789
Total expenses.....	2,573	1,467	919	919	4,959	4,809
Net income.....	99	208	606	606	913	919
Other comprehensive income (loss).....	34	35	-	-	69	(225)
Total comprehensive income.....	133	243	606	606	982	694
Transfers to the Government.....	-	-	(606)	(606)	-	(616)
Net increase in equity in government business enterprises.....	133	243	-	-	376	78
FINANCIAL POSITION						
Assets:						
Cash and temporary investments.....	926	239	69	69	1,234	1,141
Amounts receivable.....	446	492	37	37	975	993
Portfolio investments: Due from Government and government organizations.....	-	629	-	-	629	675
Due from others.....	-	2,847	-	-	2,847	2,533
Capital assets.....	25,190	115	357	357	25,662	24,127
Other assets.....	2,744	106	143	143	2,993	2,637
Total assets.....	29,306	4,428	606	606	34,340	32,106
Liabilities:						
Accounts payable, accrued liabilities and deferred revenue.....	2,578	863	153	153	3,594	3,625
Long-term debt: Owing to Government.....	23,078	-	381	381	23,459	21,901
Other borrowings, discounts and deferred transaction costs.....	209	7	67	67	283	55
Net pension obligations.....	745	396	-	-	1,141	1,151
Future cost of existing claims.....	-	2,150	-	-	2,150	2,085
Total liabilities.....	26,610	3,416	601	601	30,627	28,817
Equity:						
Non-controlling interests.....	302	-	-	-	302	254
Equity in government business enterprises.....	2,394	1,012	5	5	3,411	3,035
Total equity.....	2,696	1,012	5	5	3,713	3,289
Total liabilities and equity.....	29,306	4,428	606	606	34,340	32,106
EQUITY COMPRISED OF:						
Retained earnings.....	3,141	1,051	5	5	4,197	3,902
Accumulated other comprehensive income (loss).....	(747)	(39)	-	-	(786)	(867)
Equity in government business enterprises.....	2,394	1,012	5	5	3,411	3,035

Note: For government business enterprises whose fiscal year end is prior to March 31, the amounts reflected are as at their fiscal year end. The financial statements of the Manitoba Public Insurance Corporation for the 2019/20 fiscal period includes 13 months ending March 31, 2020.

SCHEDULE 4

SUMMARY FINANCIAL STATEMENTS

CONSOLIDATED STATEMENT OF BORROWINGS

As at March 31, 2020

(\$ millions)

Fiscal Year of Maturity	Bonds and Debentures		Canada Pension Plan Cdn	Loans and Mortgages Cdn	Promissory Notes and Treasury Bills Cdn		Totals
	Cdn	US			2020	2019	
2020.....	-	-	-	-	-	-	5,221
2021.....	3,397	355	-	2	2,080	5,834	3,728
2022.....	2,480	426	-	1	-	2,907	2,881
2023.....	2,528	213	-	-	-	2,741	2,726
2024.....	2,388	496	-	-	-	2,884	2,348
2025.....	3,473	-	-	-	-	3,473	2,140
2020-2025.....	14,266	1,490	-	3	2,080	17,839	19,044
2026-2030.....	11,614	-	-	-	-	11,614	9,585
2031-2040.....	5,819	-	184	-	-	6,003	5,194
2041-2070.....	15,984	-	294	-	-	16,278	16,450
2026-2070.....	33,417	-	478	-	-	33,895	31,229
2021-2057 Government Organizations.....	498	-	-	268	-	766	815
Total borrowings.....	48,181	1,490	478	271	2,080	52,500	51,088
Reduced by:							
Debt incurred for and repayable by the Manitoba Hydro-Electric Board.....						(23,078)	(21,501)
Unamortized debt issue costs.....						(277)	(282)
Unamortized foreign currency fluctuation.....						-	(4)
Unamortized gains and losses on derivative contracts Province of Manitoba debt issues held as investments in sinking funds and cash and cash equivalents.....						268	255
						(141)	(390)
						29,272	29,166

	March 31/20 Cdn \$ Valuation (See Notes)	March 31/19 Cdn \$ Valuation (See Notes)
Borrowings payable in:		
Canadian dollars	37,996	37,292
Foreign issues hedged to Canadian dollars	13,014	12,319
U.S. dollars	426	401
Issues hedged to U.S. dollars	1,064	1,076
Total borrowings	52,500	51,088

Note a: The hedges are derivative contracts which include swaps and forward foreign exchange contracts.

Note b: The Canadian dollar valuation is calculated using the foreign currency exchange rates in effect at each March 31 adjusted for any forward foreign exchange contracts entered into for settlement after year-end.

Note c: Interest rates on these borrowings fall into one of two categories:

- Fixed with rates ranging from 1.10% to 10.68%.
- Floating Canadian - Bankers Acceptance (BA) setting, established quarterly or monthly, with the lowest rate currently set at 1.07% and the highest set at 2.89% as at March 31, 2020.

SCHEDULE 5

SUMMARY FINANCIAL STATEMENTS

CONSOLIDATED STATEMENT OF ACCOUNTS PAYABLE, ACCRUED CHARGES, PROVISIONS AND UNEARNED REVENUE

As at March 31, 2020

	(\$ millions)	
	2020	2019
		Restated
ACCOUNTS PAYABLE	<u>1,507</u>	<u>1,440</u>
ACCRUED CHARGES:		
Interest.....	200	208
Disaster financial assistance.....	62	91
Liability for contaminated sites (Note 15).....	265	271
Salaries and benefits.....	975	904
Employee future benefits (Note 13).....	552	543
Other.....	<u>177</u>	<u>191</u>
	<u>2,231</u>	<u>2,208</u>
PROVISION FOR FUTURE LOSSES (Note 7)	<u>11</u>	<u>17</u>
UNEARNED REVENUE	<u>650</u>	<u>711</u>
Total Accounts Payable, Accrued Charges, Provisions and Unearned Revenue	<u><u>4,399</u></u>	<u><u>4,376</u></u>

SCHEDULE 6

SUMMARY FINANCIAL STATEMENTS CONSOLIDATED STATEMENT OF PENSION LIABILITY

As at March 31, 2020

	Civil Service Superannuation Plan	Teachers' Pension Plan	Post- Secondary Education Plans (Note A)	Public School Division Plans (Note A)	Other Plans (Note A)	Total 2020	Total 2019
ACCRUED BENEFIT OBLIGATION							
Obligation at beginning of year.....							
Current service costs.....	3,252	4,271	1,543	567	147	9,780	9,421
Interest cost on benefit obligation.....	81	109	67	22	5	284	287
Change in actuarial (gains) losses and reserves.....	184	254	84	32	8	562	546
Plan amendment.....	(21)	-	76	2	(1)	56	84
Benefits paid.....	(201)	(222)	(126)	(29)	(9)	(587)	(558)
Obligation at end of year.....	3,295	4,412	1,644	594	150	10,095	9,780
PLAN ASSETS							
Plan assets at beginning of year.....	2,221	2,516	1,484	581	61	6,861	6,917
Employer contributions.....	93	119	49	14	6	281	275
Employee contributions.....	-	-	31	12	-	43	42
Transfer of plan assets.....	-	-	2	-	-	2	1
Plan asset contributions.....	-	-	-	-	-	-	-
Benefits paid.....	(201)	(222)	(126)	(29)	(9)	(587)	(558)
Expected return on plan assets.....	127	145	80	32	3	387	381
Experience gains (losses).....	80	(145)	124	(16)	(5)	38	(195)
Market value of plan assets.....	2,320	2,413	1,644	594	56	7,025	6,863
Deferred investment losses (gains).....	(29)	73	(92)	8	2	(38)	(19)
Market related value of plan assets.....	2,291	2,486	1,552	602	58	6,987	6,844
PENSION LIABILITY							
Plan deficit (surplus).....	1,004	1,926	93	(7)	92	3,108	2,935
Unamortized actuarial gains (losses).....	6	(25)	9	(14)	(8)	(32)	(47)
Surplus adjustments (Note B).....	-	-	-	16	5	21	26
Pension liability.....	1,010	1,901	102	(5)	89	3,097	2,914
PENSION EXPENSE							
Defined benefit pension plan expense:							
Current service cost.....	81	109	67	22	5	284	287
Interest cost on benefit obligation.....	184	254	84	32	7	561	546
Return on plan assets.....	(127)	(145)	(80)	(32)	(3)	(387)	(380)
Employee contributions.....	-	-	(32)	(12)	-	(44)	(43)
Amortization of actuarial (gains) losses.....	7	29	12	4	(6)	46	47
Plan amendment.....	-	-	-	-	-	-	-
Change in surplus adjustments.....	-	-	-	(1)	(5)	(6)	5
Defined benefit pension plan expense.....	145	247	51	13	(2)	454	462
Defined contribution pension plan expense.....	-	-	6	24	198	228	215

SCHEDULE 6 (cont'd)

SUMMARY FINANCIAL STATEMENTS

CONSOLIDATED STATEMENT OF PENSION LIABILITY

As at March 31, 2020

MEMBER DATA	Civil Service Superannuation Plan	Teachers' Pension Plan	Post- Secondary Education Plans	Public School Division Plans	Other Plans	Total 2020	Total 2019
Defined benefit pension plan							
Number of active and deferred members.....	20,800	23,300	5,500	5,100	200	54,900	56,100
Number of pensioners.....	16,700	15,700	2,400	2,200	300	37,300	36,000
Total number of plan members.....	<u>37,500</u>	<u>39,000</u>	<u>7,900</u>	<u>7,300</u>	<u>500</u>	<u>92,200</u>	<u>92,100</u>

ACTUARIAL ASSUMPTIONS

Discount rate on accrued benefits.....	5.75%	6.00%	5.50% - 5.65%	4.75% - 5.75%	3.60% - 5.50%
Expected long-term rate of return.....	5.75%	6.00%	5.30% - 5.65%	4.75% - 5.75%	3.60% - 5.50%
Inflation.....	2.00%	2.00%	2.00% - 2.50%	0.00% - 2.50%	2.00% - 2.00%
Real rate of return.....	3.75%	4.00%	3.00% - 3.65%	2.75% - 5.50%	1.60% - 3.50%
Rate of salary increase.....	3.75%	2.50%	0.75% - 3.00%	3.00% - 4.50%	0.00% - 3.75%
Latest valuation.....	(Note C)	(Note C)	(Note C)	(Note C)	(Note C)

Note A: Post-Secondary Education plans include the University of Manitoba Pension Plans, the University of Winnipeg Pension Plan and the Brandon University Retirement Plan.
Public School Division plans include the Winnipeg School Division Pension Fund for Employees Other Than Teachers, Retirement Plan for Non-Teaching Employees of the St. James-Assiniboia School Division, Retirement Plan for Employees of Frontier School Division and The School District of Mystery Lake No. 2355 Pension Plan.

Other plans include the Members of Legislative Assembly Pension Plan, the Legislative Assembly Pension Plan, the Judges' Supplemental Pension Plan, and the Winnipeg Child and Family Services Employee Benefits Retirement Plan.

Note B: For those plans that the Government is unable to access surplus funds within the plan, adjustments are made to record an allowance against these surplus amounts. These pension surplus allowances represent the excess of the adjusted benefit asset over the employers' share of the expected future benefit.

Note C: The latest actuarial valuation report dates and the estimated average remaining service life (EARSL), in years, are as follows:

	Valuation Date	EARSL
- Civil Service Superannuation Plan.....	Dec-18	13.2
- Teachers' Retirement Allowance Plan.....	Jan-18	12.0
- University of Manitoba Pension Plans.....	Dec-17	9.0
- University of Winnipeg Pension Plan.....	Dec-18	6.3
- Brandon University Retirement Plan.....	Dec-19	9.0
- Winnipeg School Division Pension Fund for Employees Other than Teachers.....	Dec-19	11.4
- Retirement Plan for Non-Teaching Employees of the St. James-Assiniboia School Division.....	Dec-18	14.0
- Retirement Plan for Employees of Frontier School Division.....	Dec-18	13.1
- School District of Mystery Lake.....	Jun-18	16.7
- Members of Legislative Assembly Pension Plan.....	Mar-19	0.0
- Legislative Assembly Pension Plan.....	Dec-18	8.0
- Judges' Supplemental Pension Plan.....	Mar-19	8.0
- Winnipeg Child and Family Services Employee Benefits Retirement Plan.....	Dec-18	0.0

SCHEDULE 7

SUMMARY FINANCIAL STATEMENTS CONSOLIDATED STATEMENT OF TANGIBLE CAPITAL ASSETS

For the Year Ended March 31, 2020

	General Capital Assets							Infrastructure				Totals	
	Land	Buildings and Leasehold Improvements	Vehicles and Equipment	Computer Hardware and Software	Assets Under Construction	Land and Land Improvements	Dams and Water Management Structures	Assets Under Construction	2020	2019	Restated		
Cost													
Opening cost.....	306	10,187	2,969	1,215	956	542	6,912	751	146	23,984	23,371		
Restatements - Note a			(239)							(239)	(247)		
Adjusted Opening Balance	306	10,187	2,730	1,215	956	542	6,912	751	146	23,745	23,124		
Add:													
Additions during the year.....	24	184	122	20	288	12	287	1	87	1,025	1,006		
Less:													
Disposals and write downs.....	(2)	(17)	(101)	(21)	(11)	-	(61)	-	(1)	(214)	(385)		
Settlements and reclassifications.	1	439	42	42	(529)	22	70	8	(95)	-	-		
Closing cost.....	329	10,793	2,793	1,256	704	576	7,208	760	137	24,556	23,745		
Accumulated amortization													
Opening accumulated amortization.	-	4,213	2,158	847	-	95	2,673	141	-	10,127	9,760		
Restatements - Note a			(178)							(178)	(188)		
Adjusted Opening Balance	-	4,213	1,980	847	-	95	2,673	141	-	9,949	9,572		
Add:													
Amortization.....	-	282	147	69	-	7	228	12	-	745	723		
Less:													
Accumulated amortization on disposals and write downs.....	-	(11)	(78)	(19)	-	-	(13)	-	-	(121)	(346)		
Closing accumulated amortization..	-	4,484	2,049	897	-	102	2,888	153	-	10,573	9,949		
Net Book Value of Tangible Capital Assets.....	329	6,309	744	359	704	474	4,320	607	137	13,983	13,796		

Note a - Restatements are primarily related to the reclassification of library books from capital assets to expenses.

Note b - During the year the Province capitalized \$6 million of interest relating to assets under construction (2019 - \$16 million).

SCHEDULE 8

SUMMARY FINANCIAL STATEMENTS

GOVERNMENT ORGANIZATIONS, COMPONENTS AND BUSINESS ENTERPRISES COMPRISING THE GOVERNMENT REPORTING ENTITY

HEALTH

Health, Seniors and Active Living
Addictions Foundation of Manitoba
CancerCare Manitoba
Manitoba Health Services Insurance Plan
Not-for-Profit Personal Care Homes and Community Health Agencies
Regional Health Authorities (including controlled organizations)
Interlake-Eastern Regional Health Authority
Northern Regional Health Authority Inc.
Prairie Mountain Health
Southern Health-Santé Sud
Winnipeg Regional Health Authority
Rehabilitation Centre for Children, Inc.
St.Amant Inc.
Shared Health Inc.

EDUCATION AND ECONOMIC DEVELOPMENT

Education
Manitoba Learning Resource Centre
Public School Divisions
Public Schools Finance Board

Economic Development and Training
Assiniboine Community College
Brandon University
Community Revitalization Fund
Communities Economic Development Fund
Co-operative Loans and Loans Guarantee Board
Economic Development Winnipeg Inc. - Note c
Helen Betty Osborne Memorial Foundation
Industrial Technology Centre
Manitoba Development Corporation
Manitoba Opportunities Fund Ltd.
Red River College
Research Manitoba
Rural Manitoba Economic Development Corporation
Travel Manitoba
Université de Saint-Boniface
University College of The North
University of Manitoba
University of Winnipeg

FAMILIES

Families
General Child and Family Services Authority
Manitoba Housing and Renewal Corporation

SCHEDULE 8 (cont'd)

SUMMARY FINANCIAL STATEMENTS

GOVERNMENT ORGANIZATIONS, COMPONENTS AND BUSINESS ENTERPRISES COMPRISING THE GOVERNMENT REPORTING ENTITY

COMMUNITY AND RESOURCE DEVELOPMENT

Agriculture and Resource Development

- Abandonment Reserve Fund
- Farm Machinery and Equipment Act Fund
- Fish and Wildlife Enhancement Fund
- Food Development Centre
- Manitoba Agricultural Services Corporation
- Manitoba Habitat Heritage Corporation
- Manitoba Potash Corporation
- Mining Community Reserve
- Mining Rehabilitation Reserve Fund
- Quarry Rehabilitation Reserve Fund
- Veterinary Science Scholarship Fund

Conservation and Climate

- Efficiency Manitoba Inc.
- Manitoba Hazardous Waste Management Corporation
- Waste Reduction and Recycling Support Fund

Indigenous and Northern Relations

Infrastructure

- Manitoba Trucking Productivity Improvement Fund

Municipal Relations

- Manitoba Water Services Board
- North Portage Development Corporation - Note b
- Office of the Fire Commissioner

JUSTICE AND OTHER EXPENDITURES

Legislative Assembly

- Executive Council
- Civil Service Commission
- Crown Services
- Employee Pensions and Other Costs

Central Services

- Leaf Rapids Town Properties Ltd.
- Manitoba Education, Research and Learning Information Networks (MERLIN)
- Materials Distribution Agency
- Vehicle and Equipment Management Agency

Finance

- Entrepreneurship Manitoba
- Financial Literacy Fund
- Funeral Board of Manitoba
- Insurance Council of Manitoba

SCHEDULE 8 (cont'd)

SUMMARY FINANCIAL STATEMENTS

GOVERNMENT ORGANIZATIONS, COMPONENTS AND BUSINESS ENTERPRISES COMPRISING THE GOVERNMENT REPORTING ENTITY

JUSTICE AND OTHER EXPENDITURES, cont'd

Land Titles Assurance Fund
Manitoba Financial Services Agency
Pension Asset Fund
Special Operating Agencies Financing Authority
The Public Guardian and Trustee of Manitoba
Vital Statistics Agency
Workplace Safety and Health Public Education Fund

Justice

Legal Aid Manitoba
Liquor, Gaming and Cannabis Authority of Manitoba
Manitoba Horse Racing Commission
Manitoba Law Reform Commission
Victims Assistance Fund

Sport, Culture and Heritage

Le Centre culturel franco-manitobain
Manitoba Arts Council
Manitoba Centennial Centre Corporation
Manitoba Combative Sports Commission
Manitoba Film and Sound Recording Development Corporation
Sport Manitoba Inc.

GOVERNMENT BUSINESS ENTERPRISES: (Schedule 3)

Utility:

Manitoba Hydro-Electric Board - Note a

Insurance:

Deposit Guarantee Corporation of Manitoba - Note e
Manitoba Public Insurance Corporation - Note a

Finance:

Manitoba Liquor and Lotteries Corporation - Note a

SPECIAL ACCOUNTS, not attached to a Sector or Department

Rainy Day Fund - Note d

Notes:

- a. This entity reports to Crown Services.
- b. North Portage Development Corporation is a government business partnership.
- c. Economic Development Winnipeg is a government partnership.
- d. Fiscal Stabilization Account
- e. This entity reports to Finance.

SCHEDULE 9

SUMMARY FINANCIAL STATEMENTS CONSOLIDATED STATEMENT OF OPERATIONS BY SECTOR

For the Year Ended March 31, 2020

(\$ millions)

	Health		Education and Economic Development		Families		Community and Resource Development	
	2020	2019 Restated	2020	2019 Restated	2020	2019 Restated	2020	2019 Restated
REVENUE								
Income taxes.....	-	-	-	-	-	-	-	-
Other taxes.....	-	-	919	892	-	-	-	-
Fees and other revenue.....	625	524	835	791	193	218	632	602
Federal transfers.....	1,563	1,460	255	243	51	96	151	100
Contributions from entities within the Government Reporting Entity.....	65	79	52	56	-	-	-	-
Sinking funds and other investment earnings.....	6	8	56	51	1	2	6	10
TOTAL REVENUE	2,259	2,071	2,117	2,033	245	316	789	712
EXPENSE								
Personnel services.....	3,779	3,672	3,276	3,188	211	229	301	319
Grants/Transfer payments.....	1,685	1,532	159	199	387	364	625	472
Transportation.....	82	75	36	35	3	4	44	32
Communication.....	14	14	34	35	4	4	8	9
Supplies and services.....	907	861	512	489	150	169	151	137
Social assistance related.....	-	-	96	81	1,408	1,410	211	350
Other operating.....	224	239	229	235	28	35	103	135
Debt servicing.....	51	57	169	168	43	46	255	239
Minor capital.....	17	18	78	72	-	-	3	4
Amortization.....	196	195	170	165	54	51	251	238
TOTAL EXPENSE	6,955	6,663	4,759	4,667	2,288	2,312	1,952	1,935
NET INCOME (LOSS) FOR THE YEAR	(4,696)	(4,592)	(2,642)	(2,634)	(2,043)	(1,996)	(1,163)	(1,223)

SCHEDULE 9 (cont'd)

SUMMARY FINANCIAL STATEMENTS

CONSOLIDATED STATEMENT OF OPERATIONS BY SECTOR

For the Year Ended March 31, 2020

(\$ millions)

	Justice and Other Expenditures		General Government (Note a)		Adjustments (Note b)		Total	
	2020	2019 Restated	2020	2019 Restated	2020	2019 Restated	2020	2019 Restated
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
REVENUE								
Income taxes.....	-	-	4,515	4,234	-	-	4,515	4,234
Other taxes.....	-	-	3,619	3,839	(46)	(46)	4,492	4,685
Fees and other revenue.....	222	220	8	2	(18)	(16)	2,497	2,341
Federal transfers.....	23	22	2,804	2,610	-	-	4,847	4,531
Contributions from entities within the Government Reporting Entity.....	-	(4)	913	938	(117)	(150)	913	919
Sinking funds and other investment earnings.....	308	247	-	-	-	-	377	318
TOTAL REVENUE	553	485	11,859	11,623	(181)	(212)	17,641	17,028
EXPENSE								
Personnel services.....	609	592	3	4	62	66	8,241	8,070
Grants/Transfer payments.....	130	87	28	105	(238)	(269)	2,776	2,490
Transportation.....	17	14	-	7	-	-	182	167
Communication.....	15	10	-	-	-	-	75	72
Supplies and services.....	280	263	3	7	32	28	2,035	1,954
Social assistance related.....	13	14	-	-	-	-	1,728	1,855
Other operating.....	144	116	20	21	(37)	(36)	711	745
Debt servicing.....	507	479	12	12	-	(1)	1,037	1,000
Minor capital.....	7	6	1	1	-	-	106	101
Amortization.....	67	66	7	8	-	-	745	723
TOTAL EXPENSE	1,789	1,647	74	165	(181)	(212)	17,636	17,177
NET INCOME (LOSS) FOR THE YEAR	(1,236)	(1,162)	11,785	11,458	-	-	5	(149)

Note a: The general government category includes revenue from sources that cannot be attributed to a particular sector. It also includes federal revenues and expenses related to emergency services and disaster assistance.

Note b: Consolidation adjustments are necessary to conform sectors to Government accounting policies and to eliminate transactions between sectors.

SCHEDULE 10

SUMMARY FINANCIAL STATEMENTS

RESTATED BUDGET

For the Year Ended March 31, 2020

(\$ millions)

	Print	Adjustments				Restated
		Note a	Note b	Note c	Note d	
REVENUE						
All Other Revenue.....	13,270					13,270
Automobile and Motor Carrier Licences and Fees.....	160				31	191
Parks: Forestry and Other Conservation.....	35			(11)		24
Service Fees and Other Miscellaneous Charges.....	1,533			11	(31)	1,513
Canada Health Transfers.....	1,514				(40)	1,474
Shared cost and other transfers.....	513				40	553
Total Revenue	17,025	-	-	-	-	17,025
EXPENSES						
Legislative Assembly.....	50		2			52
Executive Council.....	4	1				5
Agriculture and Resource Development.....	363	23	4	54		444
Central Services.....	-		3	188		191
Civil Service Commission.....	22	1	1	(1)		23
Conservation and Climate.....	203	1	4	(55)		153
Crown Services.....	-			2		2
Economic Development and Training.....	105	6	3	1,574		1,688
Education.....	4,560	1	2	(1,620)		2,943
Employee Pensions and Other Costs.....	76		(76)			-
Families.....	2,174	25	8	1		2,208
Finance.....	250	3	4	(150)		107
Health, Seniors and Active Living.....	6,651	12	9	2		6,674
Indigenous and Northern Relations.....	36		1	(4)		33
Infrastructure.....	459	8	5	1		473
Justice.....	684	12	28	(24)		700
Municipal Relations.....	366	18	1	18		403
Sport, Culture and Heritage.....	106	42	1	14		163
Enabling Appropriations.....	233	(153)				80
Other Appropriations.....	50					50
Debt Servicing.....	1,088					1,088
Total Expenses	17,480	-	-	-	-	17,480
In - Year Adjustment/Lapse.....	(95)					(95)
NET INCOME (LOSS) FOR THE YEAR	(360)	-	-	-	-	(360)

Note a: In addition to government ministries, separate "service headings" exist to provide expenditure authority for programs that are delivered by a number of ministries, where it is desirable to know the total amount allocated to the program, or where the allocation to various ministries is not known at the time of printing the budget. In some cases funding is allocated, as required, from Enabling Appropriations to ministries by the Minister of Finance under authority granted by section 33 of The Financial Administration Act. This restatement has no impact to net loss.

Note b: On March 7, 2019, the Province released Budget 2019 which presented the expenses by ministry. The budget under Employee Pensions and Other Costs reflects non-recoverable pension and other salary related benefit costs. Employee Pensions and Other Costs is not a true ministry as it does not provide government services. As a result, this expense budget has been allocated to ministries that incur personnel costs. This restatement has no impact to net loss.

Note c: On Oct. 23, 2019, the Province announced organizational changes that resulted in transfers of certain functions between departments. This restatement has no impact to net loss.

Note d: Restatement to correct the budget classification for specific revenue line items. This restatement has no impact to net loss.

FOR THE YEAR ENDED MARCH 31, 2020

Information Provided Under Statutory Requirement



**INFORMATION PROVIDED UNDER STATUTORY REQUIREMENT
TABLE OF CONTENTS**

UNDER THE FINANCIAL ADMINISTRATION ACT:

Rainy Day Fund – Auditor’s Report	115
Rainy Day Fund – Statement of Transfers and Account Balance	119
Statement of the Total Amount of Debt or Obligation Due Her Majesty Written Off in Whole or in Part	121
Statement of Special Warrants	122
Explanatory Comments Regarding Special Warrants	123
Statement of the Claims Settled	124
Statement of Expenditures Related to Capital and Future Contract Commitments	125
Statement of Revenue and Expense Related to Roadway and Municipal Infrastructure	127

UNDER THE FISCAL RESPONSIBILITY
AND TAXPAYER PROTECTION ACT:

Statement of Calculation of Surplus or Deficit Under The Fiscal Responsibility and Taxpayer Protection Act	128
---	------------

INDEPENDENT AUDITOR'S REPORT

To the Legislative Assembly of the Province of Manitoba

Opinion

We have audited the Fiscal Stabilization Account "Rainy Day Fund" Statement of Transfers and Account Balance of the Province of Manitoba ("the Province") for the year ended March 31, 2020 ("the statement").

In our opinion, the financial information in the Fiscal Stabilization Account "Rainy Day Fund" Statement of Transfers and Account Balance of the Province of Manitoba for the year ended March 31, 2020 is prepared, in all material respects, in accordance with Note 2 to the statement.

Basis for Opinion

We conducted our audit in accordance with Canadian generally accepted auditing standards. Our responsibilities under those standards are further described in the *Auditor's Responsibilities for the Audit of the Statement* section of our report. We are independent of the Province in accordance with the ethical requirements that are relevant to our audit of the statement in Canada, and we have fulfilled our other ethical responsibilities in accordance with these requirements. We believe that the audit evidence we have obtained is sufficient and appropriate to provide a basis for our opinion.

Emphasis of Matter: Basis of Accounting

We draw attention to Note 2 to the statement, which describes the basis of accounting. The statement is prepared to assist the Province to meet the requirements of Section 65(1)(b) of *The Financial Administration Act*. As a result, the statement may not be suitable for another purpose. Our opinion is not modified in respect of this matter.

Unaudited Information

The Schedule of Supplementary Information has been presented as unaudited information. The financial information in this schedule is not covered by this report and accordingly, we do not express an opinion on the information.

Other Information

Management is responsible for the other information. The other information comprises the information included in the Province of Manitoba Annual Report, but does not include the statement and our auditor's report thereon.

Our opinion on the statement does not cover the other information and we do not express any form of assurance conclusion thereon.

In connection with our audit of the statement, our responsibility is to read the other information and, in doing so, consider whether the other information is materially inconsistent with the statement or our knowledge obtained in the audit or otherwise appears to be materially misstated. If, based on the work we have performed, we conclude that there is a material misstatement of this other information, we are required to report that fact. We have nothing to report in this regard.

Responsibilities of Management and Those Charged with Governance for the Statement

Management is responsible for the preparation of this statement in accordance with Note 2 of the statement and for such internal control as management determines is necessary to enable the preparation of the statement that is free from material misstatement, whether due to fraud or error.

Those charged with governance are responsible for overseeing the Province's financial reporting process.

Auditor's Responsibilities for the Audit of the Statement

Our objectives are to obtain reasonable assurance about whether the statement is free from material misstatement, whether due to fraud or error, and to issue an auditor's report that includes our opinion. Reasonable assurance is a high level of assurance, but is not a guarantee that an audit conducted in accordance with Canadian generally accepted auditing standards will always detect a material misstatement when it exists. Misstatements can arise from fraud or error and are considered material if, individually or in the aggregate, they could reasonably be expected to influence the economic decisions of users taken on the basis of this financial information.

As part of an audit in accordance with Canadian generally accepted auditing standards, we exercise professional judgment and maintain professional skepticism throughout the audit. We also:

- Identify and assess the risks of material misstatement of the statement, whether due to fraud or error, design and perform audit procedures responsive to those risks, and obtain audit evidence that is sufficient and appropriate to provide a basis for our opinion. The risk of not detecting a material misstatement resulting from fraud is higher than for one resulting from error, as fraud may involve collusion, forgery, intentional omissions, misrepresentations, or the override of internal control.



- Obtain an understanding of internal control relevant to the audit in order to design audit procedures that are appropriate in the circumstances, but not for the purpose of expressing an opinion on the effectiveness of the Province's internal control.
- Evaluate the appropriateness of accounting policies used and the reasonableness of accounting estimates and related disclosures made by management.

We communicate with those charged with governance regarding, among other matters, the planned scope and timing of the audit and significant audit findings, including any significant deficiencies in internal control that we identify during our audit.

"Original document signed by"

Winnipeg, Manitoba
September 25, 2020

Tyson Shtykalo, CPA, CA
Auditor General

RAINY DAY FUND*

STATEMENT OF TRANSFERS AND ACCOUNT BALANCE

For the Year Ended March 31, 2020

	(\$ thousands)	
	2020	2019
Transfer from Core Government operations	228,477	407,000
Account Balance, beginning of year	<u>571,523</u>	<u>164,523</u>
Account Balance, end of year	<u><u>800,000</u></u>	<u><u>571,523</u></u>

NOTES

1. The Fiscal Stabilization Account is also known and commonly referred to as the Rainy Day Fund. The Fiscal Stabilization Account was established under the authority of subsection 26.1(1) of The Financial Administration Act. The Fiscal Stabilization Fund established under The Fiscal Stabilization Fund Act and is continued as the Fiscal Stabilization Account. The legislated purpose of the fund is to assist in stabilizing the fiscal position of the government from year to year and to improve long-term fiscal planning. Under subsection 26.1(3) the Minister of Finance, with the approval of the Lieutenant Governor in Council, may deposit in the Account any part of the revenue or other financial assets received in the core government in any fiscal year. Under subsection 26.1(4), the Minister of Finance may, with the approval of the Lieutenant Governor in Council, transfer all or part of the Account balance to the core government.
2. Transactions in the Fiscal Stabilization Account are accounted for on an accrual basis and reflect the transfers made under Section 26.1(3) and 26.1(4) of The Financial Administration Act. Transfers are determined by the Minister of Finance and are authorized with an Order in Council. The report on these transactions is made in accordance with Section 65(1)(b) of The Financial Administration Act.
3. Subsection 26.1(2) of The Financial Administration Act stipulates that the Minister of Finance shall make every effort to ensure that the balance of the Account at the end of each fiscal year is at least 5% of the core government expenditures for that year.

* Refers to the Fiscal Stabilization Account established under The Fiscal Stabilization Fund Act

RAINY DAY FUND*

SCHEDULE OF SUPPLEMENTARY INFORMATION

(Unaudited)

For the Year Ended March 31, 2020

	(\$ thousands)	
	2020	2019
Account Balance, beginning of year	571,523	164,523
- Transfer from Core Government - allocated to general purposes	<u>228,477</u>	<u>407,000</u>
Account Balance, end of year	<u><u>800,000</u></u>	<u><u>571,523</u></u>

* Refers to the Fiscal Stabilization Account established under The Fiscal Stabilization Fund Act

STATEMENT OF THE TOTAL AMOUNT OF DEBT OR OBLIGATION DUE HER MAJESTY WRITTEN OFF IN WHOLE OR IN PART

As Required by Section 24(b) of The Financial Administration Act
For the Year Ended March 31, 2020

	\$	\$
AGRICULTURE AND RESOURCE DEVELOPMENT (III)		
Manitoba Agricultural Services Corporation.....		84,681
CONSERVATION AND CLIMATE (XII)		
Accounts Receivable.....		38,360
EDUCATION (XVI)		
Accounts Receivable.....		698
FAMILIES (IX)		
Accounts Receivable.....		878,733
FINANCE (VII)		
Levy for Health and Education Tax.....	82,629	
Retail Sales Tax.....	666,215	
Corporation Capital Tax.....	<u>7,644</u>	756,488
INFRASTRUCTURE (XV)		
Accounts Receivable.....		233,263
MUNICIPAL RELATIONS (XIII)		
Accounts Receivable.....		79
		<u><u>1,992,302</u></u>

STATEMENT OF SPECIAL WARRANTS OF HER HONOUR THE LIEUTENANT-GOVERNOR OF MANITOBA

As Required by Section 32(4) of The Financial Administration Act
Issued Relative to the Year Ended March 31, 2020

OPERATING EXPENSES			\$
AGRICULTURE AND RESOURCE DEVELOPMENT (III)			
February 26, 2020	3.3	Risk Management, Credit and Income Support Programs.....	13,492,000
February 26, 2020	3.6	Water Stewardship and Biodiversity.....	86,300,000
ECONOMIC DEVELOPMENT AND TRAINING (X)			
February 26, 2020	10.3	Advanced Education and Skills.....	3,772,000
FAMILIES (IX)			
February 26, 2020	9.4	Child and Youth Services.....	2,769,000
February 26, 2020	9.5	Housing.....	3,603,000
HEALTH, SENIORS AND ACTIVE LIVING (XXI)			
February 26, 2020	21.5	Regional Policy and Programs.....	4,745,000
February 26, 2020	21.7	Health Services Insurance Fund.....	24,331,000
JUSTICE (IV)			
February 26, 2020	4.5	Courts.....	1,678,000
MUNICIPAL RELATIONS (XIII)			
February 26, 2020	13.2	Community Planning and Development.....	7,500,000
Total Special Warrants.....			148,190,000

EXPLANATORY COMMENTS REGARDING SPECIAL WARRANTS AS SHOWN ON THE STATEMENT OF SPECIAL WARRANTS

For the Year Ended March 31, 2020

PART A - OPERATING EXPENSES

\$

Special Warrants amounting to \$148,190,000 were issued during the year ended March 31, 2020.

DEPARTMENT OF AGRICULTURE AND RESOURCE DEVELOPMENT (III)

To provide additional funding for the Agricultural Income Stabilization program.....	13,492,000
To provide additional funding for the following Water Stewardship and Biodiversity programs:	
Water Science and Watershed Management program.....	550,000
Wildlife and Fisheries program.....	34,250,000
Lands program.....	51,500,000

DEPARTMENT OF ECONOMIC DEVELOPMENT AND TRAINING (X)

To provide additional funding for the Manitoba Bursary Fund.....	3,772,000
--	-----------

DEPARTMENT OF FAMILIES (IX)

To provide additional funding for the Authorities and Maintenance of Children program.....	2,769,000
To provide additional funding for Housing.....	3,603,000

DEPARTMENT OF HEALTH, SENIORS AND ACTIVE LIVING (XXI)

To provide additional funding for the Health Emergency Management program.....	4,745,000
To provide additional funding for the Health Services Insurance Fund.....	24,331,000

DEPARTMENT OF JUSTICE (IV)

To provide additional funding for Sheriff Services.....	1,678,000
---	-----------

DEPARTMENT OF MUNICIPAL RELATIONS (XIII)

To provide additional funding for the Community Development Program.....	7,500,000
--	-----------

Operating Expenses Total - Part A.....	<u>148,190,000</u>
--	--------------------

STATEMENT OF THE CLAIMS SETTLED

As Required by Section 41(7) of The Financial Administration Act
For the Year Ended March 31, 2020

	\$
Agriculture and Resource Development (III).....	150,000
Central Services (VIII).....	34,000
Conservation and Climate (XII).....	22,967
Education (XVI).....	11,303
Families (IX).....	344
Finance (VII).....	307,583
Infrastructure (XV).....	34,177
Justice (IV).....	<u>11,281</u>
	<u><u>571,655</u></u>

STATEMENT OF EXPENDITURES RELATED TO CAPITAL AND FUTURE CONTRACT COMMITMENTS

As Required by Section 45(3) of The Financial Administration Act
For the Year Ended March 31, 2020

DEPARTMENT	FUTURE COMMITMENT \$
LEGISLATIVE ASSEMBLY (I)	
Service contracts.....	177,766
	<u>177,766</u>
EXECUTIVE COUNCIL (II)	
Service contracts.....	2,160
	<u>2,160</u>
AGRICULTURE AND RESOURCE DEVELOPMENT (III)	
Service contracts.....	410,237
	<u>410,237</u>
CENTRAL SERVICES (VIII)	
Service contracts.....	87,062,338
Acquisition or construction of capital	1,512,865
Other.....	17,950,238
	<u>106,525,441</u>
CONSERVATION AND CLIMATE (XII)	
Service contracts.....	11,286,262
Acquisition or construction of capital	893,654
	<u>12,179,916</u>
ECONOMIC DEVELOPMENT AND TRAINING (X)	
Service contracts.....	37,527
	<u>37,527</u>
EDUCATION (XVI)	
Service contracts.....	165,126
	<u>165,126</u>
FAMILIES (IX)	
Service contracts.....	20,303,042
Rental of capital assets.....	858,326
Acquisition or construction of capital	800,000
Other.....	693,619
	<u>22,654,987</u>
FINANCE (VII)	
Service contracts.....	456,960
	<u>456,960</u>
HEALTH, SENIORS AND ACTIVE LIVING (XXI)	
Service contracts.....	50,004,632
	<u>50,004,632</u>
INDIGENOUS AND NORTHERN RELATIONS (XIX)	
Service contracts.....	1,015,915
Acquisition or construction of capital	3,802,600
	<u>4,818,515</u>
INFRASTRUCTURE (XV)	
Acquisition or construction of capital	110,953,514
Other.....	220,356
	<u>111,173,870</u>

STATEMENT OF EXPENDITURES RELATED TO CAPITAL AND FUTURE CONTRACT COMMITMENTS (continued)

As Required by Section 45(3) of The Financial Administration Act
For the Year Ended March 31, 2020

DEPARTMENT	FUTURE COMMITMENT \$
JUSTICE (IV)	
Service contracts.....	2,929,169
Rental of capital assets.....	48,744
Acquisition or construction of capital	2,700,224
	<u>5,678,137</u>
MUNICIPAL RELATION (XIII)	
Service contracts.....	5,067
	<u>5,067</u>
 TOTAL	 <u><u>314,290,341</u></u>

NOTE: The Appropriation Act, 2019 authorizes the Government to commit to expenditures up to an amount not exceeding \$1,040,000,000 for the purpose of ensuring completion of projects or fulfilling contracts initiated in the year ended March 31, 2020. Any expenditures so committed must be included in the estimates of the fiscal year in which the expenditure is to be made or incurred.

STATEMENT OF REVENUE AND EXPENSE RELATED TO ROADWAY AND MUNICIPAL INFRASTRUCTURE

As Required by Section 67.1(2) of The Financial Administration Act
For the Year Ended March 31, 2020

	<u>2020</u>	<u>2019</u>
	\$	\$
REVENUE		
Net Gasoline and Motive Fuel Tax - Note 1.....	338,013,155	347,406,209
	<u>338,013,155</u>	<u>347,406,209</u>
Less: Tax attributed to aircrafts and locomotives.....	16,367,686	18,832,475
TOTAL REVENUE	<u>321,645,469</u>	<u>328,573,734</u>
EXPENSES		
Highways and Transportation Programs.....	21,304,088	22,558,485
Construction and Maintenance		
Maintenance and preservation of provincial trunk highways, provincial roads and related projects.....	123,846,210	127,732,921
Winter roads.....	8,740,175	8,680,671
Infrastructure assets - provincial roads and highways.....	432,499,597	410,070,818
Road construction and maintenance.....	565,085,982	546,484,410
General assets - road related.....	5,242,782	5,346,181
Other construction and maintenance.....	5,242,782	5,346,181
Total Construction and Maintenance.....	570,328,764	551,830,591
TOTAL EXPENSES	<u>591,632,852</u>	<u>574,389,076</u>
NET RESULT FOR THE YEAR	<u>(269,987,383)</u>	<u>(245,815,342)</u>

Note 1: Amount refers to proceeds of tax paid into the Consolidated Fund, net of authorized refunds.

STATEMENT OF CALCULATION OF SURPLUS OR DEFICIT UNDER THE FISCAL RESPONSIBILITY AND TAXPAYER PROTECTION ACT

(Unaudited)

For the Year Ended March 31, 2020

	(\$ millions)		
	Budget	2020	2019 Restated
Revenue	17,025	17,641	17,028
Expenditure	17,480	17,636	17,177
Net Result	<u>(455)</u>	<u>5</u>	<u>(149)</u>
Year-end Adjustments/Lapse	(95)	-	-
Net Income (Loss)	<u>(360)</u>	<u>5</u>	<u>(149)</u>
Less adjustments:			
1) Net Income Manitoba Hydro	(121)	(99)	(121)
2) Rainy Day Fund (also known as the Fiscal Stabilization Account)	(50)	(229)	(407)
Deficit balance for the purposes of The Fiscal Responsibility and Taxpayer Protection Act	<u>(531)</u>	<u>(323)</u>	<u>(677)</u>
Baseline Deficit*	<u>(724)</u>	<u>(724)</u>	<u>(824)</u>
* Baseline Deficit, March 31, 2019	(824)		
Annual Reduction	<u>100</u>		
Baseline Deficit, March 31, 2020	<u>(724)</u>		

STATEMENT OF CALCULATION OF SURPLUS OR DEFICIT UNDER THE FISCAL RESPONSIBILITY AND TAXPAYER PROTECTION ACT

(Unaudited)

For the Year Ended March 31, 2020

1. The Fiscal Responsibility and Taxpayer Protection Act requires the government not to incur a deficit greater than the baseline amount and penalizes ministers by reducing their salaries if this requirement is not met. The deficit amount is calculated in accordance with provisions of the Act, which sets out a starting baseline of \$924 million in 2018 that is reduced by \$100 million per year thereafter. For the fiscal year 2020, the baseline amount is \$724 million.
2. While in a deficit position, the Act requires the government to withhold 20% of the ministerial salaries. This percentage will increase to 40% if the government has a deficit exceeding the baseline amount for two consecutive years. The withheld amounts will be paid back to the ministers if there is no deficit incurred or if the deficit is below the baseline amount. However, the repayment amounts will be prorated if the deficit is below the baseline amount by less than \$100 million.
3. For the 2020 fiscal year, the actual deficit is below the baseline amount by \$401 million. The Government is therefore in compliance with the Act. Once this report is tabled in the Assembly, the following withheld amounts will be paid back.

	Amount of Salaries Withheld	Salary Reduction	Amount to be Paid Back
Pallister, Hon. B.	\$15,754	-	\$15,754
Clarke, Hon. E.	10,292	-	10,292
Cox, Hon. C.	10,292	-	10,292
Cullen, Hon. C.	10,292	-	10,292
Eichler, Hon. R.	10,292	-	10,292
Fielding, Hon. S.	10,292	-	10,292
Friesen, Hon. C.	10,292	-	10,292
Goertzen, Hon. K.	10,292	-	10,292
Mayer, Hon. C.	5,090	-	5,090
Pedersen, Hon. B.	10,292	-	10,292
Schuler, Hon. R.	10,292	-	10,292
Squires, Hon. R.	10,292	-	10,292
Stefanson, Hon. H.	10,292	-	10,292
Wharton, Hon. J.	10,292	-	10,292
Total	\$144,348	-	\$144,348



Available in alternate formats upon request.